

SOMMAIRE

INTRODUCTION	5
I. Présentation générale.....	7
A. Présentation du projet	8
B. Présentation du stage	8
1. Le contexte	8
2. Les étapes	9
3. La méthodologie	9
II. Les négociations internationales et leurs conséquences sur l'économie gadeloupéenne	12
A. L'impact des réformes de l'OCM banane sur les prix perçus par les producteurs gadeloupéens	13
1. La mise en place de l'organisation commune du marché de la banane	13
2. Les impacts des réformes sur les échanges internationaux de banane.....	15
3. Les impacts des réformes sur le prix des bananes : le cas de la Guadeloupe	16
B. La crise de la filière bananière et ses répercussions sur l'économie gadeloupéenne...	19
1. Le poids de l'agriculture dans l'économie gadeloupéenne	19
2. La place de la filière banane dans l'agriculture gadeloupéenne	20
3. La crise de la filière banane gadeloupéenne	21
III. Les facteurs d'évolution des exploitations bananières gadeloupéennes 25	
A. L'évolution du fonctionnement des exploitations bananières selon le type d'origine ...	26
1. Les sociétés bananières	26
2. Les exploitations bananières entrepreneuriales.....	30
3. Les exploitations bananières familiales	35
4. Les exploitations traditionnelles	40
5. Les exploitations diversifiées.....	44
6. Les éleveurs planteurs.....	50
7. Les exploitations maraîchères	55
B. L'évolution des exploitations bananières depuis le début des années 90.....	60
1. L'évolution du nombre d'exploitations et répartition dans l'échantillon	60
2. L'évolution des facteurs structurels au sein des différents types.....	61
3. Le traçage des trajectoires d'évolution	62
4. Les trajectoires-type et éléments explicatifs	65
5. Les perspectives d'évolution.....	65
CONCLUSION ET PROPOSITIONS	68

SIGLES

CAD

Contrat d'Agriculture Durable

CTE

Contrats Territoriaux d'Exploitation

CIRAD

Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement

DOM

Département d'Outre-Mer

GIE

Groupement d'Intérêt Economique

FEOGA

Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricole

IAA

Industrie Agro-Alimentaire

OCMB

Organisation Commune du Marché de la Banane

OMC

Organisation Mondiale du Commerce

SAU

Surface Agricole Utile

SCEA

Société Civile d'Exploitation Agricole

SICA

Société d'Intérêt Collectif Agricole

UTA

Unité Technique Agricole

INTRODUCTION

La Guadeloupe est un département français depuis 1946 et une région depuis 1982. Elle est aussi une Région Ultra Périphérique de l'Union Européenne et elle participe au marché européen, elle y est intégrée. Pour cela elle bénéficie de subventions européennes elle est ainsi bénéficiaire des fonds structurels européens et des aides en faveur des régions défavorisées. Cette appartenance se traduit également par des mesures de protection de certaines productions comme la banane.

Le CIRAD est un Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC) dont le but est de conduire des recherches (en économie, agronomie, génétique, phytopathologie...) afin de contribuer au développement rural des pays tropicaux et subtropicaux.

Les champs de recherche couvrent les sciences du vivant et les sciences sociales ; ils s'appliquent à l'agriculture, la forêt, l'élevage, la gestion des ressources naturelles des pays du Sud, à l'agroalimentaire, aux écosystèmes et aux sociétés. Ils concernent les filières de production et les territoires et s'appuient sur les grandes disciplines telles l'économie, l'agronomie, l'amélioration des plantes, la protection des cultures, la modélisation ou la technologie agroalimentaire.

Depuis 50 ans, le CIRAD œuvre en faveur du développement durable de l'agriculture en Guadeloupe notamment à travers ses recherches, l'appui aux producteurs et la formation.

Cette étude fait partie du projet « d'appui au développement de la filière banane » financé par le FEOGA, l'Etat et la Région et répondant aux objectifs de développement durable de la région contenus dans le DOCUP (Document Unique de Programmation).

Au sein de ce stage de fin d'études, nous nous proposons de décrire et d'expliquer l'évolution des exploitations bananières guadeloupéenne afin de comprendre les transformations récentes et tenter de tracer des perspectives possibles. Ceci devra servir à l'élaboration de propositions d'intervention adaptées aux types d'exploitations et à leurs dynamiques.

Problématique

La banane d'exportation occupe une place importante dans l'économie guadeloupéenne. Malgré une forte concentration spatiale dans la région Sud de la Basse Terre, on observe la présence de l'activité sur l'ensemble du territoire guadeloupéen.

Depuis quelques années, cette filière est en crise suite à la concurrence internationale et aux remises en cause de l'OCM (l'effondrement des prix de vente accentuant l'endettement des planteurs) et aux nombreux aléas climatiques (cyclones, tempêtes, sécheresses, coups de vents).

On assiste à la disparition de certaines exploitations entraînant un phénomène de forte urbanisation et de déprise agricole. Cette situation a des conséquences sur la durabilité des exploitations, les surfaces cultivées et l'emploi.

Face à cette situation de crise, il convient tout d'abord de comprendre les déterminants et la nature de l'évolution des exploitations bananières, pour pouvoir proposer les mesures adéquates aux types d'exploitations et à leurs dynamiques.

Les objectifs

L'étude a pour but de :

- Caractériser les différents types d'exploitations et évaluer la généralité des observations conduites sur le bassin versant de la rivière Pérou pour l'ensemble de la Guadeloupe,
- Comprendre le fonctionnement des exploitations et identifier les déterminants de leur évolution,
- Déterminer les trajectoires d'évolution des exploitations bananières guadeloupéennes.

Méthodologie

- Un échantillonnage d'exploitations à enquêter a été réalisé, à partir de la liste des planteurs adhérents aux groupements de producteurs, sur la base d'une double stratification : selon les structures d'exploitation et les zones agro-écologiques.
- Des enquêtes sur le fonctionnement et les évolutions des exploitations ont été conduites.
- La recherche des déterminants de l'évolution été réalisée à l'aide de traitements statistiques.

Plan du rapport

Dans une première partie, nous présentons le déroulement du stage ainsi que la méthode utilisée.

Ensuite, nous voyons d'une part les répercussions des négociations internationales sur les prix de la banane perçus par les producteurs guadeloupéens et d'autre part, nous déterminons les conséquences de la crise de la filière bananière pour l'économie de l'île.

Enfin, nous déterminons d'une part l'évolution du fonctionnement des exploitations bananières selon leur type d'origine et d'autre part les trajectoires d'évolution récente.

I. PRESENTATION GENERALE

A. PRESENTATION DU PROJET

Projet d'appui au développement de la filière banane -Programme Européen- DOCUP Guadeloupe 2000-2006 :

Plusieurs objectifs généraux ont été fixés par l'Etat, la Région et le Département en partenariat avec l'Europe. Ces objectifs¹ sont contenus dans un rapport technique appelé DOCUP (Document Unique de Programmation). Il fixe une stratégie pour les cinq ans à venir.

Ce document se compose d'une rubrique de 11 thèmes axiaux caractérisés par une lettre (de A à K) : par exemple l'axe C concerne l'agriculture. Ces axes rassemblent chacun un ensemble de mesures cohérentes entre elles. La mesure (C2) ; « renforcer les filières traditionnelles et de diversification » regroupe l'ensemble des actions destinées à préserver et à accroître le rôle économique et social de l'agriculture.

Dans ce cadre, le Cirad Flhor participe au volet « appui au développement de la filière banane ». L'ensemble de ses domaines de compétences sont concernés : agronomie, génétique, phytopathologie... Des orientations générales ont été définies au démarrage (2001). La programmation est définie chaque année au cours d'un comité de pilotage avec les groupements, la DAF et la Région.

Ce projet est financé pour plus de la moitié par le FEOGA, l'Etat et la région. Les producteurs contribuent à hauteur de 6,25% et le CIRAD participe à 35%.

Pour l'année 2006, quatre axes thématiques ont été définis : la mise au point des systèmes de cultures bananiers durables, l'amélioration de la qualité du fruit, la sélection et la validation de nouvelles variétés de bananiers et la phytopathologie et le parasitisme.

Dans le cadre de ce projet, mon stage² a consisté à analyser les facteurs d'évolution des exploitations ayant des systèmes de culture bananiers. Cette étude doit servir par la suite à l'élaboration de propositions d'intervention adaptées aux types d'exploitations et à leurs dynamiques.

B. PRESENTATION DU STAGE

1. LE CONTEXTE

La production bananière guadeloupéenne traverse une situation de crise : endettement des producteurs, fin programmée des tarifs et quotas européens préférentiels, schéma technique à hauts niveaux d'intrants suscitant de fortes craintes environnementales associées à la toxicité des produits...(Dulcire&Cattan, 2002). Face à cette situation de crise, différentes actions sont engagées par les pouvoirs publics et les groupements de producteurs pour renforcer la filière : stratégies de segmentation du marché pour se différencier de la banane "dollar", opérations de désendettement...

Dans ce contexte, les exploitations évoluent. Une première analyse a été réalisée sur un petit bassin versant (rivière Pérou) de la zone bananière guadeloupéenne (Guillou, 2005). Une chute de plus de 65% de la surface en banane dans les exploitations enquêtées en 1999 et en 2005 est observée. Les réactions face à la crise sont très différentes selon les types d'exploitations.

L'objectif du stage est d'analyser l'évolution des exploitations bananières et d'évaluer la généralité des observations conduites sur le bassin versant de la rivière Pérou pour l'ensemble de la Guadeloupe. Ces analyses serviront de base à des propositions d'intervention adaptées aux types d'exploitations et à leurs dynamiques.

¹ Objectif de développement durable, d'emploi et de responsabilité.

² Au sein du service agronomie du département FLHOR.

2. LES ETAPES

L'étude de l'évolution des trajectoires des exploitations bananières guadeloupéennes c'est faite en plusieurs étapes.

Encadré 1. Descriptif du calendrier de travail

Etape n°	Type d'activité	Période	Descriptif
1	Période de recherche bibliographique	Mars	Prise de connaissance avec la problématique et les caractéristiques techniques de la culture et de la zone d'étude
2	Méthodologie	Avril	Elaboration du guide d'entretien, échantillonnage, prise de rendez-vous
3	Enquêtes	Mai-Juin	Entretien avec les agriculteurs afin de déterminer le fonctionnement et l'évolution de l'exploitation
4	Recherche des déterminants de l'évolution	Juillet-Août	Traitement et analyse des données
5	Rédaction du rapport	Août	Mise en forme des résultats
6	Restitution	Septembre	Remise du rapport et présentation des résultats aux exploitants et au groupement

3. LA METHODOLOGIE

a) DEMARCHE GENERALE

Le travail mené a consisté principalement en une série d'enquêtes chez des agricultures ayant produit des bananes export dans la période 1995 à 2004.

Nous disposons de données sur les planteurs de bananes appartenant à la SICA Banagua et à la SICA Karubana sur cette période. Les informations concernant les tonnages annuels et les coordonnées des producteurs ont permis d'effectuer un échantillonnage représentatif. Au cours de nos enquêtes nous avons rencontré 53 exploitants. Notre plan d'échantillonnage (Tableau 1) comportait deux facteurs qui nous permettaient de prendre en compte des structures d'exploitation et des conduites. Les deux facteurs sont les suivants :

- le tonnage annuel moyen : quatre types ont été choisis selon la répartition modale des effectifs (Encadré 2). Le volume de production est un indicateur de la structure des exploitations. En effet, les exploitations produisant moins de 16 tonnes en moyenne annuelle ont des surfaces plus petites ou/et des niveaux d'équipement différents de celles qui produisent plus de 105 tonnes en moyenne annuelle.

Encadré 2. Descriptif des types d'exploitations selon le tonnage annuel moyen

- ✓ **Type 1 (<16 t)** : tous ceux qui ont une production annuelle moyenne durant leur période d'activité inférieure à 16 tonnes.
- ✓ **Type 2 (16-40 t)** : tous ceux qui ont une production annuelle moyenne durant leur période d'activité compris entre à 16 et 40 tonnes.
- ✓ **Type 3 (40-105 t)** : tous ceux qui ont une production annuelle moyenne durant leur période d'activité compris entre à 40 et 105 tonnes.
- ✓ **Type 4 (>105 t)** : tous ceux qui ont une production annuelle moyenne durant leur période d'activité supérieure à 105 tonnes.

- la zone agroécologique : le zonage réalisé par S. Manceron³ en 2004 est modifié en limitant la zone 1 et 2 comme décrit ci-dessous et en ajoutant la zone de Grande Terre (Encadré 3). En effet, la localisation de la production influence fortement les variables de production et implique des conduites différentes. Par exemple, les cultures bananières situées dans la zone sèche de basse altitude en Côte-au-Vent auront des cycles végétatifs en moyenne plus courts que celles qui sont situées dans la zone humides de moyenne altitude, mais des qualités et un poids des régimes plus faible. De même, en zone de Côte-sous-le-Vent, les risques de stress hydrique sont limités, et les conditions de fertilité sont meilleures ce qui diminue le recours aux nématicides et aux engrais.

Encadré 3. Descriptif de la localisation géographique des zones de production

- ✓ **Zone 1 en Côte-sous-le-Vent** : s'étend de la commune de Deshaies aux communes Gourbeyre et de Vieux-Fort (inclues) sans limite d'altitude.
- ✓ **Zone 2 sèche de basse altitude en Côte-au-Vent** : s'étend de la commune de Baie-Mahaut à la commune de Trois-Rivières, du niveau de la mer à 150 mètres d'altitude.
- ✓ **Zone 3 humide de moyenne altitude en Côte-au-Vent** : s'étend de la commune de Baie-Mahaut à la commune de Trois-Rivières, à partir de 150 mètres d'altitude.
- ✓ **Zone 4 de basse altitude en Grande terre** : s'étend sur toutes les communes de Grande Terre.

Tableau 1. Plan d'échantillonnage : nombre d'exploitations enquêtées par strate

Tonnage annuel moyen	Type 1 (< 16 t)	Type 2 (16-40 t)	Type 3 (40-105t)	Type 4 (>105 t)	TOTAL
Zone 1 (Côte-sous-le-Vent)	2	3	1	2	8
Zone 2 (Basse altitude Côte-au-Vent)	6	5	7	7	25
Zone 3 (Moyenne altitude Côte-au-Vent)	5	4	3	4	16
Zone 4 (Grande Terre)	0	1	2	1	4
TOTAL	13	13	13	14	53

b) CHOIX DES EXPLOITANTS

L'enquête ne peut pas être exhaustive pour des raisons pratiques (817 exploitations) ayant produit de la banane entre 1995 et 2004). Cependant nous avons réalisé un échantillonnage représentatif (Tableau 1), dont la répartition correspond à celle qui est observée dans les fichiers des groupements de producteurs de bananes, et qui permettra d'extrapoler les résultats des enquêtes à un niveau régional. Le choix des exploitants a été réalisé de manière arbitraire suite à un entretien téléphonique.

³ Manceron S, (2004), Une représentation de la diversité des exploitations bananières, Des outils d'aide à la décision, INRA, p4.

c) CONTENU DES ENQUETES

Les enquêtes sont réalisées avec le chef d'exploitation, sur l'exploitation ou à son domicile selon ses disponibilités. Ce sont des enquêtes semi-directes, menées à l'aide d'un guide d'entretien (Annexe 1).

Ne connaissant pas les différentes étapes d'évolution de l'exploitation, on les détermine dans un premier temps avec l'exploitant. Il s'agit de déterminer les changements de structures et de fonctionnements apparus pendant l'ensemble de la période d'activité agricole.

Les enquêtes sont axées sur cinq thèmes :

➤ Situation à l'installation

Cette première partie permet d'appréhender les conditions d'installation de l'exploitant. Elle informe sur le milieu d'origine (agricole ou non), sur les conditions d'accès à la terre (succession au père, achat à un particulier ou location de terre à la SAFER) et sur l'origine du capital (DJA, emprunt ou accumulation).

➤ Caractéristiques structurelles de l'exploitation durant l'étape

Cette seconde partie permet de décrire l'évolution des facteurs de production durant la période d'activité. Elle informe plus particulièrement sur l'évolution du nombre et de la nature (familial et salarié) des UTA, sur l'évolution de l'utilisation des outils de production (matériels et installations) et sur leur mode d'acquisition (crédit, achat comptant, prêts). Elle informe aussi sur l'évolution des droits de propriété sur la terre (direct, indirect...) et sur l'évolution des activités secondaires de l'exploitant.

➤ Caractéristiques du parcellaire de l'exploitation durant l'étape

Cette troisième partie permet de décrire l'évolution du fonctionnement de l'exploitation et les décisions prises par l'exploitant. Elle informe sur l'évolution des surfaces utilisées (défriche ou déprise agricole) et sur les rotations effectuées, la place des cultures dans le système (principale ou secondaire), leur destination (marché international ou local), les contraintes agronomiques (pentes, pluviométrie...) comme indicateurs de l'orientation global et spécifique de l'exploitation.

➤ Vision de l'exploitant sur cette étape

Cette quatrième partie doit permettre de comprendre les décisions prises par les exploitants. Elle nous informe sur le poids des exigences familiales et sur les objectifs de production (intensification ou réduction des soins aux bananiers).

➤ Perspectives d'évolution

Cette dernière partie doit nous permettre de déterminer l'orientation future de l'exploitant. Elle nous renseigne sur les choix de production (orientation vers l'élevage, arrêt de la culture bananière) ou d'activité (travail à l'extérieur de l'exploitation), sur l'évolution des facteurs de production (agrandissement de la SAU, investissements...) et sur les raisons de ces changements (exigences de la famille et nouvelles orientations).

Ces enquêtes nous permettront d'analyser l'évolution des exploitations dans leur fonctionnement (Partie III-A) et dans leur trajectoire (Partie III-B).

II. LES NEGOCIATIONS INTERNATIONALES ET LEURS CONSEQUENCES SUR L'ECONOMIE GUADELOUPEENNE

A. L'IMPACT DES REFORMES DE L'OCM BANANE SUR LES PRIX PERÇUS PAR LES PRODUCTEURS GUADELOUPEENS

1. LA MISE EN PLACE DE L'ORGANISATION COMMUNE DU MARCHÉ DE LA BANANE

Jusqu'en 1993, les importations de bananes dans les pays européens relevaient des préférences de chaque état membre. Les situations étaient très variées, par exemple, l'Espagne interdisait toutes importations, privilégiant la production des Canaries ; la France (ainsi que le Royaume-Uni, le Portugal, l'Italie) quant à elle partageait son marché entre sa propre production (Guadeloupe et Martinique) 2/3, et trois pays ACP (Cameroun, Côte d'Ivoire et Madagascar) 1/3, et à la marge en cas de besoins, elle se fournissait sur le marché mondial. Du Côté de l'Allemagne, des Pays-Bas, de la Belgique ou du Danemark, le choix a été de privilégier le consommateur en important des bananes à moindre prix sur le marché mondial (des pays Latino-américains).

Aussi aux vues de ce panel, on remarque que les stratégies sont différentes (Tableau 5-Annexe 2), une entente devait être trouvée.

a) 1993-1998 : OCMB I&II

Le 1^{er} Janvier 1993, la mise en place du marché unique européen fait passer la gestion de l'approvisionnement d'une logique nationale à une logique commune.

L'Organisation Commune de Marché de la Banane (OCMB) entre en vigueur à partir du 1^{er} Juillet.

Les principes de bases sont les suivants :

- Libre accès des bananes communautaires au marché européen
- Contingent à droits nuls pour douze pays exportateurs de banane ACP
- Contingent tarifaire pour les bananes en provenance de la zone latino-américaine

L'OCMB est fondée selon un système de contingentement des importations (volet externe) et un système de soutien aux revenus des producteurs européens (volet interne).

Le Volet externe repose sur deux mesures : le contingentement par type d'origine (ACP ou non ACP) et le système d'attribution des contingents via la distribution de certificats d'importation (Tableau 6-Annexe 2).

Le 1^{er} avril 1995, une deuxième version ou plutôt une première réforme de l'OCMB est mise en place suite à l'élargissement de l'UE et à l'accord de Marrakech (Tableau 7-Annexe 2).

Un contingent autonome de 350 000 tonnes est créée, s'ajoutant au contingent consolidé de 2 200 000 tonnes autorisé aux pays tiers non ACP et les droits de douanes baissent de 25%. Certains pays ACP se voient réservé un contingent tarifaire de 90 000 tonnes dans ce nouveau contingent autonome (soit 3,53% du contingent tarifaire). Le jumelage des importations par les certificats d'importation a été instauré afin d'inciter les opérateurs commerciaux européens à continuer de s'approvisionner dans les pays d'origine communautaire et ACP.

Les opérateurs communautaires (B)⁴ peuvent :

- soit bénéficier des apports en bananes dollars afin de les transformer
- soit vendre leur licence à des opérateurs dollars pour compenser le différentiel de prix ACP/dollars

Les opérateurs A peuvent : acheter des licences aux ACP, intégrer verticalement, s'implanter directement dans les pays ACP et les territoires communautaires et prendre des participations dans des firmes ACP.

La règle de répartition est fondée sur les échanges antérieurs et répond au souci de maintenir les flux d'importation passés des bananes communautaires et ACP traditionnelles. Pour chaque opérateur, une licence d'importation est attribuée en fonction de ses références historiques (1990-91-92) et de sa place dans la filière.

⁴ **Catégorie A** : opérateur détenant des références en bananes pays tiers et/ou non traditionnelles ACP, **Catégorie B** : détenant des références en bananes communautaires e/ou traditionnelles ACP, **Catégorie C** : Nouveaux opérateurs.

b) LA REFORME DE 1999 : ABANDON DU JUMELAGE ET GLOBALISATION DU QUOTAS ACP

Suite à la condamnation à l'OMC de son régime d'allocation des quantités aux fournisseurs ACP pris sur les contingents pays tiers, et sur le système d'allocation de certificats d'importation, l'UE a donc été contrainte de mettre son régime en conformité.

Le 1er janvier 1999, la version III de l'OCMB entre en vigueur. Cette version comprend les éléments suivants (Tableau 8-Annexe 2) : deux contingents pays tiers ont été créés pour un volume de 2553 000 tonnes réparties à 91% entre certains pays américains. Les pays ACP non traditionnelles ont accès au 9,5% restant du contingent tarifaire, ce qui représente un volume de 240 748 tonnes.

La nouvelle réforme modifie les modalités de distribution des certificats d'importation selon les origines :

En ce qui concerne le contingent Dollar et ACP Non-Traditionnelle :

- Suppression des catégories d'opérateurs A/B/C et de la pondération selon la fonction dans la filière : distinction entre opérateurs traditionnels et nouveaux : 92 % des contingents sont réservés aux opérateurs traditionnels.
- Quotas par pays accordés seulement à ceux qui ont couvert plus de 10 % des importations européennes sur la période de référence. Résultat : 90 % du contingent distribué entre pays sur la base de leurs importations précédentes (pays dollars). Restent 10 % sans aucune allocation spécifique par pays.

En ce qui concerne le contingent ACP Traditionnelle :

- Suppression de l'allocation spécifique par pays, les quantités sont globalisées de sorte que les quotas soient échangeables.

c) 2001 : L'ACCORD EURO-AMERICAIN ET SES REPERCUSSIONS

Cependant, les changements ont été jugés insuffisants pour les Etats-Unis et l'Equateur qui firent condamner l'UE une nouvelle fois. Un compromis fut trouvé en avril 2001.

Le processus d'évolution⁵ converge vers un régime uniquement tarifaire qui devait entrer en vigueur au plus tard le 1er janvier 2006 (Tableau 9-Annexe 2).

Baisse des droits de douane hors contingent tarifaire de 850 à 680 €/T pour les bananes dollars et de 750 à 380 €/T pour les ACP Non Traditionnels.

Les allocations de certificats sont toujours réalisées sur la base des importations réelles de banane ACP et des autres pays tiers, mais cette fois en excluant les opérateurs de catégorie B⁶.

Résultat, on observe une concentration des certificats entre les mains des firmes qui avaient la possibilité de travailler avec les filières dollar avant l'OCMB : les entreprises multinationales.

Contingent ACP Traditionnel : perte de 100 000 tonnes et entrée des ACP NonTraditionnel

Suite à l'élargissement de l'UE, les contingents tarifaires pays tiers (dont ACP) sont augmentés de 300 000 tonnes en 2004 puis de 460 000 tonnes en 2005.

d) 1ER JANVIER 2006 : D'UN REGIME A L'AUTRE

Le 1^{er} janvier 2006, un système tarifaire a pris la place du système contingentaire en vigueur dans l'UE depuis 1993. Le droit de douane est désormais de 176 euros/tonne. Seules les origines ACP sont exemptées de ce droit pour une quantité limitée à 775 000 t. Au-delà c'est le régime commun qui s'applique.

Quelles répercussions les réformes ont-elles eu sur l'équilibre passé du marché international ? L'objectif de la partie suivante est de répondre à cette question.

⁵ En deux étapes, d'abord au 1^{er} janvier 2001 puis au 1^{er} janvier 2002.

⁶ Ceux qui avaient importé des fruits pendant la période (1994-1996).

2. LES IMPACTS DES REFORMES SUR LES ECHANGES INTERNATIONAUX DE BANANE⁷

Le marché international de la banane est contrôlé à 83% par cinq entreprises multinationales. Parmi elles, on retrouve l'entreprise Chiquita (24%), Dole (25%), Del Monte (24%), Bonita (11%) et Fyffes et Noboa (8%). Ces grandes compagnies sont implantées dans les pays latino-américains exportateurs et détiennent 80 à 100% de la production⁸. Aussi, ces dernières font pression à l'OMC pour attaquer et mettre à mort le régime communautaire.

Les exportations mondiales de bananes sont en forte augmentation depuis les réformes successives de l'OCM banane en 1995. Elles augmentent de 11,5% (Graphique 17-Annexe 3) passant de 11 à 14 millions de tonnes entre 1995 et 2003.

Les principaux pays exportateurs de bananes durant la période 1999 – 2003 sont ; l'Equateur (avec 28%), le Costa Rica (avec 14%), les Phillipines (avec 12%) et la Colombie (avec 10%).

Parallèlement, on retrouve cette hausse en ce qui concerne les volumes de bananes importés sur le marché international (Graphique 18-Annexe 3). Les principaux pays importateurs de bananes durant la période 1999 – 2003 sont : l'Union Européenne à 15 (avec 34%) et les Etats-Unis (avec 28%).

Dans le cas de l'Union Européenne, alors que les importations de bananes communautaires et en provenance des pays ACP stagnent dans le temps, celles en provenance des pays tiers triple entre 1994 et 2004 (Graphique 19-Annexe 3).

Suite à l'augmentation du contingent tarifaire pour les pays tiers entre 1995 et 1998, on remarque une croissance des importations européennes de 13% en provenance de ces pays.

Entre 1999 et 2001 l'amélioration de l'accès au contingent tarifaire A pour les pays ACP modifie temporairement le processus d'invasion du marché européen par les producteurs des pays tiers. En effet, alors que les tonnages importés en provenance des pays tiers diminuaient de 2%, ceux en provenance des pays ACP augmentaient de 15,5%.

Les pressions exercées par les multinationales américaines et soutenues par les gouvernements latino – américains ont abouti à une nouvelle remise en cause de l'OCM. L'augmentation progressive du contingent tarifaire A entre 2001 et 2004 contribue à accroître la part du marché des pays tiers (les volumes importés croissent de 20%).

Ainsi, la part de marché des pays tiers (principalement les latino-américains) sur le marché européen n'a cessé d'augmenter depuis la mise en place de la réforme de l'OCMB en 1995. Si les producteurs de bananes communautaires sont protégés par le quota offert (de 150 000 tonnes dans le cas de la Guadeloupe), quelles influences ont les invasions des bananes dollars et les baisses des droits de douanes sur le niveau des prix des bananes perçus par les producteurs communautaires ?

⁷ Données FAOSTAT 2004 : <http://faostat.fao.org/DesktopDefault.aspx?PageID=342&lang=fr>

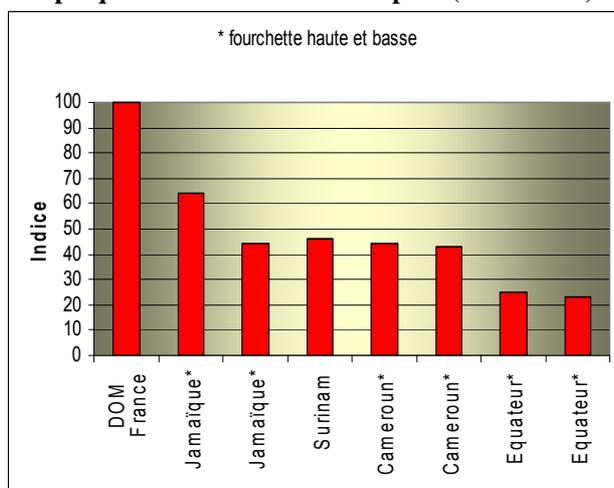
⁸ C'est le cas pour les firmes Chiquita, Dole et Del Monte au Guatemala, Honduras et au Panama en 2001.

3. LES IMPACTS DES REFORMES SUR LE PRIX DES BANANES : LE CAS DE LA GUADELOUPE

a) LE SOUTIEN AU REVENU DES PRODUCTEURS COMMUNAUTAIRES

Les niveaux de compétitivité sont des indicateurs fondamentaux pour comprendre la position des acteurs sur le marché de la banane. L'accès au marché européen diffère selon l'origine de la banane (Communautaire, ACP, latino-américaine). Pour ces régions, les niveaux de compétitivité dépendent des coûts de revient. Les différences sont très marquées comme on peut le constater sur le Graphique 1. Par exemple entre l'Equateur et les DOM (Martinique et Guadeloupe) le rapport est de 1 à 5, et moins marqué entre les ACP et les DOM de 1 à 2 (FARM, 2005).

Graphique 1. Coût de revient comparé (Stade FOB)



Le coût de la main-d'œuvre (facteur de 1 à 10 entre l'Equateur et la Martinique), les conditions agroécologiques de production (bananeraies d'altitude de Guadeloupe et les plantations de milliers d'hectares en Amérique centrale), les structures de production (familiales à Sainte Lucie et industrielles en Equateur) sont autant de facteurs explicatifs de ces écarts.

Pour les filières européennes, on observe une meilleure rémunération de l'amont, qui couvre les coûts de production élevés. Cependant dans une économie de marché internationale, cette meilleure rémunération ne serait pas viable, c'est pourquoi les aides européennes sont indispensables pour assurer la survie de ces exploitations.

b) LA FORMATION DU PRIX DE LA BANANE

Le soutien au revenu des producteurs est le pilier du volet interne⁹, avec pour objectif de garantir le revenu et d'accompagner les efforts de productivité des producteurs. Le dispositif vise à compenser la perte des recettes de commercialisation depuis l'entrée en vigueur de l'OCMB en 1993.

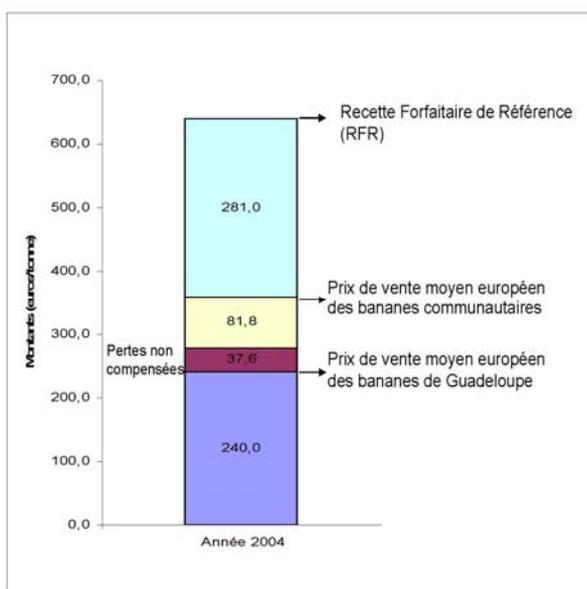
Le calcul de l'aide se fait sur la base de la différence entre :

- La recette forfaitaire de référence (RFR) déterminée par la moyenne des prix des bananes produites et commercialisées dans l'UE avant 1993 et ramenée au stade Sortie Hangar d'Emballage (SHE).
- La recette moyenne à la production déterminée chaque année sur la base de la moyenne des prix des bananes produites et commercialisées dans l'UE pendant l'année en question et ramenée au stade (SHE).

Lorsque les recettes des ventes d'une région sont inférieures à la moyenne des prix de vente des bananes communautaires, un complément d'aide est versé afin de ne pas trop pénaliser les producteurs des régions.

⁹ L'autre pilier aide à la cession de l'activité bananière lorsque les conditions agronomiques ou économiques ne sont pas favorables à la production.

Graphique 2. Décomposition des aides versées aux producteurs guadeloupéens en 2004 (en euros/tonnes)



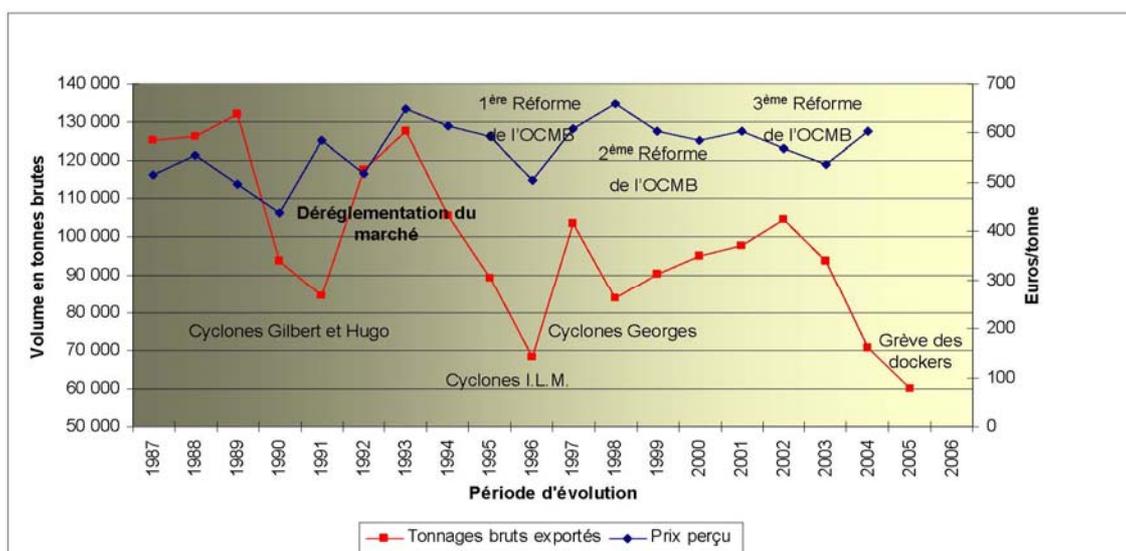
Le calcul du prix perçu (Hors coûts de fret et d'avaries) par le producteur dépend du prix de vente moyen des bananes guadeloupéennes (240 euros/tonne), plus de l'aide compensatoire (281 euros/tonne) et enfin d'un complément (81,8 euros/tonne). En 2004, le prix de la banane perçu par les producteurs guadeloupéens dépendait pour 60% des aides (Graphique 2).

La recette forfaitaire de référence étant fixe, seule l'évolution du prix de vente moyen de la banane européenne des bananes communautaires déterminera le niveau des aides compensatoires (hors complément). Ainsi, plus le prix de vente moyen de la banane européenne des bananes communautaires est bas et plus le montant de l'aide est élevé compensant les pertes de revenus. En revanche, seule les aides complémentaires permettent de compenser les pertes de revenus nets lorsque le prix de vente moyen européen des bananes régionales est inférieur à celui des bananes communautaires.

c) IMPACTS DES REFORMES SUR LE NIVEAU DES PRIX DE LA BANANE

Les volumes de bananes guadeloupéennes exportés sont en baisse depuis la déréglementation du marché. En effet, entre 1993 et 1995 on enregistre une baisse de 30% des tonnages bruts exportés (Graphique 3). Les deux séries de cyclones I.L.M. (1996) et Georges (1998) sont responsables de la chute de 25 et 20% des tonnages bruts exportés. Entre 2002 et 2003, on assiste une baisse bien plus forte (40%) des exportations de bananes qui mettent en évidence les difficultés de la filière bananière guadeloupéenne. Enfin la grève des dockers de novembre 2004 explique la baisse de 25% des exportations et sans doute celle de l'année suivante¹⁰.

Graphique 3. Evolution du prix perçu et des tonnages bruts exportés¹¹ (en euros/tonne)

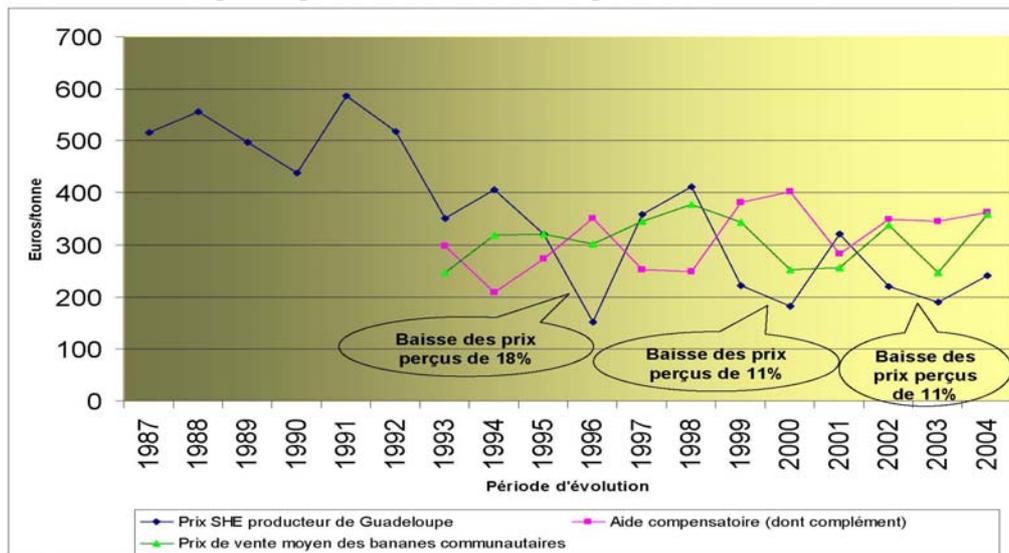


¹⁰ Le blocage du port de Jarry empêchait à la fois toutes exportations de bananes mais aussi toutes importations des intrants (engrais, produits de traitement...) nécessaires à la bonne conduite de la culture.

¹¹ Figure réalisée avec les données 2005 de la SICA KARUBANA.

L'analyse de l'évolution des prix de la banane met en évidence trois périodes de baisse (Graphique 4) la période 1995/1996, la période 1999/2000 et la période 2002/2003.

Graphique 4. Décomposition du prix de la banane perçu par les producteurs de Guadeloupe (en euros/tonne)



Suite à la première réforme de l'OCM, **les prix de la banane chutent de 18%** (entre 1994 et 1996). L'augmentation des volumes de bananes importés sur le marché européen (+13%) fait pression à la baisse sur le niveau des prix de vente moyen des bananes communautaires (-6%) et guadeloupéennes (-63%). L'augmentation des aides (+41%) ne permet pas de compenser totalement la baisse des prix perçus par les producteurs.

Durant la période 1999-2000, la hausse des importations de bananes (+15,5%) en provenance des pays ACP¹² fait pression à la baisse sur le niveau des prix de vente moyen des bananes communautaires (-49%) et guadeloupéennes (-56%). L'augmentation des aides (+ 38%) compense mieux la baisse des prix payés aux producteurs. Durant cette période **les prix de la banane chutent de 11%**. En effet, c'est à cette période que les aides complémentaires sont mises en place dans la région.

Enfin durant la période 2002-2003, la hausse des importations de bananes (+20%) en provenance des pays tiers fait pression à la baisse sur le niveau des prix de vente moyen des bananes communautaires (-4%) et guadeloupéennes (-41%). L'augmentation des aides (+ 18%) compense la baisse des prix perçus par les producteurs. Durant cette période **les prix de la banane chutent de 11%**.

On remarque que les prix de vente moyen des bananes communautaires réagissent beaucoup plus lorsque les importations ne sont pas taxées : pour une augmentation net de 13,5%, ils chutent de moitié. Aussi, on peut s'interroger sur les répercussions qu'aura le nouveau système tarifaire sur les prix de la banane payés aux producteurs communautaires.

Ainsi, on a déterminé l'impact des réformes sur l'équilibre du marché international et européen de la banane. On a mis en évidence à la fois les bénéficiaires des différentes réformes de l'OCMB, et leurs gains en part de marché. Ensuite, dans le cas des producteurs de bananes Guadeloupéens on a démontré dans quelle mesure la hausse des importations sur le marché européen contribuait à faire pression à la baisse sur les prix de vente moyen et donc sur les prix perçus par les producteurs. On a pu aussi déterminer de combien baissaient les prix de vente moyen et de combien baissaient les prix perçus par les producteurs.

En d'autre terme, on a démontré que les différentes réformes de l'OCMB ont eu pour conséquences la baisse des prix perçus par les producteurs de banane guadeloupéens.

Il nous faut maintenant analyser comment au niveau de la Guadeloupe les producteurs ont réagit face aux évolutions depuis les réformes de l'OCMB. Pour se faire, il nous faut d'abord déterminer l'importance de la filière banane dans l'économie de la Guadeloupe (B.1 et B.2) avant d'analyser l'évolution récente de l'amont de production et comprendre les implications pour l'économie de l'île (B.3).

¹² Importés avec un droit de douane nul.

B. LA CRISE DE LA FILIERE BANANIERE ET SES REPERCUSSIONS SUR L'ECONOMIE GUADELOUPEENNE

1. LE POIDS DE L'AGRICULTURE DANS L'ECONOMIE GUADELOUPEENNE

Aujourd'hui, le taux de croissance moyen de l'économie guadeloupéenne est d'environ 3 % par an, soit un taux qui reste supérieur à celui de la métropole. Le PIB par habitant en 2002 est de 14 666 €. La valeur ajoutée totale de l'économie du département provient à 80 % d'activités de services ou de commerce, qu'elles soient marchandes ou non. Les principaux postes de la valeur ajoutée sont constitués des services marchands (20,1%), du commerce (15,2%) et du tourisme (10%), les industries agro-alimentaires contribuent à hauteur de 1,7%.

Le commerce extérieur de l'île est déficitaire, les importations représentaient 441 milliards d'euros alors que les exportations étaient de 17 milliards¹³ en 2004. Le taux de couverture était de 3,8% cette même année. Ce déficit commercial est imputable aux importations de produits manufacturés (avec 69% des importations¹⁴). Les excédents commerciaux sont réalisés grâce aux exportations des industries agroalimentaires (avec 68% des exportations). Les exportations de Bananes desserts, de sucre et de rhum constituent les principaux postes. Les échanges se font principalement vers la métropole (Tableau 10-Annexe 4). Ensuite, les exportations de biens s'orientent vers les pays de l'Union Européenne (avec 14,2 %) alors que les importations proviennent plutôt des Antilles Françaises (21,2% vers la Martinique et la Guyane). Le nombre d'habitants s'élève à 453 028 en 2005¹⁵, dont 40% de population urbaine et 60% de population rurale, pour une superficie de 1780 km². Depuis quinze ans, l'emploi salarié en Guadeloupe a suivi la tendance nationale marquée par une baisse du poids relatif dans les secteurs de l'agriculture, du BTP et de l'industrie alors que le secteur tertiaire était en forte progression. Aujourd'hui, le secteur des services et du commerce regroupe près de 85% des actifs alors que l'agriculture représente seulement 2,5% (Tableau 11-Annexe 4). Cependant, l'agriculture emploie 12% de la population active (emplois salariés déclarés, et exploitants individuels).

Le nombre de demandes d'emploi en fin de mois diminue constamment depuis 1999 (Tableau 12-Annexe 4), jusqu'en milieu d'année 2004 pour ensuite se stabiliser et remonter légèrement. Il se situe aujourd'hui à 24,6 % de la population active et touche surtout les jeunes de 16 à 25 ans. La crise de la banane (qui s'est traduite par 215 licenciements déclarés), mais également la crise portuaire d'octobre à décembre 2004, n'ont pas été étrangères à cette stagnation globale.

La Guadeloupe offre la caractéristique de posséder un système productif complet par rapport aux pays voisins de la zone qui disposent soit d'une économie de rente (pétrole, placements financiers), soit d'une économie polarisée (tourisme). L'activité agricole, source d'emploi, contribue à l'amélioration de la balance commerciale de l'île. Elle constitue donc un des points forts de son économie¹⁶.

¹³ Direction générale des douanes, septembre 2005.

¹⁴ Le commerce extérieur de la Guadeloupe, INSEE, mai 2005.

¹⁵ Source : Insee Dirag Pôle Démographie, au 1^{er} janvier 2005.

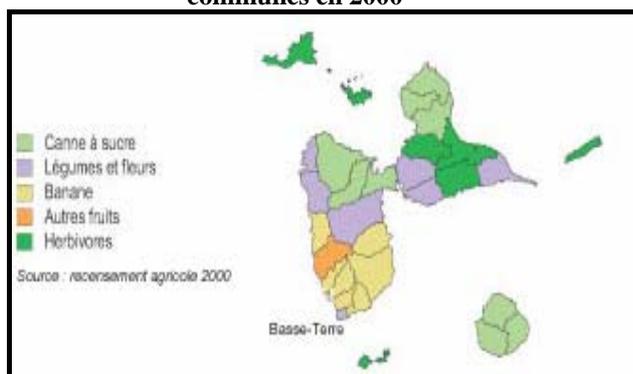
¹⁶ Avec le tourisme et les services.

2. LA PLACE DE LA FILIERE BANANE DANS L'AGRICULTURE GUADELOUPEENNE

L'ensemble des productions végétales représente 78% de la valeur agricole produite en 2003, le reste de la valeur étant créé par les productions animales.

La banane constitue le premier produit d'exportation en volume et demeure un des piliers de l'économie agricole du département. L'activité bananière, principale source d'emplois (12 000 emplois directs et indirects) et de revenus agricoles du département (avec 21,5% de la valeur agricole créée en 2003 (Tableau 2) est localisée surtout en Côte-Sous-Le-Vent (au sud-ouest de la Basse Terre).

Figure 1. Orientation technico-économique des communes en 2000¹⁷



La culture de la canne à sucre représente la deuxième activité agricole (avec 14,3 % de la valeur agricole créée en 2003). La canne à sucre est produite dans le nord de la Basse Terre, et au nord de la Grande Terre, l'usine de transformation est située en Grande-Terre. La canne est aussi produite et transformée à Marie-Galante

Les légumes et les fleurs constituent la troisième source de revenu agricole avec 12,9 et 12,7% de la valeur agricole créée en 2003. Ces productions sont situées surtout au nord de la Basse Terre et sur la Grande Terre.

Les cultures d'ananas et d'agrumes ainsi que les autres cultures fruitières représentent la quatrième source de revenu agricole avec 9,1 % de la valeur agricole créée en 2003. La culture d'agrumes se localise surtout en Côte-Sous-Le-Vent (au sud-ouest de la Basse Terre).

Tableau 2. Valeur de la production agricole en 2003 (aides comprises)¹⁸

Produit	Valeur	Pourcentage
Banane	63 302	21,5
Canne à sucre	42 043	14,3
Fleurs et plantes	37 960	12,9
Légumes frais	37 260	12,7
Autres Fruits (hors banane)	26 804	9,1
Total production végétale	230 020	78,1
Gros bovins, veaux	22 290	7,6
Volailles	18 379	6,2
Total production animale	64 340	21,9
Valeur de la production	294 360	100

En ce qui concerne le cheptel, le troupeau bovin se situe au 1er rang avec 7,6% de la valeur agricole animale créée. L'élevage des volailles représente en valeur la seconde source avec 6,2%. Les productions animales se situent surtout sur la Grande Terre et sur les îles dépendantes (La Désirade, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et les Saintes).

Ainsi, si les exportations de Banane guadeloupéenne ne représentent qu'une faible part du marché mondial, la filière banane constitue une source importante de création de richesse, de recettes commerciales et d'emploi en Guadeloupe .

Comment la filière bananière guadeloupéenne a-t-elle évolué durant ces dix dernières années ? Quelles sont les périodes marquantes ? Quel type d'exploitation retrouve-t-on et dans quelles régions produisent-elles ? Autant de questions auxquelles on répondra dans la partie suivante.

¹⁷ Source : Agreste : la statistique agricole, recensement agricole 2000.

¹⁸ Tableau réalisé grâce aux données d'AGRESTE.

3. LA CRISE DE LA FILIERE BANANE GUADELOUPEENNE

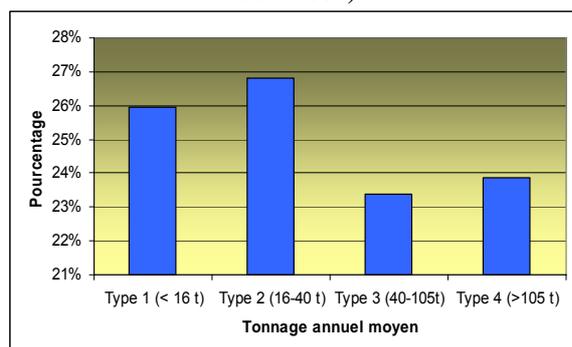
a) LES EXPLOITATIONS BANANIERES ET LEUR REPARTITION REGIONALE

Les exploitations qui produisent en moyenne annuelle moins de 40 tonnes (type 1 et 2) représentent plus de la moitié des effectifs (Graphique 5) (dont un quart des exploitations produisent moins de 16 tonnes par ans (type 1). En revanche, la part de celles qui produisent entre 40 et 105 tonnes (type 3) est la plus faible (avec 20% des effectifs). La part des exploitations produisant plus de 105 tonnes en moyenne annuelle (type 4) représente un quart des effectifs. Cependant on observe parmi ces exploitations une plus grande variété de situation, d'une part à cause de l'étendue de la classe (de 105 à 8100 tonnes) et d'autre part l'écart type est très élevé.

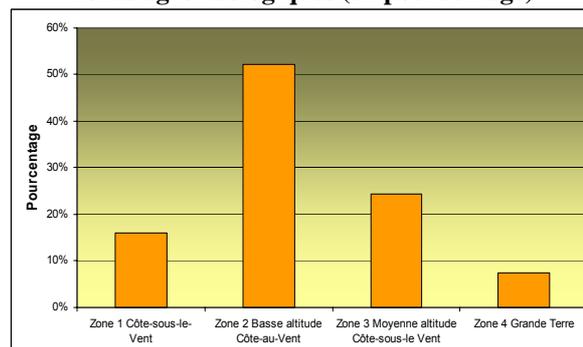
On trouve 80% des exploitations en Côte-au-Vent (

Graphique 6). Parmi elles, 65% sont concentrées dans la zone 2 de basse altitude (soit 52% sur l'ensemble de l'effectif), et 35% des exploitations sont installées en zone 3 de moyenne altitude (soit 25% sur l'ensemble de l'effectif). La zone 1 de la Côte-sous-le-Vent et la zone 4 de Grande Terre concentrent une faible partie des exploitations bananières (16 et 7% des effectifs).

Graphique 5. Répartition des exploitations bananières selon leur volume annuel moyen de production (entre 1995-2004)



Graphique 6. Répartition des exploitations selon les zones agro-écologiques (en pourcentage)



En Côte-sous-le-Vent, on retrouve surtout les exploitations de type 2 et 4, représentant les deux tiers des exploitations installées dans la zone (Tableau 3). Si en zone de basse altitude en Côte-au-Vent les types sont relativement homogènes (25% des effectifs pour chacun d'eux), en revanche en zone de moyenne altitude, on retrouve surtout les exploitations de type 1 et 2 (38 et 31% des exploitations installées dans la zone). Enfin en Grande Terre, on retrouve surtout les exploitations de type 3 et 4 (44 et 33% des exploitations installées dans la zone).

Tableau 3. Répartition des types d'exploitations selon la zone de production (en pourcentage)

Typologie	Type 1	Type 2	Type 3	Type 4	TOTAL
Zone 1	20%	33%	17%	30%	100%
Zone 2	25%	25%	25%	25%	100%
Zone 3	38%	31%	18%	13%	100%
Zone 4	8%	15%	44%	33%	100%

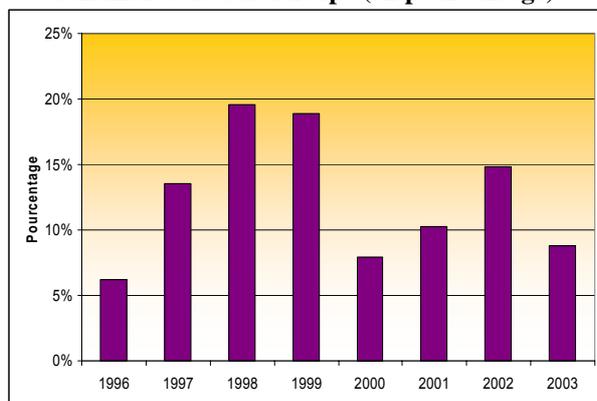
b) DUREE D'ACTIVITE ET CESSATIONS D'ACTIVITE BANANIERE

Les études déjà réalisées [(AMORAVAIN Vivien (2000), DUFEAL Denise (2001), BERGER Amélie (2002), GUILLOU Lucie (2005)] montrent que le maintien ou non de l'activité bananière constitue un facteur pertinent de différenciation. On peut classer l'ensemble des exploitants suivant les 5 classes (Encadré 4).

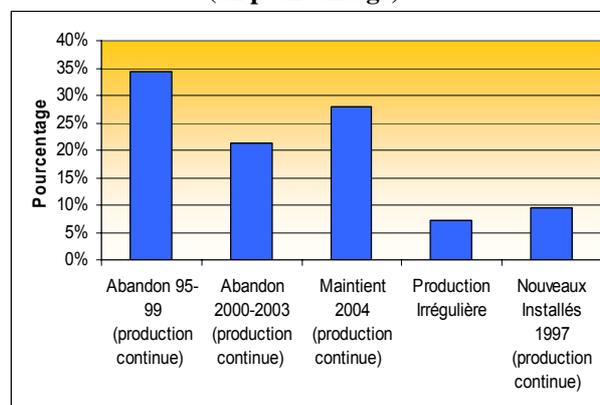
Encadré 4. Description des classes de durée d'activité

- ✓ **Abandon 95-99 (production continue)** : Tous ceux qui ont abandonné l'activité de production entre 1995 et 1999 et qui avaient une production régulière.
- ✓ **Abandon 2000-2003 (production continue)** : Tous ceux qui ont abandonné l'activité de production entre 2000 et 2003 et qui avaient une production régulière.
- ✓ **Maintien 2004 (production continue)** : Tous ceux qui ont continué à produire en continu depuis 1995-1996.
- ✓ **Production irrégulière** : Tous ceux qui ont une production irrégulière sur toute la période.
- ✓ **Nouveaux installés (production continue)** : Tous ceux dont l'activité débute à partir de 1997 et qui ont une production continue jusqu'en 2004.

Graphique 7. Cessation d'activité des exploitations bananières de Guadeloupe (en pourcentage)



Graphique 8. Dynamique de l'activité bananière (en pourcentage)



Entre 1995-1996 et 2004, 60% des exploitations ont cessé l'activité bananière (fichier planteur de la SICA KARUBANA et BANAGUA).

On observe durant les années 1997, 1998, 1999 et 2002 que ces cessations sont particulièrement marquées (Graphique7).

Le graphique 8, nous apprend qu'un tiers des exploitants a arrêté l'activité bananière durant la période 1995 et 1999. En revanche, il semblerait que les abandons durant la période 2000-2003 soient moins importants (avec 21% des effectifs). Les exploitants qui produisent de manière irrégulière constituent une faible part des situations observées (avec 7% des effectifs).

Dans la période 1995-1999, les exploitants qui arrêtent l'activité bananière sont ceux qui produisaient moins de 16 tonnes en moyenne annuelle (48% des cessations d'activité Tableau 14-Annexe 5). Les cessations d'activité touchent surtout la zone de basse altitude (54% des cessations d'activité Tableau 13-Annexe 5) et la zone de moyenne altitude (25% des cessations d'activité) en Côte-Au-Vent.

Alors que dans la période 2000-2004, ce sont les exploitants qui produisaient entre 16 et 40 tonnes en moyenne annuelle qui sont contraints d'arrêter l'activité bananière (36% des cessations d'activité), ceux qui produisaient moins de 16 tonnes ainsi que ceux qui produisaient entre 40 et 105 tonnes en moyenne annuelle sont aussi contraints d'arrêter l'activité bananière (25% des cessations d'activité). Les cessations d'activité touche surtout la zone de basse altitude (49% des cessations d'activité) et la zone de moyenne altitude (24% de cessation d'activité) en Côte-Au-Vent.

Le maintien de l'activité bananière durant toute la période de référence concerne surtout les exploitants qui avaient un niveau de production supérieur à 105 tonnes en moyenne annuelle (46% des cessations d'activité) et ceux qui produisaient entre 40 et 105 tonnes en moyenne annuelle (26% des cessations d'activité). Les exploitations qui se maintiennent sont localisées en zone de basse altitude (55% des maintiens d'activité) et en zone de moyenne altitude (24% des maintiens d'activité) en Côte-Au-Vent.

Enfin depuis l'année 1997, les exploitants qui s'installaient avaient un volume de production supérieur ou égal à 40 tonnes en moyenne annuelle, se sont donc des moyennes et grandes qui s'installent depuis cette date (87% des installations). Les exploitations qui s'installent sont localisées dans la zone de basse altitude (48% des installations) et sur la Grande Terre (26% des installations).

c) TYPES D'EXPLOITATION ET DUREE D'ACTIVITE

60% des exploitants produisant moins de 16 tonnes en moyenne annuelle ont arrêté l'activité bananière durant la période 1995-1999 (Tableau 15-Annexe 5), contre 20% dans la période suivante. Ainsi, seulement 7% d'entre eux se maintiennent jusqu'à 2004.

Les exploitants produisant entre 16 et 40 tonnes en moyenne annuelle arrêtent l'activité bananière surtout dans la période 1995-1999 (38% des cas) et un peu moins dans la période suivante (28% des cas). Un quart d'entre eux arrivent à maintenir une activité bananière jusqu'en 2004.

Les exploitants produisant entre 40 et 105 tonnes en moyenne annuelle arrêtent l'activité bananière autant dans la période 1995-1999 que durant la période 2000-2004 (20% de cessations d'activité bananière dans les deux cas). Un tiers d'entre elles arrivent à maintenir une activité bananière jusqu'en 2004. 20% des nouveaux installés depuis 1997 produisent ce volume de production.

Enfin, plus de la moitié des exploitants produisant plus de 105 tonnes en moyenne annuelle arrivent à se maintenir jusqu'en 2004. Seulement 14% d'entre eux arrêtent l'activité bananière durant la période 2000-2004. 20% des nouveaux installés depuis 1997 produisent ce volume de production.

d) REGIONS DE PRODUCTION ET DUREE D'ACTIVITE

Les zones de Côte-Sous-Le-Vent et de Côte-Au-Vent voient 35% des exploitations bananières arrêter l'activité bananière durant la période 1995-1999 et 20% durant la période 2000-2004 (Tableau 16¹⁹-Annexe 5). Inversement, un quart des exploitations bananières de Grande Terre ont arrêté l'activité bananière durant la période 1995-1999 et un tiers durant la période 2000-2004. Parmi les exploitations de Grande Terre, seulement 7% se maintiennent jusqu'en 2004 et dans un tiers des cas, ces exploitants sont installés depuis 1997.

Entre 1995 et 2004, 60% des exploitations bananières ont cessé l'activité : ce chiffre reflète bien la crise que traverse la filière depuis une dizaine d'années.

Notre analyse a permis de déterminer que les exploitations produisant en moyenne moins de 40 tonnes sont les plus touchées par la crise, l'arrêt de l'activité bananière s'est fait durant la période 1995-1999. Au contraire, celles qui produisent en moyenne plus de 105 tonnes se maintiennent jusqu'en 2004. La zone la plus touchée est la zone de basse altitude en Côte-Au-Vent alors que les installations s'effectuent surtout dans la zone de Grande Terre.

Au vu de l'importance actuelle de la filière bananière dans l'économie de la Guadeloupe, on peut s'inquiéter de la croissance du taux de chômage et du déséquilibre grandissant de la balance commerciale.

¹⁹ On retrouve dans le Tableau 17-Annexe 5, la répartition de l'ensemble des exploitations selon ces trois critères : durée d'activité, zone de production et type d'exploitation.

Dans cette partie, nous avons mis en évidence les conséquences négatives des successives remises en cause de l'OCM banane sur le niveau des prix perçus par les producteurs de banane guadeloupéenne. Parallèlement, on a observé durant cette période de réformes que la filière bananière guadeloupéenne était en grande difficulté.

Cependant, on ne saurait dire si cette crise est imputable à la seule baisse des prix perçus par les producteurs, c'est pourquoi pour comprendre cette évolution il nous faut analyser les facteurs à l'origine de cette situation compromettante pour l'économie guadeloupéenne.

Dans la partie suivante, nous déterminerons les facteurs d'évolution du fonctionnement des exploitations bananières selon leur type d'origine. Puis nous analyserons les trajectoires récentes de ces exploitations.

III. LES FACTEURS D'EVOLUTION DES EXPLOITATIONS BANANIERES GUADELOUPEENNES

A. L'EVOLUTION DU FONCTIONNEMENT DES EXPLOITATIONS BANANIERES SELON LE TYPE D'ORIGINE

Pour analyser les évolutions des exploitations, nous avons précisé la typologie des exploitations réalisée par Lucie Guillou sur le bassin versant de la rivière Pérou, afin que pour chaque exploitation et pour chaque période d'évolution nous puissions déterminer à quel type elles appartenaient (Annexe 6).

1. LES SOCIETES BANANIERES

a) PRESENTATION DU TYPE D'ORIGINE

(1) Présentation

La représentativité de ce type d'exploitation dans l'échantillon est très faible (quatre exploitations). Ces exploitations viennent de la Côte-au-vent, (trois en zone de plaine et une exploitation en zone d'altitude). Il y a une première installation au milieu des années 60 (S1), une autre vers la fin des années 80 (S2), et deux installations dans le milieu des années 90 (S3 et S4).

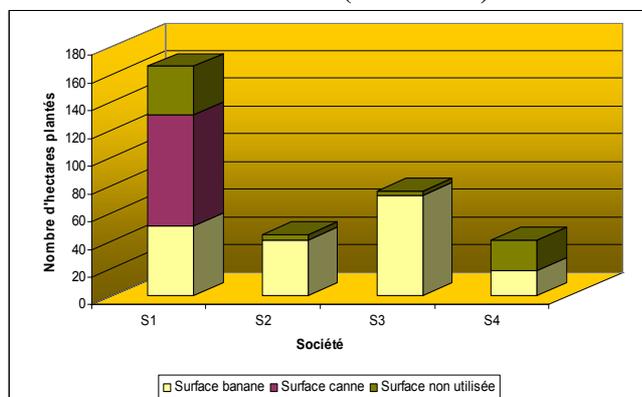
(2) Conditions d'installation des exploitations

Deux exploitants travaillaient sur l'exploitation familiale avant de devenir gérant (S1 et S2), ces deux exploitants n'empruntent pas et récupèrent les terres familiales (ils sont donc propriétaires des terres). Dans les autres cas, il s'agit soit d'entrepreneurs capitalistes, non issus du milieu agricole, qui profitent des difficultés de certaines exploitations dans le milieu des années 90 pour racheter les terres ou la société, et les facteurs de production. L'exploitation ou la société est dirigée par un gérant d'exploitation. Dans un cas, l'exploitant est propriétaire de l'exploitation, dans l'autre la société loue les terres.

(3) Caractéristiques structurelles des exploitations

La surface totale varie énormément d'une exploitation à une autre. La plus grosse dispose de 165 ha (S1), la plus petite de 40 ha (S4) (Graphique 9). Dans la plupart des cas, la banane export constitue la culture principale avec 45% de la SAU totale pour l'exploitation S4 et 95 % pour S2 et S3. Dans le cas de S1, la culture de la canne est la culture principale avec 50% de la SAU totale, la culture bananière est une culture secondaire (30% de la SAU totale).

Graphique 9. Répartition des productions selon les sociétés bananières (en hectares)



Le nombre d'UTAS sur l'exploitation dépendant du nombre d'hectares plantés en banane export (Graphique 20-Annexe 7). En effet, nous pouvons observer que plus le nombre d'hectares plantés en banane augmente, plus l'exploitation emploie d'ouvriers. Dans le cas de S1, cette relation est difficile à vérifier car on n'est pas en mesure de déterminer le nombre d'ouvriers affectés à chaque culture.

Ces exploitations ont des outils de production modernes, il s'agit des exploitations les mieux équipées. Elles disposent de tracteurs, remorques, et autres outils de production utilisés pour effectuer le travail du sol.

Toutes disposent d'un hangar en dur, et selon la période d'installation, d'une penderie électrique et d'un système de câblerie mécanique. Enfin, elles disposent toutes d'un camion pour le transport des bananes jusqu'au port. Si S1 et S2 n'ont pas de revenus extérieurs, les exploitations S2 et S3 disposent d'une ou de plusieurs activités (immobilier, commerce).

b) EVOLUTION ET TRAJECTOIRES D'EXPLOITATIONS (SCHEMA I)

(1) Milieu des années 70 : la fermeture des usines cannières

A cette époque les usines cannières ferment leurs portes, l'exploitant (S1) décide d'abandonner la culture de la canne pour miser uniquement sur la culture bananière. Toute la SAU est plantée en banane export, ce qui constitue une augmentation de 70% des surfaces plantées. Le nombre d'ouvriers permanents est doublé. L'exploitation a alors le statut de société civile agricole. La société familiale dispose de plusieurs commissaires en concurrence qui écoulent la production en métropole, aussi jusqu' à la création de l'union de producteurs, la société a une stratégie « offensive » en matière de commercialisation. Il n'y a pas de changement de type.

(2) Milieu des années 80

La société (S1) rachète les terres en aval pour éviter le rachat des terres par un autre propriétaire terrien. La surface totale ainsi que le nombre d'ouvriers s'accroissent de 30%. L'objectif du gérant est de réaliser une production de qualité et dans des volumes importants dans le but de maximiser le chiffre d'affaire de la société et de favoriser l'accumulation de capital. Il n'y a pas de changement de type.

(3) Fin des années 90 : les répercussions de la seconde réforme de l'OCM Banane (1999)

Après la première réforme de l'OCM banane en 1995 et le rachat des sociétés et exploitations en difficultés par des entrepreneurs extérieurs au milieu agricole, la seconde réforme de 1999 entraîna des transformations sur les exploitations (S1 et S2).

Le gérant (S1) décide de ne pas renouveler les postes des ouvriers partis à la retraite (baisse de 25% du nombre d'ouvriers) et de remplacer chaque départ par un hectare en canne. C'est une ETA qui plante, récolte, et transporte la canne, lui ne fait que le labour et met les terres à disposition. Le nombre d'hectares plantés en banane diminue de 15 % et la sole cannière représente 20% de la SAU totale. Le système banane – canne en rotation est adopté. La mise en jachère de certaines terres a aussi pour but de permettre un retour de fertilité plus rapide.

D'autres facteurs expliquent ces transformations comme les maladies, les pluies diluviennes et la baisse de l'utilisation de produits chimiques ... Il n'y a pas de changement de type.

Le gérant (S2) décide de réduire le nombre d'hectares plantés en banane export de 5 % et d'introduire des pieds de citron, il constitue aussi un petit élevage bovin-caprin et avicole extensif. Dans le but de diversifier ses revenus il décide de louer des gîtes ruraux. Durant cette période il signe un CTE banane pérenne d'altitude. Il n'y a pas de changement de type.

(4) A partir de 2004 : les répercussions de la troisième réforme de l'OCM Banane (2001) et les grèves des dockers

Le gérant (S2) est en difficulté à cause de la baisse des prix de la banane. Il est actuellement en redressement judiciaire et mise sur le système citron – cristophine et petit élevage extensif pour prouver qu'il est rentable et éviter de perdre les terres familiales. Les surfaces consacrées aux cultures de diversification sont doublées, le reste des surfaces est laissé en friche. Il travaille avec deux ouvriers. La société passe au type diversifié.

Le gérant (S3) décide aussi d'introduire de la canne à sucre dans le système de culture. Le nombre d'hectares plantés en banane export diminue de 10%, et le nombre d'ouvriers de 15%. L'objectif de cette nouvelle introduction est de lutter contre les maladies du sol (nématodes) tout en permettant la reconstitution de la fertilité. Il s'agit ici d'une introduction et non pas d'une reconversion de l'exploitation, il n'y a donc pas de changement de type.

La société (S4) est en difficulté car après les fortes pluies, les traces ne sont plus utilisables. De plus des problèmes de maladies nuisent au bon fonctionnement de l'exploitation. Il faut ajouter à cela la crise de la filière banane (baisse des prix) et les récentes grèves des dockers. Ainsi, la société dépose le bilan et arrête l'activité agricole.

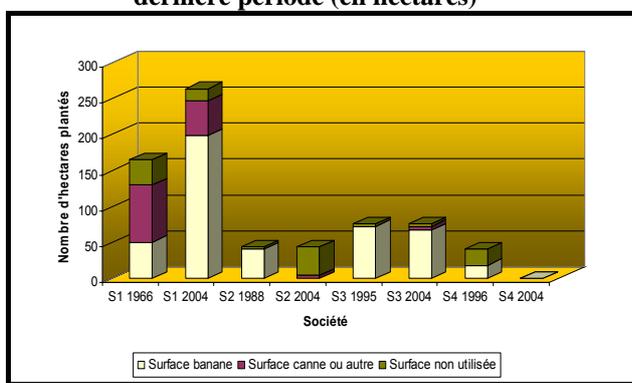
c) EVOLUTION GLOBALE ET TRAJECTOIRE TYPE

On remarque deux périodes d'évolution des sociétés bananières.

Une première période d'évolution en 1999 avec les conséquences de la baisse des prix de la banane export pour les sociétés (S1) et (S2). Le choix des gérants d'exploitations familiales est soit d'*introduire* de la canne à sucre soit de choisir la *reconversion* vers d'autres cultures.

Les deux autres exploitations de type capitaliste sont touchées par les grèves des dockers de novembre 2004, le choix d'orientation est de diminuer le nombre d'hectares plantés en banane export (Graphique 30-Annexe 8) et d'*introduire* la canne à sucre (S3) ou de *mettre fin à l'activité agricole* (S4).

Graphique 10. Evolution de la répartition des productions entre la période d'installation et la dernière période (en hectares)



L'évolution de la répartition des productions entre la période d'installation et la dernière période (Graphique 10) reflète bien l'évolution des sociétés bananières avec l'introduction de la canne dans l'assolement chez S1 et S3 et la reconversion de S2 et l'arrêt d'activité de S4.

Trois types d'évolution des sociétés bananières se dessinent : soit elles *introduisent* la canne à sucre dans leur système de culture, soit elles se *reconvertissent* vers des productions locales (dont les cultures maraîchères), soit elles déposent le bilan.

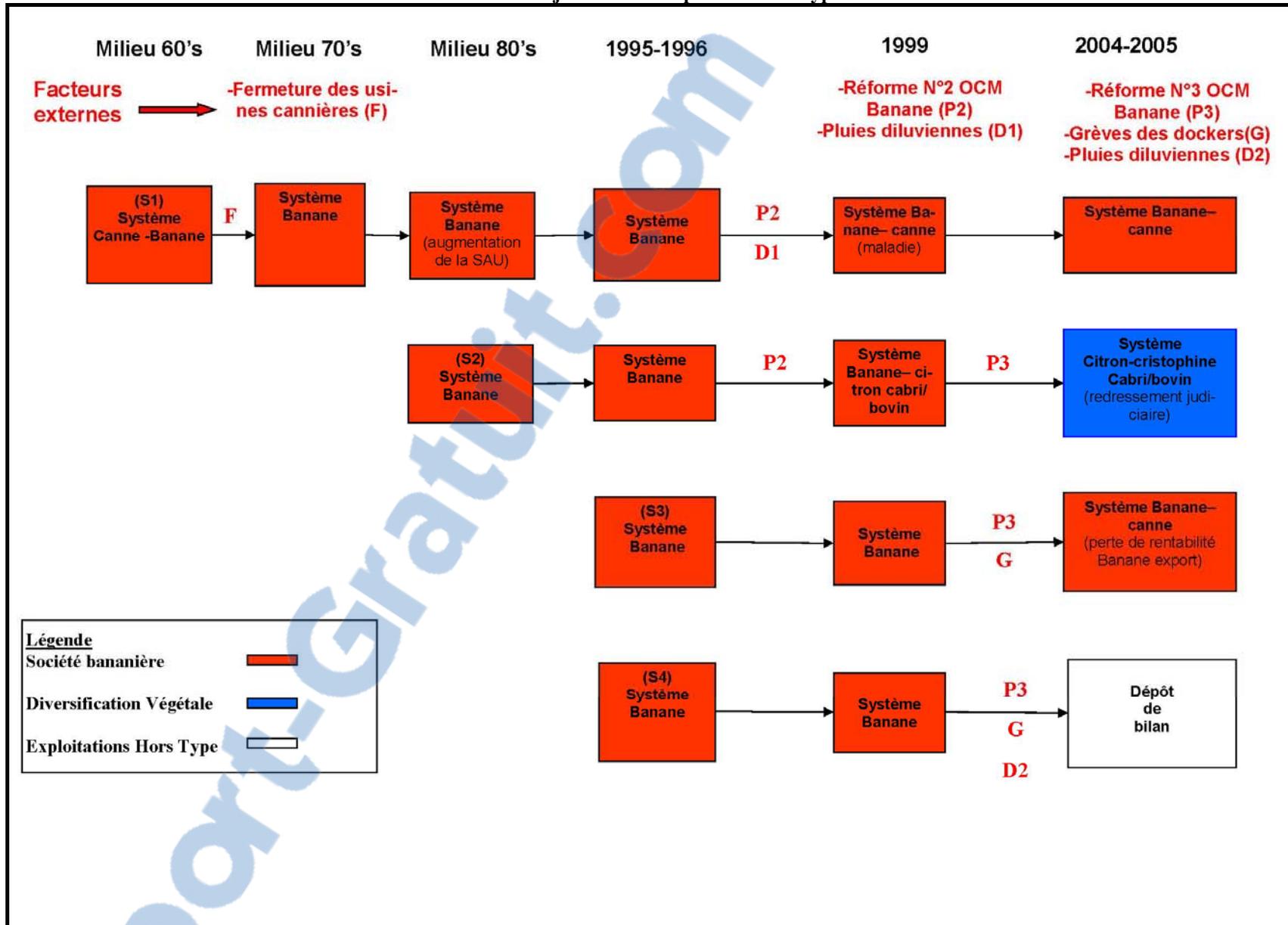
La canne à sucre est introduite non pas dans l'optique de remplacer la banane, mais plutôt pour mettre en culture les surfaces laissées en jachère et pour lutter contre les nématodes.

d) PERSPECTIVES

Après la chute du rendement à l'hectare ? les sociétés S1 et S3 ont pour objectif de retrouver leur niveau de production d'avant la crise (1999 et 2004). Par exemple, le gérant S1 souhaite dépasser les 50 t/ha réalisés avant 1999 pour dépasser ce niveau et atteindre 60 t/ha. Le gérant S3 souhaite doubler les surfaces consacrées à la canne. Il s'agit du développement de la stratégie mise en place aux périodes précédentes.

Le gérant (S2), toujours en redressement judiciaire, souhaite introduire des cultures maraîchères et espère que le jugement lui sera favorable.

Schéma 1. Trajectoires des exploitations de type SB



2. LES EXPLOITATIONS BANANIERES ENTREPRENEURIALES

a) PRESENTATION DU TYPE D'ORIGINE

(1) Présentation

La part de ce type d'exploitation dans l'échantillon totale est faible (six exploitations). On observe une grande variabilité dans l'échantillon en ce qui concerne les dates d'installation des exploitations bananières entrepreneuriales. La première installation de ce type d'exploitation date du début des années 70, la dernière date du début des années 2000.

En ce qui concerne la zone d'origine nous pouvons remarquer que cinq exploitations viennent de la Côte-au-vent, dont trois de la zone de moyenne altitude et deux de la zone de plaine. La dernière exploitation est originaire de la Côte-sous-le-vent.

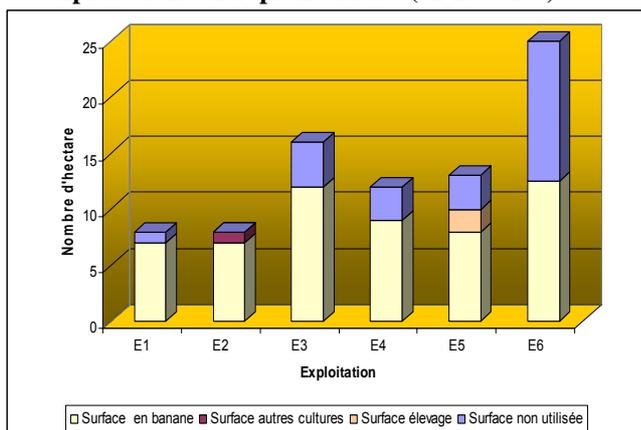
(2) Conditions d'installation des exploitations

Trois exploitants viennent du milieu agricole, alors que l'autre moitié avait une activité dans un autre secteur (commerce, industrie). Avant de devenir propriétaire la plupart des exploitants (5/6) ont contracté un emprunt bancaire et trois d'entre eux ont bénéficié de la DJA. On observe aussi que la moitié des exploitants est en faire-valoir direct et que l'autre moitié est de fermage. Le mode d'accès à la terre se fait par connaissances puisque dans trois cas les terres sont louées ou achetées à des particuliers et que dans deux autres cas c'est par la famille que l'accès au foncier se fait. Seul un exploitant a fait appel à la SAFER pour acquérir des terres.

(3) Caractéristiques structurelles des exploitations

La surface totale de la plupart des exploitations (5/6) varie de 8 à 16 hectares, avec une surface plantée qui représente près des ¾ de la surface totale.

Graphique 11. Répartition des productions selon les exploitations entrepreneuriales (en hectares)



-Si l'on regarde la part des autres productions (hors banane) dans la surface totale on observe que d'une part elle est limitée en surface (15% de la SAU totale) et en nombre (1 à 2 productions) (Graphique 11).

-L'appel à la main-d'œuvre salariée est commun à toutes les exploitations et représente en moyenne les trois quarts de la main-d'œuvre utilisée. Le nombre d'Unité de Travail Agricole Salarié UTAS (permanent, temporaire) varie de 2,5 et 8, cependant il n'y a pas forcément de corrélation avec la surface plantée en banane (Graphique 21-Annexe 7).

-La dotation en outils de production varie entre les exploitations. En effet, si certaines (3 exploitations) travaillent avec des outils légers (pelle, bêche, pioche, coutelas...) d'autres (3 exploitations) vont louer des tracteurs et autres machines pour la préparation du sol. De même, la moitié des exploitations dispose d'un hangar en bois, alors que l'autre moitié a déjà un hangar en dur, équipée d'une penderie ficelle et parfois d'une penderie mécanique.

-Enfin dans quatre cas les exploitants disposaient d'un revenu extérieur que se soit celui du conjoint ou d'une activité extérieure (petit commerce).

b) EVOLUTION ET TRAJECTOIRES D'EXPLOITATIONS (SCHEMA 2)

(1) Milieu des années 70 :

Cinq ans après son installation, l'exploitant (E1) décide avec son frère de réunir leur exploitation dans le but d'augmenter le rendement/ha. Cette exploitation passe du type entrepreneurial au type société bananière.

Durant cette période, la taille totale de l'exploitation passe à 19 ha, (dont 80% de la SAU totale plantée en banane export), ils réalisent des investissements en véhicules de transport (voiture, jeep, camion) et en installations puisqu'ils construisent une penderie (ficelle). D'autres part, les deux frères profitent des subventions pour planter des pieds d'agrumes dans le but d'avoir un revenu complémentaire.

(2) Milieu des années 80 :

Trois nouvelles exploitations s'installent dans les années 80 (E2, E3, E4).

L'exploitation (E1) revient à un fonctionnement de type entrepreneurial, suite à une dispute entre membres de la famille. Durant cette période, la structure est alors quasiment la même que lors de la période d'origine (nombre d'hectare, UTAS, surface plantée en banane), cependant, les outils de production (camion, location de tracteur pour effectuer le labour) ainsi que les installations (hangar en dur) sont modernisés.

(3) Milieu des années 90 : les répercussions de la première réforme de l'OCM Banane (1995)

A partir du milieu des années 90, trois exploitations changent de type. Parmi elles, deux décident de diversifier les cultures de production en raison de la baisse du prix de la banane export. Les stratégies diffèrent :

L'exploitation (E1) est endettée et décide alors de diminuer de moitié la surface plantée, et d'un quart le nombre d'ouvrier. La production d'agrumes est privilégiée, il a alors 500 pieds, l'exploitation passe à un fonctionnement de type diversifié.

L'exploitation (E4) diminue de moitié la surface totale. L'exploitant ne fait plus appel à la main-d'œuvre salariée et arrête complètement la production de banane pour s'orienter vers l'ananas. A noter qu'une partie de la surface est louée à une exploitation familiale (ce qui constitue pour cet exploitant une source de revenu extérieur) et que le tracteur est vendu (décapitalisation). Cet exploitant devient producteur d'ananas et ne peut être classé selon la typologie de Lucie Guillou, il s'agit d'une exploitation hors type.

L'exploitant (E3) par volonté d'accroître son chiffre d'affaire, décide d'accroître la taille de l'exploitation, cette dernière passe à un fonctionnement de type de société bananière. Au niveau de la structure, la SAU totale est multipliée par 3,2 et la surface plantée par 2,5. La main-d'œuvre salariée est aussi multipliée par 4,4. L'exploitant achète une camionnette pour le transport et fait fabriquer une penderie mécanique (à crédit).

Enfin, une nouvelle exploitation apparaît (E5), résultat du rachat des terres d'une exploitation en difficulté.

(4) Début des années 2000 : les répercussions la seconde réforme de l'OCM Banane (1999)

Au début des années 2000, de nouveaux changements apparaissent suite à la nouvelle baisse du prix de la banane export.

L'exploitant (E1) fortement endetté profite du plan de désendettement Banadif pour partir à la retraite.

Les exploitants (E5) et (E3) choisissent de diversifier leurs activités. (E5) diversifie ses productions dans le cadre d'un CTE, diminue les surfaces plantées en banane d'un quart pour y planter des pieds de café. L'utilisation des surfaces jusqu'alors en friche permettent d'introduire d'autres cultures de diversification (vanille, fleur, agrume). L'exploitation (E3) se tourne vers l'agrotourisme (musée de la banane pris en charge par le conjoint) et la production de fleurs (sous serre destinées au marché local) sans changer de fonctionnement en ce qui concerne l'export. Ces exploitations changent de type et passent au type diversifié.

L'exploitant (E2) choisit d'accroître la surface totale et plantée de moitié, la main-d'œuvre salariée d'un quart, dans le but d'optimiser l'utilisation des facteurs de production (rotation de la main-d'œuvre et des machines sur l'ensemble des surfaces). Selon cette stratégie, la hausse du volume produit devait compenser la baisse des prix et permettre de maintenir le chiffre d'affaire. Cette exploitation passe à un fonctionnement de type société bananière.

Enfin, suite aux difficultés de certaines exploitations, d'autres comme l'exploitation (E6) en profitent pour racheter des terres à bon marché.

(5) 2004-2005 : les répercussions de la troisième réforme de l'OCM Banane (2001)

La période 2004-2005 est marquée par la grève des dockers. Les exploitants (E2) et (E3) sont touchés : ils diminuent la surface plantée en banane export de 75% et licencient la moitié du personnel est licencié. L'exploitation (E5) revient à un fonctionnement de type entrepreneurial, alors que l'exploitation (E3) diversifie ses productions (fleur, constitution d'un atelier d'élevage).

L'exploitation (E5), développe sa stratégie de diversification des productions et constitue avec un associé un élevage de moutons et de cabris, sur une nouvelle propriété en fermage. Depuis cette période, la banane est vendue sur le marché local. Au vu de l'importance du cheptel caprin (100 têtes), cette exploitation passe du type diversifié au type Eleveur Planteur.

c) EVOLUTION GLOBALE ET TRAJECTOIRE TYPE

La première remarque qui peut être faite est que toutes les exploitations ont changé de type depuis leur installation, sauf (E6). On a en moyenne trois changements de type par exploitation. On observe aussi des variations dans l'évolution des surfaces plantées en banane export (Graphique 26-Annexe 8). En effet, les courbes décrites par cette évolution forment une cloche qui traduit dans un premier temps l'augmentation des surfaces plantées puis la diminution voire l'arrêt de la production de banane export. Si les dates d'augmentation varient, depuis la période 2000 les surfaces plantées chutent sur toutes les exploitations.

La première étape d'évolution des types

Les exploitants de **type entrepreneurial** s'installent à l'origine avec la *volonté d'agrandir* l'exploitation. Aussi, après une période d'accumulation de capital plus ou moins longue (5 à 15 ans) et après avoir eu l'opportunité d'acquérir des terres, ces exploitations sont passées au **type société bananière**. En revanche, lorsque la situation est devenue difficile (*chute des prix de la banane en 1995*), soit l'exploitant décide d'arrêter complètement l'export et introduit d'autres cultures soit il est *aidé par des politiques* (CTE - banane pérenne d'altitude), dans le dernier cas, il réduit la surface en banane et introduit d'autres cultures.

La seconde étape d'évolution des types

Suite aux nouvelles *chutes de prix et aux grèves des ouvriers* (Septembre 2004, revendication de hausse des salaires) et celle des dockers quelques mois plus tard, **les sociétés bananières** ont du licencier près de la moitié de leurs ouvriers, mais aussi réduire de 75% les surfaces plantées en banane. Ces exploitations se trouvent en grande difficulté, soit elles choisissent de se reconvertir vers l'agrotourisme, et diversifient leur production soit elles repassent à un fonctionnement de type entrepreneurial (et envisagent le dépôt de bilan). En ce qui concerne **les exploitations de type diversifié**, soit elles se maintiennent en développant de nouvelles productions (végétales ou animales) et la production de banane devient marginale, soit la situation est toujours difficile alors elles arrêtent, profitant du *plan de désendettement « banadif »* pour partir à la retraite.

Notre analyse nous apprend que les exploitations qui avaient un fonctionnement de type entrepreneurial à l'origine ont changé de type pour s'orienter soit vers la grande production soit vers la diversification.

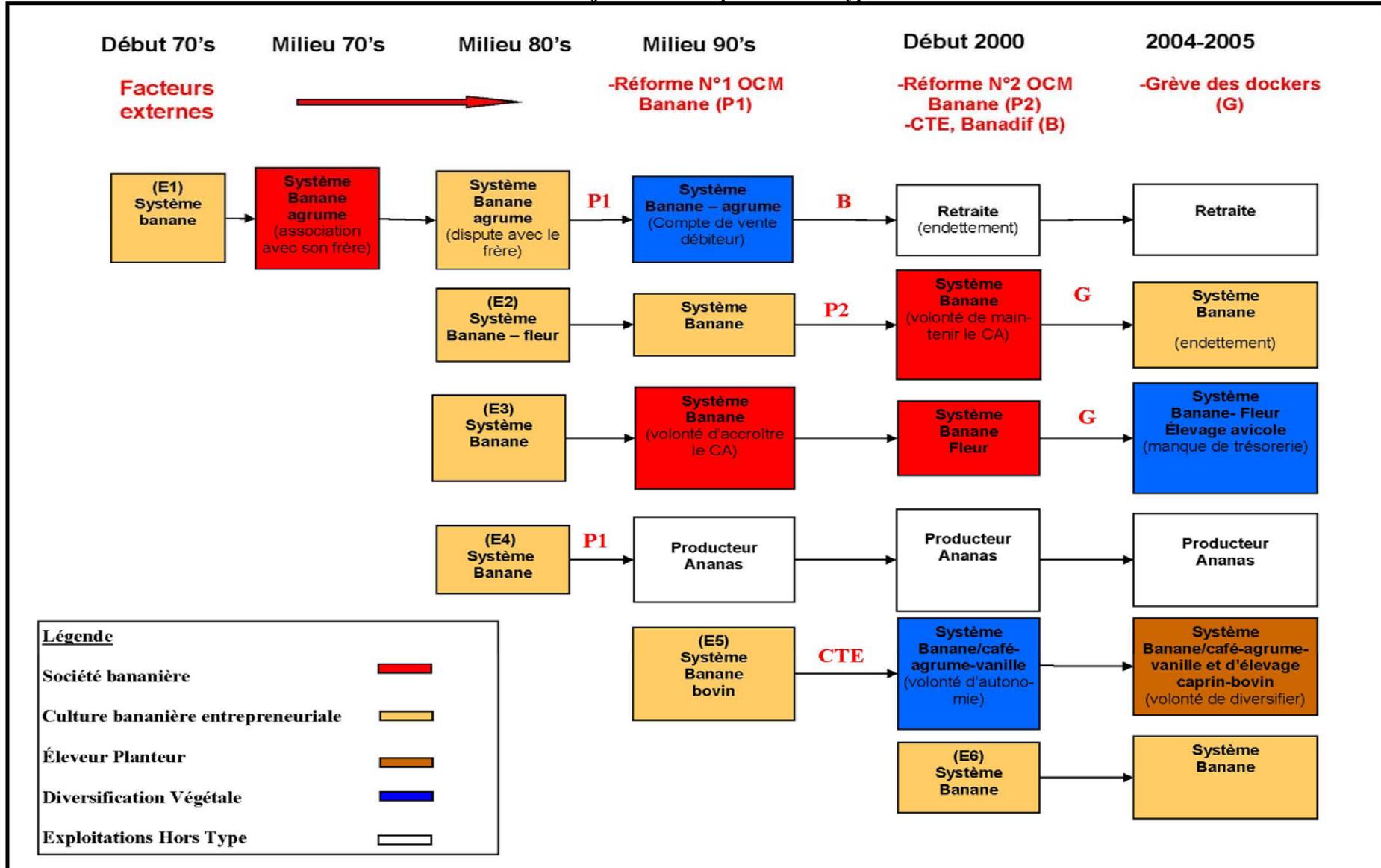
d) PERSPECTIVES

L'évolution des exploitations pour les cinq exploitants restantes est la suivante :

- Une exploitation (E2) va déposer le bilan.
- Trois exploitants (E3), (E4) et (E5) souhaitent s'orienter vers l'agrotourisme en construisant des gîtes ruraux. Un d'entre eux (E4) va essayer d'obtenir le label « bienvenu à la ferme », et mettre en place une table d'hôte pour faire déguster les produits de son exploitation.
- Enfin, l'exploitant (E6)²⁰ veut diversifier ses cultures en remplaçant les surfaces en friche par des cristophines, de la vanille, et des fleurs.

²⁰ En procès depuis 3 ans avec le propriétaire des terres, il souhaite prendre cette voie s'il gagne le procès.

Schéma 2. Trajectoires des exploitations de type CBE



3. LES EXPLOITATIONS BANANIERES FAMILIALES

a) PRESENTATION DU TYPE D'ORIGINE

(1) Présentation

La part de ce type d'exploitation dans l'échantillon est faible (huit exploitations). Les premières exploitations de ce type s'installent au milieu et à la fin des années 70 (deux exploitations), les autres s'installent à la fin des années 80-début des années 90 (cinq exploitations). Seul un exploitant s'installe à la fin des années 90. Nous remarquons qu'une grande partie de ces exploitations sont localisées en zone de plaine en Côte-au-vent (six exploitations) et en zone d'altitude en Côte-au-vent (une exploitation). Enfin, nous retrouvons seulement une exploitation en zone de Côte-sous-le-vent.

(2) Conditions d'installation des exploitations

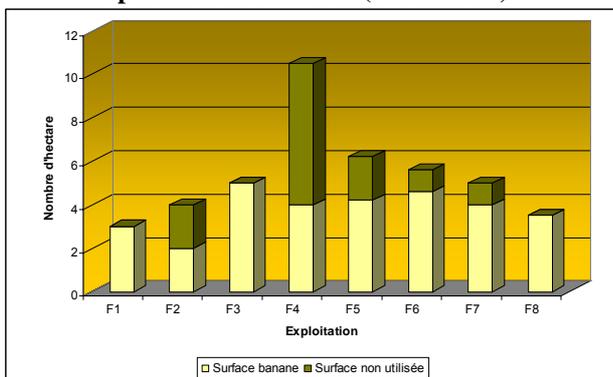
Deux exploitants reprennent l'activité agricole familiale (jeunes succédant au père ou veuves succédant au mari). Les autres ont eu l'opportunité de se lancer dans « l'aventure bananière » et étaient soit ouvrier ou gérant d'exploitation bananière (deux exploitants) soit exerçaient une activité extérieure au milieu agricole (quatre exploitants).

L'accès au foncier se fait par lègue familiale dans deux cas : les exploitants n'auront pas besoin d'emprunter aux banques pour débiter leur activité. En revanche, les « opportunistes » sont obligés d'emprunter pour acquérir des terres. Soit ils achètent des terres à des particuliers (quatre cas) soit ils passent par la SAFER (deux cas). Trois exploitants non issus du milieu agricole ont bénéficié d'une DJA.

Dans la plupart des cas, les exploitants sont propriétaires de leur terre (six cas). Seul un exploitant loue des terres à la SAFER. Un exploitant propriétaire de terres familiales a loué des terres à la SAFER.

(3) Caractéristiques structurelles des exploitations

Graphique 12. Répartition des productions selon les exploitations familiales (en hectares)



La surface totale de ces exploitations varie entre 3 et 10,5 ha (Graphique 12). La totalité de la surface n'est pas plantée en banane chez la majorité des exploitants (cinq exploitants), le choix est alors de laisser ces surfaces en friche en vue d'une future utilisation. Cependant, trois exploitants ont fait le choix de mettre en culture bananière l'ensemble de la superficie (F1, F3, F8).

Le nombre d'UTA par exploitation varie de 1,5 à 6,25 ce qui révèle une grande variété de situation. Un exploitant ne fait pas du tout appel à des ouvriers (F6) alors que deux exploitations (F1, F3) fonctionnent avec un ou deux ouvriers permanents. Nous remarquons que l'exploitant (F5) travaille avec cinq ouvriers permanents ce qui semble élevé comparé à la surface plantée en banane export (Graphique 23). Dans les autres cas (chez F2, F4, F7, F8) les exploitants travaillent avec des ouvriers temporaires (mi temps, quart temps).

Lorsqu'on observe le Graphique 23 (Annexe 7), nous remarquons qu'il y a une relation croissante entre la surface plantée en banane export et le nombre d'UTA sur l'exploitation. Autrement dit, plus la surface plantée en banane export augmente et plus le nombre d'unités de travail agricole est important sur l'exploitation.

Le travail du sol est réalisé par des outils lourds (comme le tracteur) chez sept exploitants, dont quatre sont propriétaires. Parmi ces exploitations, quatre disposent d'un hangar en dur ce qui signifie que le reste des exploitants travaille avec un hangar en bois. Nous retrouvons seulement deux exploitants travaillant uniquement avec des outils manuels.

Enfin, toutes les exploitations disposent d'une penderie artisanale (une exploitation dispose d'une penderie à rail) et d'un moyen de transport (camionnette, 4x4). Aussi, ces exploitations sont bien dotées en facteurs de production.

Les sources de revenu extérieur sont faibles (seul l'exploitant (F6) a une activité extérieure), ce qui rend ces exploitations très dépendantes vis-à-vis de la culture bananière.

b) EVOLUTION DU FONCTIONNEMENT ET TRAJECTOIRES D'EXPLOITATIONS (SCHEMA 3)

(1) Début des années 90 : l'intensification de la production

Après avoir accumulé du capital pendant une longue période (15 ans), l'exploitant (F1) décide d'accroître la surface totale de l'exploitation. La SAU totale augmente de 60% et la surface plantée en banane export double. Il augmente aussi le nombre d'ouvriers de 45% et agrandit le hangar. Il n'y a pas de changement de type.

L'exploitant (F2) avait planté la moitié de la SAU à son installation (Graphique 12). Durant cette période, il augmente au fur et mesure le nombre de plants de bananier à l'hectare et défriche les surfaces non utilisées de sorte que la surface plantée en banane export est doublée. Il peut compter sur l'aide de ses enfants et investit dans l'achat d'outils lourds afin d'effectuer le griffage du sol et agrandit le hangar. Il s'agit d'une intensification de la production sur une même superficie, il n'y a pas de changement de type.

(2) Milieu des années 90 : les répercussions de la première réforme de l'OCM Banane (1995)

Suite à la chute du prix de la banane, certaines exploitations se retrouvent en difficulté.

L'exploitant (F1) réduit la surface plantée en banane export de 40% et constitue un petit élevage extensif sur les surfaces laissées en friche. Il n'y a pas de changement de type.

L'exploitant (F4) est endetté et préfère réduire la surface plantée en banane export de 25%, pour assurer une meilleure maîtrise technique. Il n'y a pas de changement de type.

L'exploitation (F6) est endettée, et ses frères arrêtent de l'aider, la main-d'œuvre familiale se réduit des $\frac{3}{4}$. Il s'adapte en augmentant son temps de travail sur l'exploitation (le temps consacré aux labours chez des particuliers se réduit) et en faisant appel à des ouvriers pour les tâches d'emballage. Malgré les difficultés, le fonctionnement reste celui du type monoculture bananière.

(3) Cyclone Georges de 1998 et les difficultés entraînées par la chute du prix de la banane export

L'exploitant (F5), touché par le cyclone Georges et par la chute des prix, décide de réduire la surface totale de 40% (rend les terres en fermage) et la surface plantée en banane export de 60%. Il ne renouvelle pas les postes des ouvriers partis à la retraite, le nombre d'UTAS diminue de 40%. Il passe au type traditionnel car la surface plantée en banane est très faible.

L'exploitante (F7) est également touchée par la chute des prix : elle suit alors les conseils de la SICA et réduit la surface plantée en banane export de moitié. Elle passe au type traditionnel car la surface plantée en banane export est très faible.

(4) Début des années 2000 : les répercussions de la seconde réforme de l'OCM (1999)

Suite à la baisse des prix de la banane ; plusieurs évolutions sont observées.

L'exploitant (F3) arrête aussi l'export et vend ses bananes sur le marché local. Il décide de réduire les surfaces plantées en banane export et d'introduire à la place des cultures maraîchères. La superficie totale n'évolue pas (le fait qu'il soit propriétaire a certainement une influence), cependant, la surface en banane passe de 5 à 0,3 hectares. Il travaille seul la terre, et trouve des petits « jobs » à temps partiel (transport de matériaux), devenant ainsi pluriactif. Cette exploitation passe du type bananier familiale au type traditionnel.

L'exploitant (F5), toujours en difficultés malgré l'effacement de ses dettes (plan de désendettement (Banadif 1999)), décide de suivre les conseils de la SICA et diminue la surface plantée en banane de 40% et ne renouvelle pas les ouvriers partis à la retraite. Il se retrouve donc seul à travailler la terre sans autre source de revenu familial. Il n'y a pas de changement de type.

L'exploitant (F6) réussit à se maintenir grâce au plan de désendettement (Banadif 1999), et relance la plantation grâce aux aides à la replantation. Il va signer aussi un CTE banane pérenne d'altitude. La solution trouvée par cet exploitant est d'agrandir la surface totale de 60% et d'introduire des cultures maraîchères en rotation avec des jachères pâturées par un petit élevage bovin/caprin extensif. Autre solution, il ouvre un restaurant avec sa femme, ce qui lui permet d'avoir un revenu complémentaire. L'exploitation passe au type éleveur planteur.

L'exploitante (F7), qui avait repris l'exploitation familiale après la mort de son mari, passe à la retraite, les terres sont prêtées à un membre de la famille.

(5) 2004-2005 : les répercussions de la troisième réforme de l'OCM (2001)

Pendant cette période une nouvelle baisse des prix de la banane provoque des changements de type.

L'exploitant (F1) décide d'arrêter complètement la banane. Il remplace cette production par l'ananas et les cultures vivrières (dont plantain). Les ateliers d'élevage sont consolidés, le nombre de têtes de bovin dépasse le seuil fixé pour le passage au type Eleveur planteur. Il y a un changement de type. La stratégie est toujours axée sur le captage des primes à la vache allaitante.

L'exploitant (F2), suit les conseils des techniciens de la SICA de diversifier les productions. Il décide alors d'arrêter l'export et de réduire les surfaces plantées en banane de 60%. Il introduit des variétés de banane différentes (banane plantain, banane pomme) et plante une centaine de pieds d'agrumes. Ainsi, l'ensemble de ses productions est destiné au marché local. L'évolution dans la structure de l'exploitation justifie le passage au type traditionnel.

L'exploitant (F4) décide aussi d'arrêter la production de banane export. Il part à la retraite et lègue une partie des terres à son fils (70% de la SAU) crée une société et diversifie ses productions. Il introduit la culture de l'ananas, des cultures vivrières (tel que la banane plantain), une trentaine de pieds d'agrumes et cultive sous

serre des fleurs. Il construit des gîtes et se tourne vers l'agrotourisme²¹ (visite de la plantation, dégustation des produits de la ferme). Il diminue de moitié le nombre d'ouvriers. Compte tenu de la structure actuelle de l'exploitation, l'exploitation passe au type traditionnel.

L'exploitant (F5), arrête aussi la banane export et devient pluriactif. Cependant, il reste des pieds d'agrumes sur l'exploitation ce qui constitue une source de revenu complémentaire.

L'exploitant (F8), décide aussi de diminuer la surface plantée en banane de 15% et diversifie ses productions. Il plante des bananes plantains sur les surfaces laissées en friche et constitue un poulailler d'une quarantaine de bête. Il est aussi obligé de travailler à l'extérieur de l'exploitation et de devenir pluriactif. L'évolution dans la structure de l'exploitation justifie le passage au type Eleveur - Planteur.

c) EVOLUTION GLOBALE ET TRAJECTOIRE TYPE

Première remarque, les exploitations dont le type d'origine correspondait à celui d'une culture bananière familiale ont changé de type. Nous observons un changement de type par exploitation.

Deux périodes d'évolution se démarquent, une première vers le milieu des années 90, la seconde vers le milieu des années 2000.

La baisse du prix de la banane vers le milieu des années 90 se traduit par des baisses de surfaces plantées en banane (Graphique 27-Annexe 8), mais pas par un changement de type.

La nouvelle baisse du prix de la banane de 1999-2000 est un facteur explicatif de l'évolution de ce type d'exploitation. On observe une seconde chute des surfaces plantées en banane export. Les nouvelles orientations des exploitants vont impliquer un changement de type. Certains vont passer à la retraite et sortir de la typologie, d'autres orientent leur production vers le marché local et passent au type traditionnel. Nous avons aussi des exploitants qui ont bénéficié des aides (*plan de désendettement « Banadif », aide à la replantation, CTE banane pérenne d'altitude*) pour maintenir une culture bananière et diversifier leurs activités. Enfin des exploitants ont choisi de diversifier par nécessité.

La baisse du prix de la banane de 2002-2003 se traduit par des changements de type pendant la période 2004-2005. Certains exploitants décident d'opter pour une stratégie de diversification de leur production, d'autres développent leur stratégie de diversification. Cependant, si les objectifs de production évoluent vers la diversification, c'est la structure d'exploitation et la nature de la diversification qui déterminent le type d'appartenance. Nous avons des passages vers le type traditionnel, diversifié et éleveur.

Nous remarquons que les exploitations s'orientent plutôt vers la diversification des productions et des activités ou vers la vente sur le marché local. Les exploitations de type bananier familial sont passées au type Eleveur Planteur (3 cas) ou au type agriculture traditionnelle (4 cas).

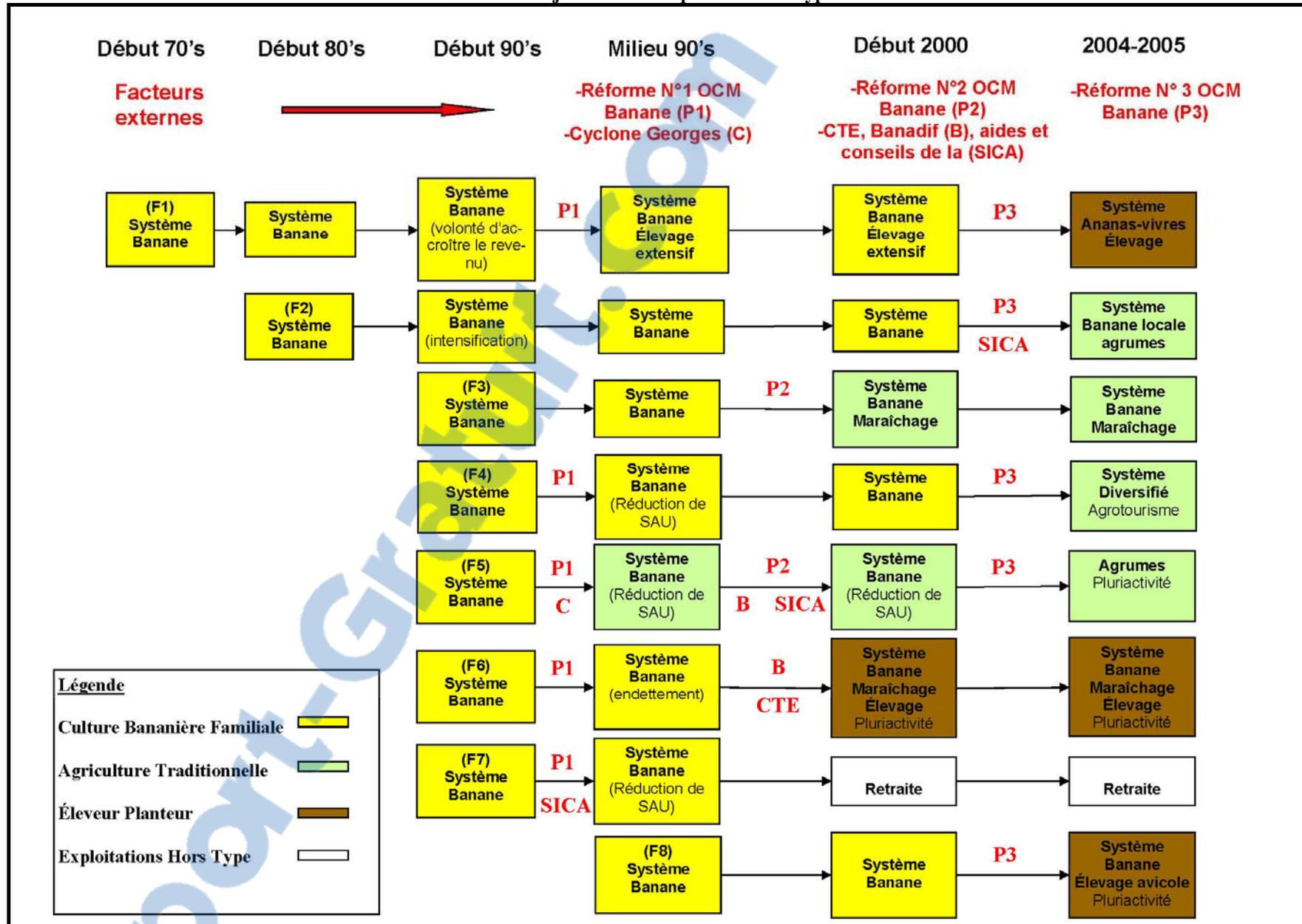
d) PERSPECTIVES

Selon les volontés des exploitants enquêtés, il semblerait que la typologie actuelle soit assez stable. Nous aurons deux passages à la retraite (F1 et F2), mais la reprise par le fils n'induit pas de changement sur l'exploitation. En effet dans les deux cas, le fils travaillait déjà avec ses parents sur l'exploitation et a participé à son évolution récente 2004-2005. Il compte plutôt développer la nouvelle stratégie mise en place.

Seule l'évolution de l'exploitant (F7) est difficile à prévoir. En effet, cet exploitant compte abandonner la culture de banane plantain et relancer l'export, mais ne sait pas encore s'il va garder l'élevage avicole. Deux possibilités : soit il pérennise les ateliers d'élevage et se maintient dans le type Eleveur Planteur soit il arrête l'élevage au quel cas il repassera au type bananier familial.

²¹ Obtient le label « bienvenu à la ferme ».

Schéma 3. Trajectoires des exploitations de type CBF

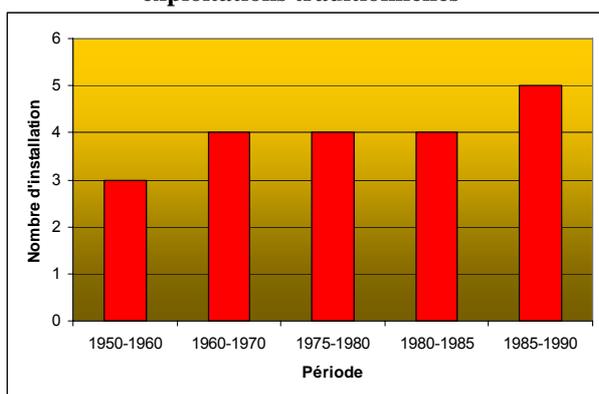


4. LES EXPLOITATIONS TRADITIONNELLES

a) PRESENTATION DU TYPE D'ORIGINE

(1) Présentation

Graphique 13. Période d'installation des exploitations traditionnelles



La part de ce type d'exploitation dans l'échantillon totale est très importante (20 cas). Les dates d'installation sont les plus anciennes, en effet, on voit que les premiers exploitants se sont installés vers les années 50-60 (Graphique 13). On remarque que le nombre d'installations augmente surtout dans la période 1975-1990.

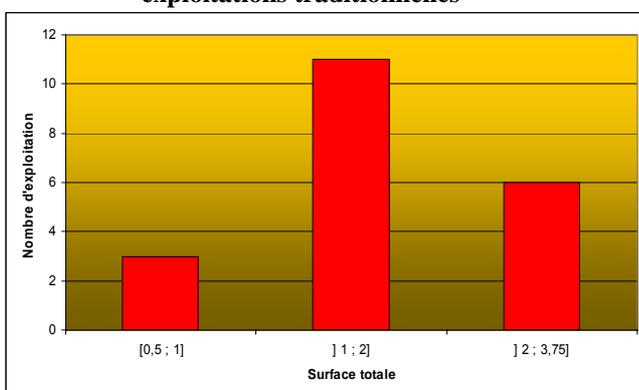
On retrouve ce type d'exploitations surtout en zone de Côte-au-vent (10 en zone de plaine et 8 en zone de moyenne altitude) (18 cas) et dans deux cas en zone de côte-sous-le-vent.

(2) Conditions d'installation des exploitations

Dans 99% des cas ces exploitants sont issus du milieu agricole : la moitié reprenait l'exploitation familiale et l'autre était ouvrier agricole. Les premiers travaillent sur l'exploitation de famille et accèdent à la propriété grâce au legs de leurs parents. Aussi, ils n'ont pas eu besoin d'emprunter et durant la période où le fils aide le père il accumule du capital immatériel (connaissances sur la conduite de la culture bananière, gestion des cultures associées...). Les anciens ouvriers agricoles n'empruntent pas pour accéder à la terre (seul deux cas). L'accès se fait soit par achat soit par location à un particulier. On retrouve enfin deux ouvriers non issus du milieu agricole qui s'installent, dont un qui s'approprie des parcelles de terres dans la forêt.

(3) Caractéristiques structurelles des exploitations

Graphique 14. Répartition des surfaces totales des exploitations traditionnelles



La surface totale de ce type d'exploitation ne dépasse pas les quatre hectares (Graphique 14) et dans 11 cas est comprise entre 1 et 2 hectares. Les jardins créoles ne représentent que 4 cas soit 1/5 des cas. Dans les autres cas les exploitations

cultivent uniquement la banane pour l'exportation²². Ces exploitants ont aussi un petit élevage (porcin, caprin) destiné à l'auto-consommation. Les surfaces plantées en banane export sont difficiles à déterminer dans le cas des jardins créoles.

L'exploitant travaille seul et/ou avec un autre membre de la famille qui l'aide pour les tâches d'emballage et de récolte. On observe une corrélation entre le nombre d'hectares plantés en banane export et le nombre d'Unités de Travail Agricole Familiale (UTAF) utilisé sur l'exploitation (Graphique 22-Annexe 7).

²² On introduit dans ce type l'exportation de la banane, puisque d'après la description de Lucie Guillou, ce type d'exploitation exportait de la banane à l'origine.

Le degré de dotation en matériel est faible. Dans la plupart des cas (17 exploitations), les exploitants travaillent avec des outils manuels et disposent d'un hangar en bois avec une penderie artisanale (6 cas) et d'une camionnette pour le transport (6 cas). Seuls trois exploitants louent des outils lourds pour effectuer le travail du sol (situés en plaine).

Ces exploitants n'ont quasiment pas de revenu extérieur. En effet, seuls trois exploitants peuvent compter sur les revenus de leur conjoint comme complément aux revenus tirés de l'export (banane-café) et répondre aux besoins de la famille. Enfin, il y a quatre pluriactifs qui cultivent la terre après leur journée de travail.

b) EVOLUTION ET TRAJECTOIRES D'EXPLOITATIONS

Au vu du nombre élevé d'exploitations appartenant à ce type, on choisira d'observer les trajectoires suivant l'orientation (ou le type) finale des exploitations et non plus uniquement selon une période de référence comme ce fut le cas pour l'étude de l'évolution des autres types (CBF, CBE). Nous observons trois types de trajectoire :

- les exploitants qui arrêtent définitivement la production de la banane
- les exploitants qui orientent leur production de banane dessert vers le marché local
- les exploitants qui s'agrandissent et évoluent vers le type bananier familiale

(1) Trajectoire type 1 : l'arrêt définitif de la production bananière d'exportation

Nous observons dans cette trajectoire type une variété de situations (8 exploitations). En effet, Nous retrouverons des exploitants partis à la retraite, des pluriactifs et des chômeurs.

Période 1997-2000 :

- Durant cette période, l'exploitant (T4) part à la retraite, les surfaces en banane export sont remplacées par des cultures maraîchères et la plantation de quelques pieds d'agrumes. Cet exploitant garde toujours un petit élevage bovin extensif dont la vente permet d'obtenir un complément de revenu.
- Suite à la chute des prix de la banane export, l'exploitant (T7), retraité depuis 1985, décide d'arrêter l'export. Les deux tiers des surfaces plantées en banane export sont remplacés par des plants de bananes plantains dont la vente est destinée au marché local.
- Suite à la baisse des prix, le manque de trésorerie pousse l'exploitante (T14) à trouver une activité extérieure pour pouvoir satisfaire les besoins de la famille. Cependant, elle garde aussi un petit élevage bovin et/ou caprin destiné à la vente sur le marché local afin d'apporter un complément de revenu.
- L'exploitant pluriactif (T19) qui s'était approprié les terres de manière officieuse se retrouve en difficulté lorsque le justificatif de propriété est devenu indispensable pour toucher les aides compensatoires. Sans ces aides, la perte de rentabilité de la culture est dissuasive. Il préfère alors miser sur son activité principale (peintre). Le temps disponible est affecté à la réalisation de petits travaux chez des particuliers.

Période 2001-2003 :

- Durant cette période, l'exploitant (T3) part à la retraite, le bail sur les terres en cultures bananières n'est pas renouvelé et l'exploitant préfère consolider l'atelier d'élevage (porcin-caprin) afin de se procurer un revenu complémentaire.
- A la période suivant la mise sur le marché local des bananes plantains, l'exploitant (T7) décide d'arrêter définitivement la vente à cause de la concurrence sur le marché local : l'exploitation devient un jardin.
- Suite à la baisse des prix, l'exploitant pluriactif (T16) décide de remplacer la culture de la banane par celle de la canne à sucre (plus rentable et moins exigeante en main-d'œuvre).

Période 2004-2006 :

- La baisse des prix et la perte de rentabilité de la banane export rendent la situation difficile pour l'exploitant (T11). Pour répondre aux besoins de sa famille, il doit vendre sa force de travail. Il devient donc pluriactif et ne s'occupe plus que de son petit élevage extensif (bovin –caprin) dont la vente constitue une source complémentaire de revenu.
- Enfin, l'exploitant (T9) est obligé d'arrêter l'activité agricole (suite à un accident). Cependant, il vend des produits agricoles sur le marché afin d'assurer un revenu minimum.

(2) Trajectoire type 2 : la vente de la banane dessert sur le marché local

On observe deux phases d'évolution parmi les neuf exploitants qui vendent ou qui ont vendu la banane dessert sur le marché local :

- Tout d'abord, on a vu que certains retraités arrêtaient complètement la production de banane. D'autres vendent la banane sur le marché local dans un *premier temps*. Les terres sont mises sous le nom du fils pour permettre à l'exploitant d'avoir une source de revenu stable. Les passages à la retraite comme stratégie d'évolution varient dans le temps. Ils apparaissent depuis la période 1993-1994, lorsque le prix de la banane commence à baisser (pour T1, T10, T13). *Puis quelques années après* (à partir de 2001-2003) lorsque les prix de ventes locaux deviennent « insupportables », (le mimétisme des stratégies qui implique une concurrence accrue sur le marché local), ces exploitants arrêtent définitivement la production de banane pour le marché local. Enfin, ils s'occupent toujours d'un petit élevage (porcin), source de revenu.
- Pour les exploitants n'ayant pas l'âge de partir à la retraite (T2, T5, T8, T17, T18, T20), la baisse des prix de la banane (depuis la période 2001-2003) les oblige à abandonner l'export pour la vente sur le marché local. Sur l'exploitation, ce changement se traduit par une diminution des soins aux bananiers et/ou, par une baisse de la surface plantée en banane export (variable de 20% à 75%), soit par une décapitalisation du cheptel (60%).

(3) Trajectoire type 3 : le passage au type CBF durant la première période d'évolution

Parmi les exploitants qui fonctionnaient comme des exploitations traditionnelles, certains ont eu l'opportunité de s'agrandir et de passer à une exploitation de type culture bananière familiale. Les dates d'évolution entre ces deux types d'exploitations varient (1970 pour T6, 1985 pour T15, 1994 pour T12). Les réformes agraires des années 1970 et 1985 ont permis aux exploitants (T6) et (T15) d'acquérir des terres. Pour l'exploitante (T12), l'acquisition de nouvelles terres s'est faite par achat à un particulier et traduit la volonté de devenir propriétaire. Au niveau de l'exploitation, la surface totale et la surface plantée s'accroissent (x 1,5 pour T15 jusqu'à x 6 pour T6), ce qui oblige ces exploitants à faire appel à la main-d'oeuvre salariée (temporaire ou à temps plein). Cette période est marquée par l'amélioration des installations (construction d'un hangar en dur et d'une penderie à rail) sur les exploitations (T6) et (T12).

Suite à cette première étape les trajectoires diffèrent :

- L'exploitant (T6) profite de la réforme foncière de 1985 pour s'agrandir et passer à un fonctionnement de type entrepreneurial. La surface totale de l'exploitation est multipliée par deux, le nombre d'ouvriers est multiplié par 3,5 et des investissements importants sont réalisés (achat de tracteurs, remorques, penderie mécanique...).
- Dans la période 1997-2000, la chute des prix est à l'origine d'un changement d'orientation pour les exploitations (T12) et (T15) :
 - L'exploitant (T15) rend les terres et part à la retraite. La vente de produits agricoles sur le marché local lui assure un complément de revenu. Cet exploitant repasse à un fonctionnement de type traditionnel.
 - L'exploitante (T12), a l'opportunité de racheter des terres, les surfaces totale et plantée en banane augmentent de moitié. Suite à la baisse des prix, elle décide d'introduire des cultures de diversification (ananas, igname). L'exploitation passe à un fonctionnement de type diversifié.

c) EVOLUTION GLOBALE ET TRAJECTOIRE TYPE

Nous avons détaillé trois types de trajectoires d'évolution des exploitations traditionnelles. D'une part, nous avons les exploitations qui arrêtent définitivement la production de banane. Il s'agit là des exploitants ceux qui sont partis à la retraite et qui ont choisi de vendre à la marge des produits maraîchers ou des têtes de bétail pour avoir un complément de revenu. Suite à la chute des prix depuis la période 1997-2000 on retrouve des exploitants qui deviennent pluriactifs et qui gardent aussi un petit élevage sur leur terre destiné à la vente sur le marché local. Et enfin, les exploitants pluriactifs à l'origine choisissent soit de se concentrer sur leur activité principale soit d'introduire de la canne.

D'autre part, on a observé d'autres stratégies pour pallier à la baisse des prix de la banane qui sévit depuis 1993-1994. En effet, des exploitants ont choisi de diminuer les soins aux bananiers et de vendre la banane sur le marché local (surtout depuis la période 2001-2003 pour les non retraités). Parmi eux, certains ont demandé leur départ en retraite pour obtenir un revenu stable et vendent leur production sur le marché local pour compléter leur retraite. Cependant, la concurrence sur le marché local tend à faire baisser les prix de vente, aussi ces exploitants ne prennent même plus la peine de récolter les régimes.

Enfin, quelques exploitants ont eu l'opportunité (et la volonté) de s'agrandir grâce notamment aux réformes foncières de 1970 et de 1985 (passage au type culture bananière familiale). Si une exploitation parvient encore à s'agrandir (passage au type entrepreneurial, toujours grâce à la réforme foncière de 1985), les autres sont obligés soit de partir à la retraite soit de diversifier leur production suite à la chute des prix entre 1997-2000. Depuis cette date, les exploitations de types diversifié et entrepreneurial se maintiennent.

d) PERSPECTIVES

Parmi les sept exploitants qui produisent de la banane dessert pour le marché local, cinq souhaitent arrêter la production de la banane car la vente sur le marché local n'est pas assez rentable. Ces exploitants partiront à la retraite et/ou diversifieront leur production (melon, ananas, fleur, élevage...). Deux exploitants attendent de savoir si les aides de l'UE arriveront pour relancer l'exportation.

La trajectoire des exploitations traditionnelles se dessine suite aux difficultés. Trois possibilités apparaissent :

- soit les exploitants arrêtent la production bananière définitivement et partent en retraite.
- soit ils vendent la banane sur le marché local jusqu'à l'âge de la retraite et ensuite arrêtent complètement la production bananière.
- soit ils vendent sur le marché local en attendant de recevoir les aides pour relancer l'exportation.

Parmi les exploitants déjà à la retraite on retrouve une grande variété de situations.

- nous retrouvons ceux qui ont un jardin créole (trois exploitants).
- deux exploitants qui ont légué l'exploitation à leur fils après avoir arrêté l'export.
- un exploitant ne sait pas ce qu'il va faire, un autre pluriactif veut planter des agrumes.
- un retraité n'a pu trouver d'héritier pour cultiver les terres familiales, aussi pense-t-il arrêter définitivement.
- un autre, toujours actif, a arrêté l'export depuis 2004 et attend les aides européennes pour relancer l'export.

Aussi, un réel problème de reproduction des systèmes traditionnels de type jardins créoles se pose. Sur les quatre exploitants interrogés un seul semble motivé pour continuer à entretenir un jardin créole, les autres semblent vouloir utiliser les terres familiales pour y planter de simples cultures rentières.

Les exploitants pluriactifs veulent, soit arrêter l'activité agricole (par manque de temps et d'envie), soit maintenir le système, ou encore sont en attente des aides pour relancer l'export.

L'exploitante de type diversifié souhaite quant à elle maintenir sa stratégie alors que l'exploitant de type entrepreneur déjà à la retraite souhaite plutôt diminuer la surface.

5. LES EXPLOITATIONS DIVERSIFIEES

a) PRESENTATION DU TYPE D'ORIGINE

(1) Présentation

Le nombre d'exploitations dans ce type d'origine est faible (six exploitations). La période d'installation de ce type d'exploitation se concentre autour des années 90 (cinq exploitations). Un exploitant s'est installé dans le milieu des années 70. Nous avons un exploitant qui vient de la zone de plaine en Côte-au-vent, et un autre qui vient de la Côte-sous-le-vent, sinon les autres exploitations s'installent sur la Grande Terre.

(2) Conditions d'installation des exploitations

Les origines de ces producteurs sont variées ; nous avons trois exploitants qui avaient une activité extérieure au milieu agricole, un ouvrier agricole, un ancien gérant d'exploitation et un jeune exploitant qui travaillait sur les terres familiales. Cinq exploitants ont contracté un emprunt bancaire, seul l'ancien gérant d'exploitation utilise son épargne pour s'installer.

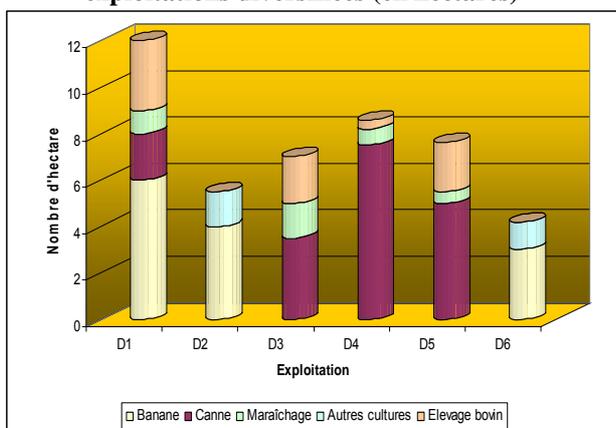
La réforme foncière organisée dans les années 90 par la SAFER est à l'origine de l'apparition des exploitations cannières de Grande Terre (trois cas). La condition pour l'accès à la terre (en fermage) était la mise en culture d'une partie de la sole en canne (60%). Ces trois exploitants ont bénéficié d'une DJA et contractent un emprunt bancaire avant l'installation.

A la même époque sur la Grande Terre, on a aussi un exploitant qui s'installe indépendamment de la réforme foncière. Il reprend les terres familiales et loue des terres à la SAFER. Il bénéficie d'une DJA mais ne contracte pas d'emprunt bancaire pour s'installer.

Enfin, l'exploitant provenant de la zone de plaine de Côte-au-vent contracte un emprunt bancaire et bénéficie d'une DJA et loue la terre à un particulier. L'exploitant provenant de la zone de Côte-sous-le-vent achète la terre à un particulier et réalise un emprunt pour acquérir les terres.

(3) Caractéristiques structurelles des exploitations

Graphique 15. Répartition des productions selon les exploitations diversifiées (en hectares)



Les surfaces totales varient beaucoup d'une exploitation à une autre. Pour les exploitations en fermage la superficie varie entre 5,3 et 9,65 ha alors que pour l'exploitation (D1) en faire-valoir direct, la surface totale est de 26 ha.

Les systèmes mis en œuvre diffèrent :

En Grande Terre, les contraintes de la réforme foncière obligent les exploitants (D3, D4, D5) à choisir un système cannier. Le choix de ces exploitants est de mettre en place le système canne-maraîchage-jachère pâturée²³ par un petit élevage bovin. La canne constitue la culture principale avec les $\frac{3}{4}$ de la sole plantée (Graphique 15).

²³ En rotation.

Nous retrouvons chez l'exploitant (D1) le système banane-canne-maraîchage-jachère pâturée par des bovins en rotation. Cet exploitant fait aussi de l'élevage porcin intensif avec une centaine de bêtes. Les surfaces en banane représentent 50% de la SAU alors que la canne n'en représente que 15%.

Enfin nous retrouvons des systèmes bananiers chez les exploitants (D2) et (D6), les surfaces plantées en banane export représentent plus de 55% de la SAU totale. Les surfaces consacrées aux cultures de diversification (soit des bananes plantains et des cultures vivrières (D2) soit avec des agrumes et des pieds d'avocats (D6)) sont comprises entre 1 et 2 hectares.

La dotation en matériel dépend du type de système choisit par l'exploitant : pour les systèmes canniers de Grande Terre, les exploitants disposent ou louent les tracteurs et autres outils lourds pour préparer la sole cannière et mettent en place un système d'irrigation (goutte à goutte ou par aspersion) et d'un véhicule de transport pour les cultures maraîchères. La main-d'œuvre sur ces exploitations est familiale et peu nombreuse (2 UTA en moyenne).

Les exploitants ayant choisi le système bananier disposent d'un faible niveau d'équipement : deux exploitants (D2) et (D6) travaillent avec des outils légers et d'un petit hangar en bois et d'une penderie artisanale. Seul l'exploitant (D1) dispose d'un hangar en dur, et loue les outils lourds. Ces exploitants travaillent avec une main-d'œuvre familiale et salariée, dont deux ouvriers permanents et deux ou trois ouvriers temporaires.

Aucun exploitant n'a de revenus extérieurs à l'activité agricole, et seuls les exploitants (D1) et (D3) peuvent compter sur le salaire de leur conjoint.

b) EVOLUTION ET TRAJECTOIRES D'EXPLOITATIONS (SCHEMA 4)

(1) Milieu des années 80

L'exploitant (D1) a la possibilité de se lancer dans la production d'aubergine, culture maraîchère très rentable. L'aubergine est introduite sur les ex-surfaces en canne à sucre. Le système maraîcher devient aubergine/concombre en association. Durant cette période, des investissements sont réalisés : il achète un tracteur pour préparer le sol et agrandit la penderie dans le hangar d'emballage des bananes. Le système banane-maraîchage-jachère pâturée par des bovins en rotation est mis en place, il n'y a donc pas de changement de type.

(2) Début des années 90

L'exploitant (D1) change de système de production pour plusieurs raisons. Premièrement, la production d'aubergine est arrêtée à cause d'une maladie qui ravage la culture dans toute la Zone de Côte-sous-le-vent. Deuxièmement, il éprouve des difficultés avec la commercialisation du porc. De plus, l'élevage porcin devient incompatible avec la nouvelle orientation agro-touristique. Il défriche donc une partie des terres et plante du café sur 10 hectares dont 6 en association avec la culture bananière. Il introduit aussi, des cultures de diversification (vanille et agrume) sur 2 hectares. La surface mise en culture augmente de 30% ainsi que le nombre d'ouvriers (un permanent en plus). Il investit dans la construction d'un hangar en dur et obtient des subventions pour l'achat du matériel de transformation du café (dépulpeuse, décorticeuse, torréfacteur...). Grâce au capital accumulé durant la période de vente de l'aubergine, il dispose d'une trésorerie suffisante pour construire des gîtes ruraux. Il s'oriente vers l'agrotourisme, vendant directement café, vanille et agrumes sur son exploitation. Le système banane export/café-vanille-agrume remplace le précédent système. Il s'agit là du développement d'une stratégie de diversification, il n'y a donc pas de changement de type.

L'exploitant (D2) se voit obligé de rendre les terres pour rembourser la maison d'export et loue une autre surface en plaine. Les surfaces consacrées aux cultures vivrières (banane plantain, malanga...) sont doublées. Cependant la répartition des tâches sur l'exploitation familiale n'est pas modifiée. Sa mère s'occupe toujours des cultures vivrières et lui de la culture bananière. Depuis cette date, il loue un tracteur pour réaliser le labour. Il s'agit là du développement d'une stratégie de diversification, il n'y a pas de changement de type.

(3) Milieu des années 90

L'introduction de la banane dans les systèmes canniers de Grande Terre

Les exploitants (D3, D4, D5) introduisent la banane dans l'optique d'augmenter leur revenu. En effet, la marge brute dégagée sur la canne étant faible, ils ont cherché une culture plus rentable qui permettait d'accroître la marge brute. Il faut souligner aussi, que la fermeture de l'usine de Beauport (1991) puis de Grosse Montagne (1995) avait réduit les débouchés pour les planteurs. Ces exploitants intègrent un Groupement d'Intérêt Economique (GIE) leur permettant de capter les aides et d'utiliser le matériel et les installations modernes de ce dernier.

Au niveau du fonctionnement de l'exploitation deux stratégies apparaissent :

L'exploitant (D5) opte pour un **système équilibré** entre les surfaces plantées en canne (restant la culture principale) et en banane. Les soles cannière et celle destinée au pâturage sont diminuées de 20% et 70%. Dans ce cas les revenus tirés de l'exportation de banane constituent un complément de revenu.

Les exploitants (D3) et (D4) décident de miser sur la banane export et réalisent une **substitution de culture principale**. Sur l'exploitation (D3), la surface totale est doublée, la sole cannière et maraîchère diminuent de 20% et 80%, sur l'exploitation (D4) la sole cannière est diminuée de 80%. Il faut noter qu'une faible partie de la sole reste plantée en canne ce qui n'est plus conforme aux exigences de la RF²⁴.

Le système banane-canne-maraîchage- bovin est donc mis en place, il s'agit toujours d'un système diversifié vis-à-vis de la culture principale, c'est pourquoi il n'y a pas de changement de type.

Suite à la contestation du droit de succession sur la terre par son père, l'exploitant (D6) perd plus de 60% de la surface totale de l'exploitation. De plus, l'exploitation de Grande Terre est touchée par le cyclone de 1995, la taille du verger diminue de 60%. L'exploitant (D6) devient pluriactif mais continue d'entretenir le verger afin d'éviter la friche. Le nombre d'UTA sur l'exploitation diminue de 90%. Aussi, compte tenu de l'évolution dans la structure et dans le fonctionnement, l'exploitation devient traditionnelle.

(4) Début des années 2000

L'exploitant (D6), saisit l'opportunité de louer des terres saines à la SAFER afin d'introduire des cultures maraîchères. Le système de culture se compose de cucurbitacées²⁵ (2 mois) et de solanées²⁶ (3 à 4 mois) pendant six mois suivit d'une jachère courte (1 mois). Ces cultures demandent une attention particulière, en effet, leur conduite doit répondre aux exigences du cahier des charges du label « Agriculture Biologique ». La nouvelle surface de l'exploitation est la même (2 ha) dont la moitié plantée en cultures maraîchères. Il investit aussi dans un système d'irrigation²⁷ et construit une serre pour l'emballage des produits maraîchers. Il travaille avec un ouvrier permanent et utilise des outils légers. Les activités extérieures sont arrêtées de sorte que les revenus agricoles constituent la seule source de revenu familiale. L'exploitation de type traditionnel passe au type culture maraîchère.

²⁴ La condition pour l'accès à la terre (en fermage cette fois ci) était la mise en culture d'une partie de la sole en canne (60%).

²⁵ Concombre, courgette.

²⁶ Tomate, laitue.

²⁷ Système d'irrigation en goutte à goutte et par aspersion.

(5) 2003-2005 : les répercussions de la troisième réforme de l'OCM (2001)

L'exploitant (D1) décide d'arrêter l'export à cause de la baisse du prix. Cependant les bananiers sont laissés sur pied car ils offrent de l'ombre au caféier. Il part à la retraite et lègue l'exploitation à son fils.

Le décès d'un membre de la famille, la réglementation sur le chlordécone interdisant la vente de cultures vivrières sur les parcelles affectées et le manque de trésorerie sont autant de facteurs qui entraînent des changements sur l'exploitation (D2). La surface totale est diminuée de 35%, et la surface en banane augmente de 12%. En revanche, les surfaces sur lesquels sa mère cultivait des vivres sont rendues. L'exploitation passe au type bananier familial.

La baisse du prix de la banane et les problèmes de gestion des GIE poussent les exploitants (D3, D4, D5) à changer de stratégie. Certains (D3) choisissent de revenir au système canne-maraîchage-jachère paturée par un élevage bovin. La sole en cannière et la sole maraîchère augmentent de 40%, le reste est en friche. D'autres (D5) choisissent de diminuer la surface en banane afin de limiter les frais financiers, l'**équilibre** entre les deux cultures se **rompt** au profit de culture de la canne à sucre. La sole cannière est augmentée de 40%, et la surface plantée en banane diminue de 35%, le maraîchage est arrêté. Depuis sa sortie du GIE, cet exploitant sous-traite le travail de préparation du sol à une Entreprise de Travail Agricole (ETA).

En ce qui concerne l'exploitant (D4) le système banane-canne-maraîchage-bovin devient difficile à gérer, **la culture de la canne à sucre est abandonnée**, l'exploitant mise sur l'intensification de la production bananière. La surface plantée en banane augmente de 25% et l'exploitant plante des arbres fruitiers dans les fossés²⁸. Durant cette période, il met en place un système de câblerie mécanique pour le transport des régimes jusqu'au hangar. Il n'y a pas de changement de type.

L'exploitant (D6) décide de planter une centaine de pieds d'agrumes sur son exploitation. Il s'agit bien d'une stratégie de diversification des cultures, mais au vu de la structure, cette exploitation reste dans le type culture maraîchère.

c) EVOLUTION GLOBALE ET TRAJECTOIRE TYPE

On observe deux périodes d'évolution des exploitations diversifiées, au milieu des années 90 et depuis la période 2003-2005.

Au milieu des années 90, les planteurs de canne (D3, D4, D5) de Grande Terre introduisent la culture bananière dans le système canne-maraîchage-bovin. *La baisse de la demande des usines cannières ainsi que la volonté des exploitants d'accroître leur revenu* sont les facteurs externes et internes qui justifient la diversification du système de production. Cependant, l'exploitant (D6) de Grande Terre arrête la production de banane pour des *raisons familiales* et à cause des dégâts du cyclone. Cette exploitation sort du type exploitation diversifiée.

A partir de 2003, on observe des transformations sur toutes les exploitations. *La baisse des prix de la banane export* pousse certains exploitants (D1 et D3) à arrêter complètement la vente de la banane et d'autres à réduire la surface plantée en banane (D5) (Graphique 28-Annexe 8). L'exploitant (D4) arrête la production de canne à sucre par soucis de *réduire les coûts de gestion du système de production*²⁹, et plante des pieds d'agrumes. Il reste dans le type diversifié.

Quant à l'exploitant (D2) un ensemble de facteurs internes (*décès d'un membre de la famille*) et externes (*nouvelle réglementation sur le chlordécone, et la baisse du prix de la banane*) l'oblige à change de fonctionnement et de structure. Il change de type et passe du type diversifié au type bananier familial.

Enfin, l'exploitant (D6) *veut diversifier ses productions* et plante une centaine de pieds d'agrumes.

²⁸ Il signe un CTE « introduction d'une culture supplémentaire dans l'assolement (banane - prairie; maraîchage - prairie) ».

²⁹ La multiplication des productions se traduit par une baisse du temps consacré à chaque production et entraîne une baisse de qualité et/ou du volume qui se répercute par une chute du revenu agricole.

Sur les six exploitations appartenant à ce type diversifié à l'origine, quatre se sont maintenues. Les deux autres sont sorties du type diversifié pour des raisons internes à l'exploitation (contestation des droits de successions par le père, décès de la mère) et externes (nouvelle réglementation sur le chlordécone, cyclone).

d) PERSPECTIVES

L'exploitant (D1) ou plutôt son fils va intensifier la culture cafetière surtout pour l'exportation. Il a déjà remplis les papiers et attend d'avoir l'accord de la chambre pour signer un Contrat d'Agriculture Durable (CAD). Aussi, il compte maintenir l'orientation agro-touristique de l'exploitation, avec la vente directe de café, vanille et agrumes et la visite de l'exploitation et l'hébergement des touristes dans les gîtes.

Parmi les exploitants qui produisent encore de la banane export (D2, D4 et D5), un exploitant compte arrêter l'activité agricole pour travailler dans la restauration (D2). Les exploitants D4 et D5 vont maintenir le système de production actuel, l'exploitant (D5) a aussi la volonté de construire des gîtes ruraux et de s'orienter vers l'agro-tourisme.

L'exploitant (D3) souhaite introduire des cultures vivrières (igname, malanga) afin d'avoir une trésorerie permanente et planter quelques pieds d'agrumes pour compléter son revenu.

L'exploitant (D6) souhaite développer de nouvelles cultures biologiques sur de nouvelles surfaces louées telles que la goyave et la canne à sucre pour faire de la confiture et du jus. La stratégie consiste à accroître la VA en transformant sur place les produits. En contrepartie, il risque d'abandonner certaines cultures maraîchères. Parallèlement au système biologique, il souhaite faire construire des gîtes ruraux et mettre en place une table d'hôtes où il vendra uniquement ses produits sans acheter ni vendre sur le marché local. Pour cela, il est à l'affût des différentes aides et pense faire des prêts courts et longs.

A part un exploitant (D2), les stratégies de diversification se maintiennent voire se développent selon les exploitants. Les volontés des enquêtés confirment la tendance au maintien des exploitations de type diversifié. Autre remarque, il est possible que l'orientation vers l'agrotourisme devienne la principale source de revenus extérieurs de ce type d'exploitation.

Schéma 4. Trajectoires des exploitations de type DV



6. LES ELEVEURS -PLANTEURS

a) PRESENTATION DU TYPE D'ORIGINE

(1) Présentation

Le nombre d'exploitations dans ce type est faible (six exploitations), deux exploitants se sont installés au début des années 70, un en 1980 et les trois autres au début des années 90. On retrouve ce type d'exploitation en Zone de Côte-au-vent en plaine (trois cas) et en altitude (deux cas). Enfin un exploitant vient de la Zone de Côte-sous-le-vent.

(2) Conditions d'installation des exploitations

Avant de devenir exploitant agricole, ils avaient une activité non agricole (cinq cas). Un ouvrier agricole saisit l'opportunité de s'installer grâce à la réforme foncière de 1970. Quatre exploitants reprennent les terres familiales après le décès ou la fin d'activité du père. Parmi eux, deux louent en plus des terres à la SAFER, les deux autres exploitants achètent des terres à la SAFER (1970,1980). Ces deux derniers exploitants vont contracter des emprunts bancaires, ainsi qu'un exploitant reprenant les terres familiales et nécessitant de capital pour mettre en place des installations sur l'exploitation. Les autres n'ont pas eu à emprunter pour s'installer, ils reprennent la plantation ainsi que les outils de production.

(3) Caractéristiques structurelles des exploitations

La surface totale de ces exploitations reste plutôt faible : 4,5 ha en moyenne contre 14 ha chez les exploitations enquêtés par Lucie Guillou. Les plus petites exploitations ont une surface totale 3,78 ha, les plus grandes de 7 ha. Les surfaces plantées en banane export uniquement restent faibles : 2 à 3ha.

On retrouve des systèmes de culture en association banane-café chez deux exploitants, le reste ne cultivant que de la banane pour l'exportation.

Le nombre d'atelier d'élevage par exploitation varie de deux à trois maximums (Tableau 4). On remarque aussi que quatre exploitants misent sur un atelier en particulier, en cas de problème (maladie, besoin d'argent...) : ces exploitants risquent de changer de type. Seuls deux exploitants misent sur deux ateliers.

Tableau 4. Répartition des ateliers d'élevage par exploitation de type éleveur planteur (en nombre de têtes)

Type d'atelier	Bovin	Porcin	Caprin	Avicole	Cunicole
EP1	14	0	0	0	0
EP2	16	2	0	0	0
EP3	3	0	50	0	0
EP4	2	0	0	50	200
EP5	1	3	47	60	0
EP6	8	12	0	65	0

Trois exploitants font appel à une main-d'œuvre salariée (UTAS), un ou deux ouvriers permanents ou temporaires les accompagnent. Les autres exploitants font appel uniquement à la main-d'œuvre familiale. Le Graphique 24 (Annexe 7) donne le nombre d'UTA par rapport à la surface plantée en banane.

La dotation en capital de ces exploitations est relativement bonne, deux exploitants louent les outils lourds pour le travail du sol, qu'ils ont prêtés à un exploitant.

Deux exploitants disposent d'un hangar en dur et quatre exploitants disposent au moins d'une penderie artisanale. Enfin, ils peuvent compter sur une camionnette ou sur un 4x4 pour le transport des régimes.

On retrouve parmi ces exploitants trois pluriactifs, qui conservent leur activité antérieure. Ils sont donc à mi-temps sur l'exploitation. Sinon, deux exploitants peuvent compter sur les revenus de leur femme pour satisfaire les besoins de la famille. Reste une famille dont l'unique revenu dépend de l'activité agricole.

b) EVOLUTION ET TRAJECTOIRES D'EXPLOITATIONS (SCHEMA 5)

(1) Début 80

L'exploitant (EP1) de type Banane-petit élevage bovin, décide d'arrêter l'élevage à cause de la pénibilité du travail en zone d'altitude. Le choix de cet exploitant est donc d'introduire sur ces surfaces des avocats et des cultures vivrières. La surface en banane est diminuée d'un hectare. Le choix d'orientation vers les cultures vivrières répond à la nécessité de payer les études des enfants. Il ne s'agit pas d'une introduction de culture végétale pour assurer une autonomie vis-à-vis de la banane, mais d'une substitution culturelle, ce qui explique le passage au type traditionnel.

(2) 1995 - 1998 : les répercussions de la première réforme de l'OCM (1995)

Suite à la baisse des prix de la banane export :

L'exploitant (EP2) de type banane-élevage bovin décide de vendre une partie des terres (la surface totale et la surface plantée en banane diminuent de 20%). Il part à la retraite et l'exploitation est mise sous le nom de sa femme. De plus, ses enfants quittent l'exploitation. Cependant, le système banane-bovin n'est plus en rotation, la stratégie rentière s'accroît, il n'y a donc pas de changement de type.

On retrouve chez l'exploitant (EP4) le système banane-café en association décrit plus haut. Cet exploitant décide de vendre la banane sur le marché local, cependant le système ne change pas. Il consolide les ateliers d'élevage bovin (pour toucher les Primes à la vache allaitante) et cunicole.

(3) 1999 : les conséquences du cyclone Lenny

L'exploitant (EP5) de type banane – café en association perd son cheptel. Il décide aussi de vendre la banane sur le marché local. En effet, cet exploitant tient une boulangerie et n'a plus le temps de s'occuper de l'exploitation. Sur l'exploitation, le nouveau système devient banane locale-café en association et quelques pieds d'agrumes sur les mornes et en bord de chemin, l'exploitation passe au type diversifié. Il ne travaille plus qu'avec un ouvrier.

(4) Début des années 2000 : les répercussions de la seconde réforme de l'OCM (1999)

Suite à la baisse des prix de la banane export :

L'exploitant (EP1), ne renouvelle pas le bail sur les terres en fermage. La surface totale est réduite de moitié et les surfaces plantées d'un quart, seules les surfaces consacrées aux cultures annexes n'évoluent pas.

L'exploitant (EP2) a l'opportunité de remplacer les surfaces plantées en banane par de la canne. L'ensemble des tâches exigeantes (travail du sol, plantation, récolte) sont assurées par la distillerie Langueteau³⁰. Il assure uniquement les tâches d'entretien de la culture. Le nouveau système rentier devient canne-bovin.

La vente sur le marché local de banane n'étant pas rentable, l'exploitant (EP4) décide d'arrêter la vente. Il mise plutôt sur la culture caféière et plante une trentaine de pieds d'agrumes. A cette même période, il est contraint d'abattre l'ensemble de son cheptel cunicole à cause d'une maladie qui fait rage dans la région. Enfin, sa femme ne travaillant plus, il décide de louer un studio afin d'avoir une source de revenu complémentaire.

³⁰ Il s'agit d'un fonctionnement qui se rapproche de mode de gestion des usines cannière avec leur faire valoir-direct du début du siècle dernier. LE NUMÉRO 1 MONDIAL DU MÉMOIRES

(5) 2004-2005 : les répercussions de la troisième réforme de l'OCM (2001)

Suite à la baisse des prix de la banane export :

L'exploitant (EP1), décide de ne plus entretenir la bananeraie et d'arrêter l'export. Les bananes sont vendues sur le marché local. Il attend de toucher les aides à la replantation pour partir à la retraite.

Durant cette période, l'exploitant (EP4) diversifie ses productions en plantant des fleurs et en démarrant un nouvel atelier d'élevage (de cabris). La stratégie de diversification des productions se développe mais l'élevage constitue toujours un système important sur l'exploitation.

La perte de rentabilité de la banane locale pousse l'exploitant (EP5) à miser sur la production de café. Le temps de travail sur l'exploitation se réduit à la récolte du café et des agrumes pour compléter le revenu.

Suite aux vols de ses cabris (une centaine de tête) et à la baisse du prix de la banane export, le fonctionnement de l'exploitation (EP3) change. La surface plantée en banane est réduite de 10% et l'élevage bovin est consolidé³¹ et se substitue à l'élevage caprin. L'exploitation passe sous le nom de sa femme et l'exploitant part à la retraite, il n'est donc plus pluriactif. Le fonctionnement de l'exploitation se rapproche de celui des exploitations (EP1, EP2) à l'origine avec un système banane-élevage bovin.

Suite à la baisse des prix de la banane, l'exploitant (EP6) est endetté. Il rend les terres à la SAFER, ce qui constitue une baisse de la surface totale de 20%. La surface consacrée à la banane se réduit aussi de 35%. Pour payer ses dettes, il est obligé de vendre son cheptel bovin (décapitalisation), mais les autres ateliers d'élevage (porcin et avicole) sont pérennisés³². Enfin, il est obligé de sortir de son exploitation pour assurer un complément de revenu : il revend dès lors des produits agricoles sur le marché de Pointe-à-Pitre. Cependant, l'élevage constitue toujours un système important sur l'exploitation.

c) EVOLUTION GLOBALE ET TRAJECTOIRE TYPE

Ainsi, deux exploitants (EP1 et EP5) ont été contraints d'arrêter l'élevage en partie à cause de facteurs externes : dès 1999, à cause du cyclone Lenny et dans la période 2003-2004 à cause de vols. On remarque que ces deux exploitants étaient à l'origine des pluriactifs, lorsque les difficultés apparaissent le choix a été de miser sur les plantations (café ou banane). Ces exploitations sont passées au type traditionnel.

Les autres exploitants (EP2, EP3, EP4 et EP6), se maintiennent dans le type Eleveur – Planteur. Cependant, suite à la baisse des prix de la banane export (période 1998-1999 et 2003-2004), leur choix fut soit d'arrêter la vente de la banane et de **miser plutôt sur l'autre culture en association le café**, ou de **remplacer les surfaces par de la canne à sucre. Soit de diminuer la surface plantée** et de vendre une partie du cheptel.

Pour faire face à cette perte de revenu (EP4) ou alors à une situation d'endettement (EP6), le choix de cet exploitant fut de trouver une activité extérieure (location, revente de produits agricoles sur le marché local). Ce qui signifie qu'aujourd'hui tous les éleveurs – planteurs ont une activité extérieure ou une source de revenu complémentaire (retraite, immobilier).

Autre remarque, les exploitants (EP4 et EP5) qui avaient un système banane-café en association ont tous deux arrêté la vente de banane et intensifié la production caféière. Si la stratégie de vente change, le système en association est gardé, la banane est toujours présente sur ces exploitations.

³¹ Augmentation du nombre de tête

³² Maintien du nombre de tête

d) PERSPECTIVES

Les Eleveurs Planteurs (EP2, EP3, EP4 et EP6) ne souhaitent pas changer de stratégie dans l'avenir.

L'exploitant (EP2) ne compte pas changer le **système canne-bovin** dans les années à venir. Retraité, il s'agit pour lui d'un système peu exigeant en main-d'œuvre et qui est une source de revenu principal pour la famille.

L'exploitant retraité (EP3) souhaite maintenir le **système banane export- bovin**. Il est en train de replanter des pieds de banane pour l'export. On remarque que ce système est plus exigeant en main-d'œuvre que le précédent.

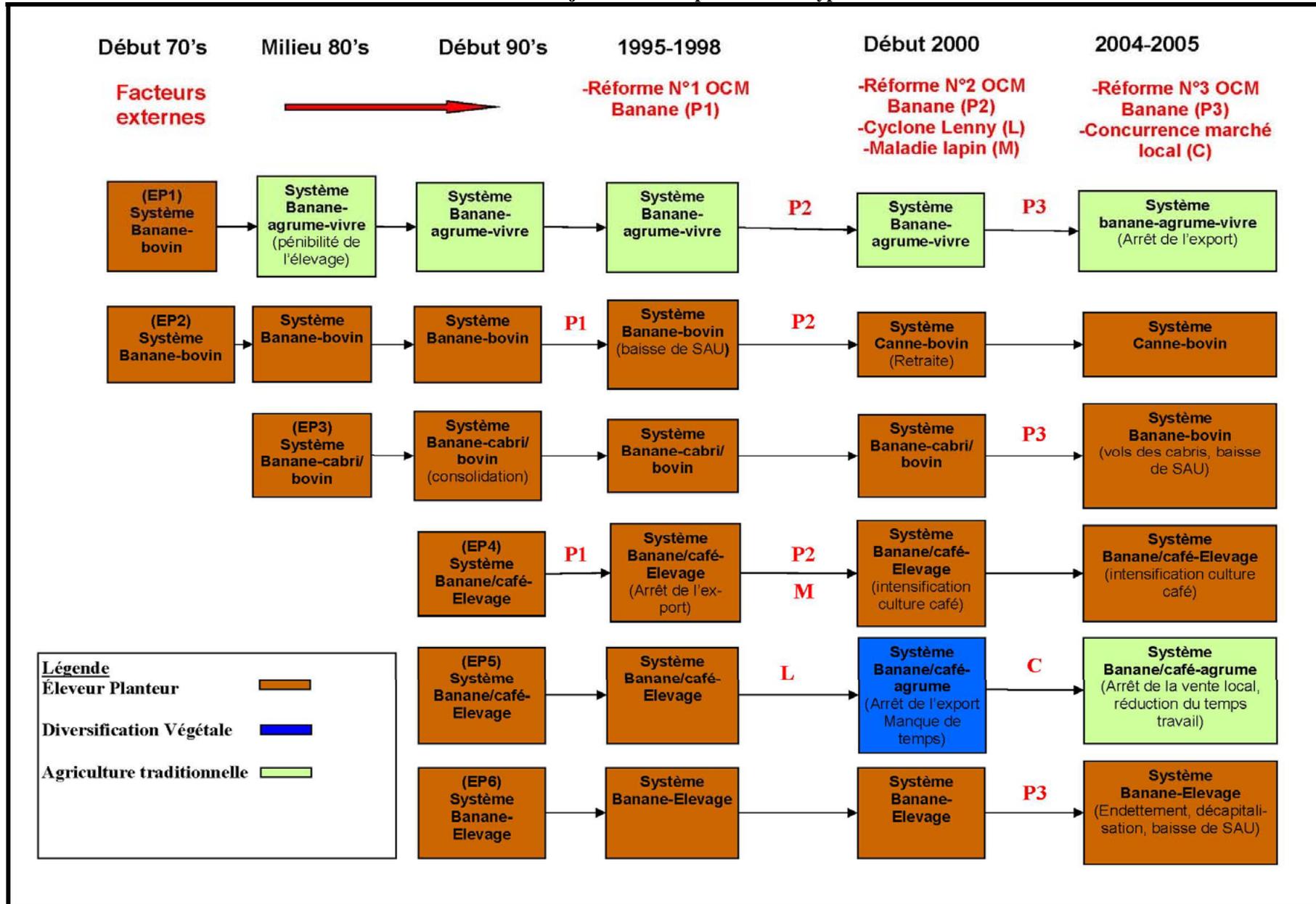
L'exploitant (EP4) souhaite commencer un nouvel atelier d'élevage (porcin) et aurait la possibilité de louer 4 ha supplémentaire pour planter du café. Le système est toujours le même **banane/café – système d'élevage varié**.

L'exploitant (EP6) souhaite quant à lui relancer la culture bananière d'exportation suite aux versements des aides (dans l'optique de mettre en culture l'ensemble de la SAU). Parallèlement, il souhaite consolider les ateliers d'élevage existants (avicole et porcin) et reconstituer un cheptel bovin. Enfin, il envisage de constituer un nouvel atelier d'élevage caprin. Le système **banane export- système d'élevage varié** se confirme.

L'exploitant (EP1) va relancer la banane export sur 2 ha car il a touché les aides à la replantation. Cependant, il arrêtera l'export dans deux ou trois ans dès qu'il aura atteint l'âge de la retraite. Aussi cette relance de l'export n'est que temporaire. Le système de culture est le suivant : **banane export-agrumes-vivre**.

L'exploitant (EP5) va intensifier la production de café (il s'est déjà renseigné auprès de la COOPCAF qui a donné son accord pour qu'il puisse adhérer) et diversifier ses productions en vendant des fleurs. Cet exploitant souhaite aussi reconstituer des ateliers d'élevage (caprin, porcin, avicole, mouton, bovin).

Schéma 5. Trajectoires des exploitations de type EP



7. LES EXPLOITATIONS MARAICHERES

Parmi les exploitations interrogées, trois ont des objectifs communs au type bananier entrepreneurial, ceux d'intensification de la culture principale dans le but de maximiser le chiffre d'affaire et d'accumuler du capital. Cependant, les caractéristiques structurelles de ces exploitations (voir la description ci-dessous) diffèrent des autres types, aussi sommes-nous obligés de créer un nouveau type.

a) PRESENTATION DU TYPE D'ORIGINE

(1) Présentation

Les exploitants (M1) et (M3) s'installent en 1978 et 1990 en zone de Côte-sous-le-vent et l'autre (M2) en 1987 en zone d'altitude de la Côte-au-vent.

(2) Conditions d'installation des exploitations

L'exploitant (M1) travaillait sur l'exploitation familiale avant que son père ne lui prête des terres. Il n'est donc pas propriétaire à cette époque. L'exploitant (M2) était ouvrier agricole sur une exploitation bananière avant de devenir exploitant agricole. Il compte sur ses économies et loue les terres à un particulier. Enfin, l'exploitant (M3) était enseignant et contracte un emprunt bancaire pour acheter des terres à un particulier.

(3) Caractéristiques structurelles des exploitations

On a deux types d'exploitation, des exploitations de petites surfaces et d'autres de taille moyenne dont la structure se rapproche du type entrepreneurial.

Dans le cas des petites exploitations, la surface totale de l'exploitation est de 1 hectare. Dans les deux cas l'ensemble de la surface est mis en culture, mais le système de culture est différent. L'exploitant (M1) cultive uniquement du maraîchage, alors que chez l'exploitant (M3) la moitié de la surface est consacrée à la culture maraîchère, sur l'autre moitié il a des pieds d'agrumes. Le système maraîcher est identique sur les deux exploitations ; pendant 3 mois on cultive sur trois parcelles des tomates, du chou et du concombre, puis les terres sont laissées en jachère (six mois). L'exploitant (M1) travaille avec un ouvrier alors que l'exploitant (M3) travaille à mi-temps avec sa femme. Les outils utilisés et surtout manuels et ils disposent d'une camionnette pour le transport des produits maraîchers. Ces exploitants peuvent compter soit sur les revenus du conjoint soit sur leur activité principale.

Dans le cas des exploitations entrepreneuriales, la surface totale est de 14 hectares. 4 hectares sont consacrés aux cultures maraîchères, le reste étant laissé en pâture aux bovins. Le système de culture maraîchère mis en œuvre par l'exploitant (M2) se répartit sur deux parcelles : on retrouve des concombres, tomates, patates douces, sur la parcelle n°1 et de la salade, des haricots et de la courgette sur la parcelle n°2. Une jachère pâturée plus ou moins longue est effectuée selon les parcelles (de 6 à 12 mois sur la parcelle n°1 et plutôt de 4 mois sur la parcelle n°2). Le cheptel bovin se compose de 40 têtes. Cet exploitant travail avec sa femme sur l'exploitation : il n'a donc pas de main-d'œuvre salariée à cette époque ni de revenus extérieurs. Cependant, l'approvisionnement de certaines cantines en produits maraîchers lui assure une trésorerie sûre et permanente, de sorte qu'il n'a pas à démarcher pour vendre ses produits.

Cet exploitant loue les machines pour préparer le sol, et dispose d'un système d'irrigation goutte à goutte ainsi qu'une petite camionnette pour le transport des produits maraîchers.

b) EVOLUTION ET TRAJECTOIRES D'EXPLOITATIONS (SCHEMA 6)

(1) Début 80 : l'opportunité de se lancer dans l'aubergine

En 1982, l'exploitant (M1) a accumulé assez de capital pour acheter des terres à un particulier et devenir officiellement exploitant agricole. Il bénéficie d'une DJA et contracte un emprunt bancaire. La surface totale passe à 13 hectares, dont six sont consacrés aux cultures maraîchères ; le reste étant laissé en pâture aux bovins.

Le système de cultures maraîchères mis en place par l'exploitant (M1) est simple : pendant 6 mois il cultive des aubergines et pendant les 6 mois restant les surfaces sont laissées en jachère pâturée. Le cheptel bovin est petit et ne se compose que d'une petite dizaine de têtes. Ce système était très rentable au début des années 80. Cependant, il était aussi très gourmand en main-d'oeuvre puisque cet exploitant travaillait avec 24 ouvriers permanents. Cet exploitant n'a pas d'autres activités, il peut toujours compter sur les revenus de sa femme. Le degré de dotation en matériel est élevé, il dispose d'un tracteur et autres machines pour réaliser le travail du sol et d'un système d'irrigation par aspersion. Il dispose aussi d'un hangar en dur (préexistant) et d'un camion pour le transport. Il change de type et passe au type maraîcher entrepreneurial.

(2) Fin des années 80 - début des années 90

Suite à une maladie sur l'aubergine, l'exploitant (M1) décide de se lancer dans l'aventure bananière. Dans un premier temps il remplace la culture maraîchère par la culture bananière d'altitude, puis dans un second temps il rachète les terres du voisin, et récupère sa plantation de 12 ha. Les bovins sont abattus. Le nombre d'ouvrier diminue de moitié et sa femme vient travailler sur l'exploitation. Il investit dans un nouveau tracteur et des remorques et agrandit le hangar et fait installer une penderie à rail. Cet exploitant change de type et passe à la forme sociétaire.

A cette époque l'exploitant (M2) souhaite diversifier ses revenus et décide aussi de se lancer dans l'aventure bananière. Les surfaces supplémentaires (+ 7ha) sont entièrement consacrées à la culture bananière. Depuis il est obligé de faire appel à une main-d'oeuvre salariée, le nombre d'UTA s'accroît de 80% et le nombre de têtes bovines s'accroît de 35%. Il investit aussi dans une penderie mécanique. Après l'introduction de la banane, l'exploitation passe au système banane-maraîchage-élevage bovin, et change de type, elle passe au type diversifié.

(3) Milieu des années 90 (1997) : les répercussions de la première réforme de l'OCM Banane (1995)

L'exploitant (M1) remarque que le prix de la banane est en chute libre, alors il décide de rechercher une terre avec les meilleures conditions de production. Il loue 15 ha à Petit Canal et crée une SCEA. Le nombre d'ouvrier est doublé, et il réalise des investissements (tracteurs, système d'irrigation par goutte à goutte pour la banane). Le nouveau système allie donc la banane d'altitude et la banane de plaine soit des contraintes et des conduites différentes.

L'exploitant (M3), suite à une période d'accumulation décide de racheter des terres mais aussi les moyens de production (UTAS, matériel, installations) des sociétés en difficultés. Après chaque rachat (tous les 2 ans) il modernise les équipements et le matériel et essaye d'optimiser le rendement à l'hectare. Il met en place des conduites différentes en fonction de la situation géographique des exploitations (en plaine ou en altitude). La surface totale de l'ensemble des exploitations dépasse les 60 hectares, dont 60% sont consacrés à la culture bananière, le système maraîcher est gardé sur la première exploitation. Il fait appel à une dizaine d'ouvriers permanents. Parallèlement, il plante quelques pieds d'agrumes et utilise les jachères sur les soles bananières pour planter du maraîchage, ce qui constitue une source de revenu complémentaire périodique. Cet exploitant passe au type société bananière.

(4) Début 2000 : les répercussions de la seconde réforme de l'OCM Banane (1999)

Suite à la baisse des prix de la banane export, l'exploitant (M1) préfère diminuer la surface plantée en altitude de 20 %, et à chaque départ en retraite de ses ouvriers il laisse 2 ha en prairie et constitue un cheptel bovins-caprins petit à petit. Le nombre d'ouvriers travaillant sur l'exploitation diminue des deux tiers. Le fonctionnement de l'exploitation de plaine encore rentable n'est pas modifié. Durant cette période il est obligé de décapitaliser l'épargne accumulée les années antérieures. La structure de l'exploitation (en reconversion) reste la même (SAU totale, SAU plantée en banane export, matériels) que celle des sociétés bananières.

Toujours dans le but de diversifier les sources de revenu, l'exploitant (M2) décide de doubler la surface totale. L'agrandissement de surface profite uniquement à la culture bananière, les surfaces plantées sont multipliées par 3,5 et la main-d'œuvre augmente de 60%. Durant cette période il réalise des investissements en matériels et en installations. De plus, il signe un CTE banane pérenne d'altitude. La structure de l'exploitation se rapproche de celle des sociétés bananières (SAU totale, nombre d'UTA, autre culture, et élevage).

L'exploitant (M3) développe la stratégie de rachat des sociétés en difficultés, la surface augmente de 60% et la surface plantée en banane export croît de 50%, la part des cultures annexes permanentes (Agrumes et maraîchage) représente près de 10% de la SAU totale avec la reconversion d'une exploitation à la culture d'agrumes. Il investit dans des outils de production modernes et triple le nombre d'ouvriers permanents. Il n'y a pas de changement de type, le fonctionnement de l'exploitation est toujours de type sociétaire.

(5) Milieu des années 2000 : les répercussions de la troisième réforme de l'OCM Banane (2001)

Suite à la sécheresse de 2003 sur la Grande Terre et à l'interdiction d'utiliser l'eau pour l'irrigation ainsi qu'à la baisse du prix de la banane export, les deux systèmes ne sont plus rentables. L'exploitant (M1) décide de déposer le bilan de la SCEA et de concentrer l'élevage sur les surfaces en altitudes. La surface totale diminue de moitié et il consolide les ateliers d'élevage. Actuellement, il a une trentaine de têtes bovines et cent cinquante cabris. Cependant, depuis 2005, il loue 3 maisons ce qui lui apporte un revenu permanent (80%) car l'élevage ne lui rapporte toujours rien pour l'instant.

L'exploitant (M3) rachète encore des sociétés en difficultés. La surface totale s'accroît de 60%, la surface plantée en banane et le nombre d'UTAS sont triplés et les surfaces en agrumes sont doublées. Il n'y a pas de changement de type.

c) EVOLUTION GLOBALE ET TRAJECTOIRE TYPE

On est en présence de deux systèmes avec des atouts économiques majeurs : la culture maraîchère intensive est une culture rentable pour les exploitants (M1) et (M3) et les contrats de vente avec les collectivités territoriales sont sources de revenus sûrs et permanents pour (M2). Aussi, ces atouts vont permettre à ces deux types d'exploitation d'accumuler du capital.

Dès que l'opportunité se présente, ces exploitants ont soit choisi de se lancer dans la culture très rentable de l'aubergine (M1 au début des années 80) et passent au type maraîcher entrepreneurial, soit choisit d'introduire la culture bananière tout en gardant le système qui leur avait permis d'accumuler du capital (début 90 pour M2 et milieu 90 pour M3). Cette introduction se fait par rachat d'exploitation ou de société en difficulté. La nouvelle structure d'exploitation va déterminer le changement de type : M2 passe au type diversifié et M3 au type sociétaire.

Ensuite, lorsque les maladies rendent impossible la culture de l'aubergine (début 90 pour M1), M1 choisit de se lancer directement dans la production bananière de masse. Il s'agit d'une *substitution* de système et d'un changement de type. (M1) passe directement au type sociétaire.

Depuis la nouvelle chute des prix de la banane export au début des années 2000, alors que l'exploitant (M1) est en difficulté et tente de trouver une alternative à la baisse du chiffre d'affaire (reconversion vers l'élevage), les exploitants (M2 et M3) agrandissent les surfaces plantées en banane export.

Au milieu des années 2000, l'exploitant (M1) est devenu Eleveur – Planteur et l'exploitant (M2) a plutôt le profil d'une société bananière.

On est ici en présence d'exploitations (M2 et M3) qui au lieu d'insérer des cultures maraîchères pour ne pas être dépendantes des seuls revenus de la banane, introduisent la culture bananière pour ne pas être dépendantes des seuls revenus du maraîchage et dans le but d'accroître leur revenu.

Lorsqu'on regarde les courbes d'évolution des surfaces plantées en banane export (Graphique 29), on observe bien ces deux types de trajectoires. D'une part, on retrouve cette courbe en cloche (pour M1) caractéristique de l'évolution des surfaces plantées en banane export des exploitations de type bananier entrepreneurial (Graphique 26-Annexe 8), d'autre part, on retrouve une courbe atypique (pour M2 et M3).

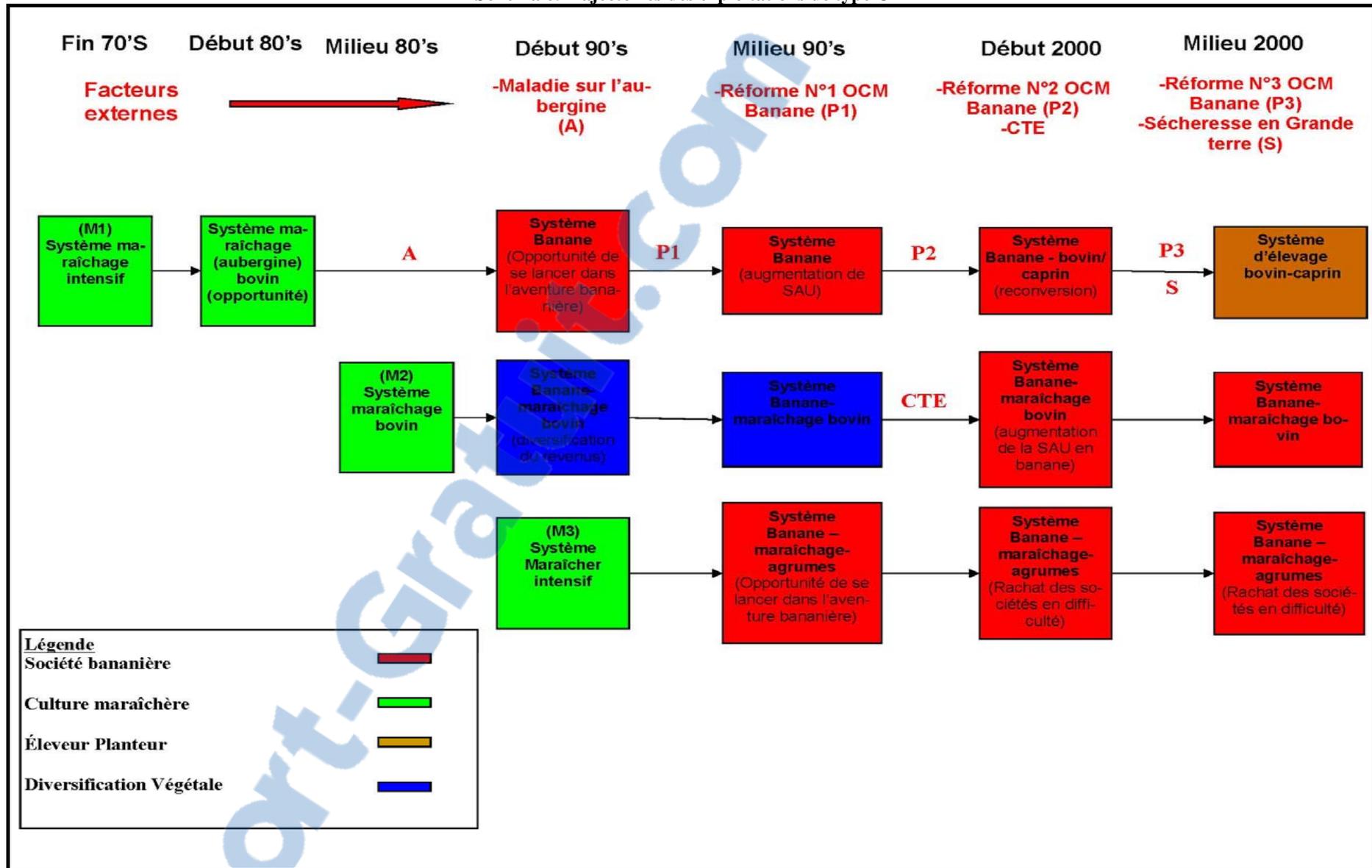
Ces observations confirment les trajectoires observées chez les bananiers entrepreneuriaux, à savoir que toutes les exploitations ont changées de type trois fois depuis leur date d'installation, et qu'aucune ne se maintient dans ce type d'origine.

Les deux exploitants qui maintiennent une culture bananière sont ceux qui ont choisit de garder le système maraîcher qui leur offre une trésorerie et surtout une épargne utilisée pour racheter les terres laissées par les exploitants en difficultés.

d) PERSPECTIVES

Les deux exploitants souhaitent maintenir leur stratégie actuelle. L'exploitant (M1) va pérenniser les ateliers d'élevage bovin et caprin et toucher les revenus de la location de maison. L'exploitant (M2) souhaite maintenir le système actuel et se lancer dans la construction de gîtes ruraux, toujours dans l'optique de diversifier ses revenus. L'exploitant (M3) va essayer d'accroître les rendements à l'hectare pour atteindre 60 t/ha, et pense donc optimiser le rendement à l'hectare en rationalisant l'utilisation des moyens de production. Avant de nouveau agrandissement, il souhaite assurer une maîtrise technique des surfaces plantées en banane sur ses exploitations. Si c'est le cas, il recherchera à accroître les surfaces afin de maximiser son chiffre d'affaire.

Schéma 6. Trajectoires des exploitations de type CM



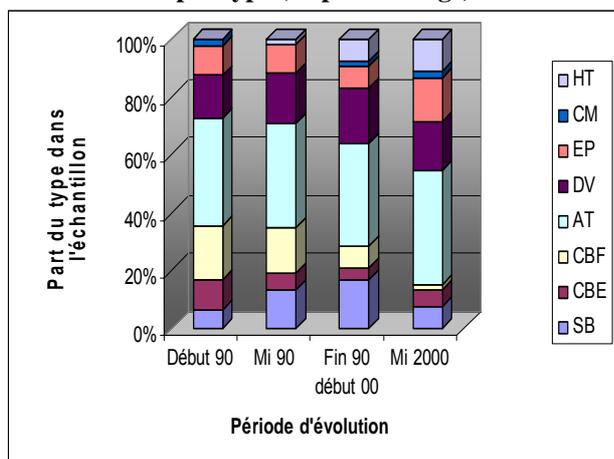
B. L'EVOLUTION DES EXPLOITATIONS BANANIERES DEPUIS LE DEBUT DES ANNEES 90

Dans l'étude de l'évolution récente des exploitations bananières, trois grandes périodes d'évolution se distinguent : la période du milieu des années 90 (allant de 1995 à 1998), celle de la fin 90 – début 2000 (allant de 1999 à 2002) et depuis le milieu des années 2000 (allant de 2003 à 2006). Le début des années 90 (allant de 1990 à 1994) servira de période référence pour observer les évolutions récentes.

L'objectif de cette partie est dans un premier temps de déterminer l'évolution globale des effectifs, puis d'observer l'évolution des facteurs structurels au sein des types. Ensuite, on réalisera un traçage des trajectoires des exploitations pour vérifier la généralité des observations faites par Lucie Guillou sur l'évolution des exploitations bananières du bassin versant de la rivière Pérou. Enfin, on essaiera de déterminer les trajectoires type.

1. L'EVOLUTION DU NOMBRE D'EXPLOITATIONS ET REPARTITION DANS L'ECHANTILLON

Graphique 16. Evolution du nombre d'exploitations par type (en pourcentage)



On remarque que le type Agriculture traditionnelle représentait près de 40% des cas observés au début des années 90 (Graphique 16), durant les périodes suivantes cette part ne changera pas, ce type est relativement stable. Concernant la part des surfaces plantées en banane export au début des années 90, ce type d'exploitation ne représente que 4% et ne cessera de diminuer jusqu'au milieu des années 2000 passant à 1,5%. Soit un nombre important de planteur pour une surface plantée en banane très faible.

Dans le cas du type Société bananière, on observe que le nombre d'exploitations appartenant à ce type croît fortement surtout entre le milieu des années 90 et la période fin 90 -début 2000. Débutant à 3,5% elle passe ensuite à 13,5% puis à 17% de l'échantillon.

Cependant, depuis le milieu des années 2000 le nombre d'exploitations appartenant à ce type baisse de 10%. Concernant la part des surfaces plantées en banane export au début des années 90, ce type d'exploitation représentait plus de 75% sur l'ensemble de l'échantillon. Aujourd'hui cette part dépasse les 85%, on a donc peu d'exploitants qui produisent beaucoup.

Alors que le type Culture Bananière Familiale représentait 19 % des cas observés début 90, sa part n'a cessé de diminuer au cours du temps. Au milieu des années 90, seules 15 % des exploitations enquêtées appartenaient encore à ce type. A la fin des années 90 et au début 2000 cette part passe à 7,5 %, soit une diminution de moitié par rapport à la période précédente. Enfin, dans la période récente une seule exploitation appartient à ce type. Les mêmes observations sont faites en ce qui concerne la part de la surface plantée en banane export sur l'ensemble de la surface plantée dans l'échantillon.

En ce qui concerne l'évolution du type Culture Bananière Entrepreneuriale on observe que la part de ce type dans l'échantillon baisse de 10 à 5% entre le début et le milieu des années 90, ensuite il reste relativement stable. Les surfaces plantées en banane export aujourd'hui chez ce type d'exploitation ne représentent plus que 3% des surfaces plantées en banane export sur l'ensemble de l'échantillon alors qu'elles représentaient 7,5% au début des années 90.

Le nombre d'exploitations appartenant au type Diversifié est en augmentation continue depuis le début des années 90 et jusqu'au début des années 2000 passant de 14 % à 19 %. On observe une petite baisse du nombre d'exploitations depuis le milieu des années 2000 mais la part de ce type reste relativement importante (17% des exploitations). La part des surfaces plantées en banane export dans l'ensemble de l'échantillon est faible : 3,2% au début des années 90 puis double ensuite.

Alors que le nombre d'exploitations appartenant au type Eleveur-Planteur diminue entre le début des années 90 et le début des années 2000 passant de 10,5 % à 7,5 % de l'échantillon, il double depuis le milieu des années 2000. La part des surfaces plantées en banane export dans l'ensemble de l'échantillon est faible : 2,2% au début des années 90 et restera faible dans les années qui suivent.

Le type Culture Maraîchère est très peu représenté parmi les exploitations enquêtées. En revanche, on observe que le nombre d'exploitations qui sort de la typologie est en pleine croissance surtout depuis la période fin 90 -début 2000.

2. L'EVOLUTION DES FACTEURS STRUCTURELS AU SEIN DES DIFFERENTS TYPES

Si le nom des types n'évolue pas, les caractéristiques structurelles des exploitations évoluent et nous permettent de compléter les résultats obtenus précédemment. En effet, l'analyse de l'évolution de la part de chaque production dans la SAU totale nous permettra d'observer les nouvelles orientations stratégiques des planteurs.

Lorsque l'on observe la part des différentes cultures dans la SAU du type AT (Graphique 30-Annexe 9), on remarque que la part de la SAU réservée aux autres cultures (café, ananas, vivres, maraîchage...) et la part de la SAU non utilisée croît au détriment de la part de la SAU consacrée à la banane export. Alors que 60% de la SAU étaient plantées en banane export au début des années 90, dans la période mi 2000, cette part n'est plus que de 20%.

On remarque que depuis la période fin 90-début 2000 la part de la SAU consacrée aux cultures annexes (cane à sucre mais aussi cultures maraîchères) s'accroît au détriment de celle de la culture bananière chez les sociétés bananières. En effet, depuis cette période la part de la SAU en banane export passe de 84% à 74% alors que celle des cultures annexes passe de 0% à 10% (Graphique 32-Annexe 9).

La part de la SAU plantée en banane export chez les exploitants de type bananier familial diminue au cours du temps au profit de l'élevage et des surfaces non utilisées (Graphique 31-Annexe 9). En effet, alors que la part de la surface plantée en banane export était de 73% au début des années 90, elle ne représente plus que 56% durant la période fin 90-début 2000. Parallèlement, la part de la SAU consacrée à l'élevage est en augmentation. Enfin entre la période fin 90-début 2000 et mi 2000, la seule exploitation qui appartient à ce type a 100% de la SAU plantée en banane export.

Chez les exploitants de type CBE, la part de la SAU plantée en banane export diminue au cours du temps au profit de la part en surfaces non utilisées (Graphique 34-Annexe 9). En effet, alors que la part de la surface plantée en banane export était de 76% au début des années 90 elle ne représente plus que 36% dans le milieu des années 2000 ; dans la même période d'évolution, la part de la surface non utilisée passe de 26% à 64%.

On observe sur le Graphique 35 (Annexe 9) que le système équilibré mis en place par les exploitants de type diversifié est maintenu du début 90 jusqu'à la période fin 90- début 2000. On a un tiers de la SAU plantée en banane export, un autre tiers consacré aux cultures annexes, un quart destiné à l'élevage et l'autre quart de surface non utilisée. Cependant entre les deux dernières périodes on observe une augmentation importante des surfaces non utilisées passant de 17% à 58%. Parallèlement, la part de la SAU plantée en banane export et destinée aux autres cultures passe de 37% à 19%.

Sur l'ensemble de la période, on remarque que les éleveurs planteurs, la part de la SAU plantée en banane export diminue au cours du temps au profit de la part de la SAU destinée à l'élevage et des surfaces non utilisées (Graphique 33-Annexe 9). Entre le début des années 90 et la période de fin 90 - début 2000, les éleveurs planteurs décident de remplacer une partie de la sole bananière soit par d'autres cultures soit en laissant une partie de la sole non utilisée (donc en friche). Entre les deux dernières périodes, cette baisse est beaucoup plus forte et entraîne surtout une hausse de la surface non utilisée et de la surface destinée à l'élevage.

L'analyse de l'évolution des productions dans l'assolement nous renseigne sur l'évolution qualitative des types. En effet on a observé dans tous les types que la sole bananière diminuait et était laissée en friche, ou était remplacée par d'autres productions. Compte tenu des trajectoires croisées entre type, la seule analyse de l'évolution du nombre d'exploitations par type ne suffit pas à justifier le maintien ou l'abandon de certaines exploitations. Aussi, pour savoir vraiment qui fait quoi, il nous faut suivre l'évolution exploitation par exploitation et réaliser un traçage.

3. TRAÇAGE DES TRAJECTOIRES D'EVOLUTION

Les observations sur les trajectoires d'évolutions des exploitation bananières réalisées par Lucie Guillou, prennent en compte la période récente 1999 à 2005. Aussi pour vérifier ces observations, il faut prendre en compte l'évolution des exploitations entre la fin des années 90 et le début des années 2000.

a) TYPE : SB

On l'a vu, le nombre d'exploitations appartenant à ce type au début des années 90 est faible (seulement 3). Aujourd'hui, parmi celles-ci, seule une exploitation (sur les trois) maintient une activité bananière.

Les sorties de ce type d'exploitation sont causées par la grève des dockers de 2004. En effet, entre la période précédente (fin 90 début 2000) et celle-ci, seules 44% des exploitations de ce type se maintiennent. Le nombre d'exploitations passant de 9 à 4 (alors qu'entre le début des années 90 la période fin 90-début 2000 on passait de 3 à 9 exploitations). Dans 40%³³ des cas, les sorties du type société bananière se fait vers le type diversifié et dans 20% la sortie se font vers le type Eleveur – Planteur : il s'agit d'une reconversion des activités productives. Dans les autres cas, soit les Sociétés Bananières sortent vers le type Culture bananière Entrepreneuriale (20% des cas) soit elles déposent le bilan (20% des cas) et passent Hors Type.

Aussi, on peut affirmer que le type Société Bananière est en diminution importante puisque près de 56% des exploitations qui appartenaient à ce type dans la période fin 90 début 2000 ont changé de type. Les observations de Lucie sont confirmées.

b) TYPE : CBE

Alors qu'il y avait cinq exploitations qui appartenaient à ce type au début des années 90, une seule (soit 20%) s'est maintenue dans ce type durant l'ensemble de la période. Les exploitations de type bananier entrepreneurial ont évolué surtout durant le milieu des années 90 et durant la période fin 90 début 2000.

Dans 60% des cas les sorties se font vers le type diversifié à cause de la baisse des prix qui suivit la réforme de l'OCM banane en 1995. Ceux qui ont signé un CTE banane pérenne d'altitude en 2000 ont pu maintenir une activité agricole (sans ces aides ils auraient déjà déposé le bilan). Dans les autres cas (40%), la sortie se fait vers le type sociétaire, ce saut qualitatif est permis par une période d'accumulation de capital. On retrouve ce type de trajectoire entre le début des années 90 et la fin des années 90 et le début des années 2000.

Malgré le maintien des exploitations de type entrepreneurial sur la période récente, on observe que sur l'ensemble de la période il y a plus de sorties vers le type diversifié que vers le type sociétaire.

Les deux exploitations qui appartenaient à ce type à la fin des années 90 et au début des années 2000 se sont maintenues, ce qui confirme les observations de Lucie.

³³ Il s'agit du nombre d'exploitations qui est passé vers le type diversifié par rapport au nombre totale d'exploitations ayant quitté le type Société Bananière sur l'ensemble de la période.

c) TYPE : CBF

Ce type d'exploitation est le plus touché par la crise de la filière bananière. En effet, sur les neuf exploitations en activités au début des années 90, aucune ne se maintient jusqu'à aujourd'hui. Les périodes d'évolution sont continues dans le temps.

Dans 40% des cas, les sorties se font vers le type traditionnel, soit à cause du cyclone Lenny en 99 soit suite aux baisses des prix en 1999 et après 2003 ou soit après avoir suivi les conseils des techniciens de la SICA de réduire la surface cultivée pour assurer une meilleure maîtrise technique.

Dans 40% des cas, la sortie se fait vers les types diversifiés (Diversification végétale (20%), Eleveur – Planteur (20%)). En effet, certains exploitants voyant que les prix chutaient depuis la première réforme de l'OCM 1995 ont choisi de diversifier leur production, d'autres ont profité du plan de désendettement « Banandif » et de signer un CTE banane pérenne d'altitude en 2000.

Enfin dans 20% des cas, les exploitants sont partis à la retraite, sortant ainsi de la typologie.

Durant la période fin 90 – début 2000 il restait encore quatre exploitations qui appartenaient à ce type, aujourd'hui une seule exploitation appartient et représente le type (soit une baisse de 75% des effectifs durant la dernière période). Compte tenu du rythme élevé de disparition du nombre d'exploitations appartenants à ce type, on peut se demander si dans les années à venir ce type ne va pas disparaître totalement.

d) TYPE : AT

Ce type d'exploitation est le plus stable. En effet, sur les dix-huit exploitations en activité au début des années 90 seize se maintiennent jusqu'à aujourd'hui (soit 88% des exploitations). Les périodes d'évolution sont continues dans le temps.

Les départs à la retraite expliquent les sorties de typologie (70% des cas). Des exploitants passent au type Culture Maraîchère car ils ont trouvé l'opportunité de s'installer (30% des cas).

Durant la période fin 90 – début 2000, il y avait 19 exploitations qui appartenaient à ce type, aujourd'hui seule une exploitation est sortie de ce type (soit un taux de maintien de 95% des effectifs durant la dernière période). Ici aussi les observations de Lucie Guillou sont vérifiées.

e) TYPE : DV

Ce type d'exploitation est relativement stable puisque sur les sept exploitations en activité au début des années 90, quatre se maintiennent jusqu'à aujourd'hui (soit 60% des exploitations). Les périodes d'évolution sont continues dans le temps.

Dans 33% des cas, les sorties se font vers le type traditionnel en raison de problèmes familiaux ou de la concurrence sur le marché de la banane locale.

Dans 16% des cas³⁴, le passage se fait soit vers le type Eleveur – Planteur et décrit la volonté de diversifier les productions soit vers le type bananier familial (16% des cas) à cause de la réglementation sur le chlordécone depuis 2003, soit par une sortie de type (16% des cas) après avoir bénéficié du plan de désendettement des planteurs en 2000. Enfin dans 16% des cas la sortie se fait vers le type Société Bananière (l'exploitant ayant eu l'opportunité de racheter des surfaces à des exploitants en difficultés).

Durant la période fin 90 – début 2000 il avait 10 exploitations qui appartenaient à ce type, aujourd'hui sept exploitations se maintiennent dans ce type (soit un taux de maintien de 70% des effectifs durant la dernière période). Alors que neuf appartiennent au type diversifié et laisse sous-entendre que le type était stable les informations obtenues grâce au traçage des exploitations nous indique qu'il y a une diminution du nombre d'exploitations. Les observations de Lucie Guillou sont vérifiées : un taux de maintien de 70 % sur la période fin 90-début 2000 indique une certaine stabilité.

³⁴ Correspond à une exploitation.

f) TYPE : EP

Ce type d'exploitation est stable puisque sur les cinq exploitations en activité au début des années 90 quatre se maintiennent jusqu'à aujourd'hui (soit 80% des exploitations). C'est à cause du cyclone Georges (1998) et à la baisse des surfaces cultivées que cette exploitation passe au type diversifié.

De plus, les quatre exploitations appartenant à ce type durant la période fin 90 – début 2000 se maintiennent. Les observations de Lucie Guillou se confirment : 100% des exploitations de type Eleveur – Planteur se maintiennent.

g) TYPE : CM

Ce type d'exploitation (D6 renvoi) est un peu particulier comme on l'a remarqué dans la première partie de ce chapitre. En effet, on observe une sortie vers le type Société Bananière dans le milieu des années 90 qui décrit la volonté et la possibilité³⁵ de racheter de grandes propriétés et, une entrée en provenance du type traditionnel dans l'avant dernière période d'évolution.

Enfin, cette exploitation se maintient durant la période actuelle.

h) TYPE : HT

Enfin, ce type d'exploitation est plutôt une classe d'entrée que de sortie. Durant toute la période d'évolution les exploitations sortent de la typologie. A noter qu'au début des années 90 aucune exploitation n'était classée hors type.

Les deux tiers de ces exploitations proviennent du type Bananier Familiale et du type Traditionnel, et dans 16% des cas du type diversifié et sociétaire.

Ainsi, le traçage des changements de types confirme la plupart des observations faites par Lucie Guillou. En effet, les exploitations les plus touchées par la crise bananière sont les exploitations de type bananier familial et les sociétés bananières. Les exploitations de types agricultures traditionnelles, éleveurs planteurs et bananier entrepreneurial se maintiennent.

En revanche le nombre d'exploitations appartenant au type diversification végétale est en baisse.

³⁵ Après une période d'accumulation de capital permise par la rentabilité du système de culture maraîchère.

4. LES TRAJECTOIRES TYPE ET ELEMENTS EXPLICATIFS

Lors de l'élaboration de la typologie (Annexe 6), on a observé que certaines variables clés permettaient de discriminer les types. Par exemple, la SAU totale, le type de main-d'œuvre, le niveau d'équipement et la part de la surface plantée en banane. On choisira les deux dernières variables qui nous semblent les plus pertinentes pour analyser les trajectoires d'évolutions des exploitations bananières.

En ce qui concerne la représentation graphique des trajectoires d'exploitation, nous nous sommes appuyés sur les travaux déjà réalisés en la matière (PERROT, PIERRET, LANDAIS, (1995)).

On observe le long de l'axe vertical une hiérarchisation des différents types qui rend compte des niveaux moyens de dotation relative en capital fixe (installations et outils de production). Par exemple, le niveau de dotation d'une Société Bananière est en moyenne plus élevé que celui d'une exploitation de type entrepreneurial non seulement en nombre mais aussi en diversité. Cette hiérarchisation restera stable durant toute la période d'évolution.

On retrouve le long de l'axe horizontal une moyenne de la part de la surface plantée en banane export dans la surface utile agricole de chaque type sur l'ensemble de la période de référence.

Deux trajectoires types :

Vers le milieu des années 90, on observe que certaines exploitations de type entrepreneurial sont en difficulté à cause de la réforme de l'OCM banane de 1995 : elles avaient choisi de diversifier leur production (passage au type diversifié). Puis toujours en difficulté et fortement endettées à cause de la baisse des prix due à la nouvelle réforme de l'OCM banane en 1999, elles avaient bénéficié du plan de désendettement « Banadif » pour éponger leurs dettes et partir à la retraite. La succession CBE → DV → HT représente donc cette trajectoire type.

On a aussi observé que les exploitations de type bananier familial étaient passées au type traditionnel. En effet, suite au cyclone Georges de 1998 et à la baisse des prix due à la réforme de l'OCM banane de 1999, certaines exploitations sont passées du type bananier familial au type traditionnel. Puis soit de manière naturelle (pour cause de départ à la retraite) soit pour cause exceptionnelle (accident de voiture) ces exploitations sont sorties de la typologie.

La succession CBF → AT → HT représente une autre trajectoire type, qu'avait aussi observée Lucie Guillou sur le bassin versant de la rivière Pérou.

5. LES PERSPECTIVES D'EVOLUTION

D'après les trois exploitants enquêtés et appartenant au type CBE dans le milieu des années 2000, un va déposer le bilan, un autre dit qu'il va réduire la surface totale et constituer un petit élevage (et passer au type CBF ou EP) de l'exploitation et préparer la retraite. Enfin le dernier exploitant attend une décision juridique pour pouvoir utiliser pleinement la superficie totale de l'exploitation, si c'est le cas il passerait au type SB.

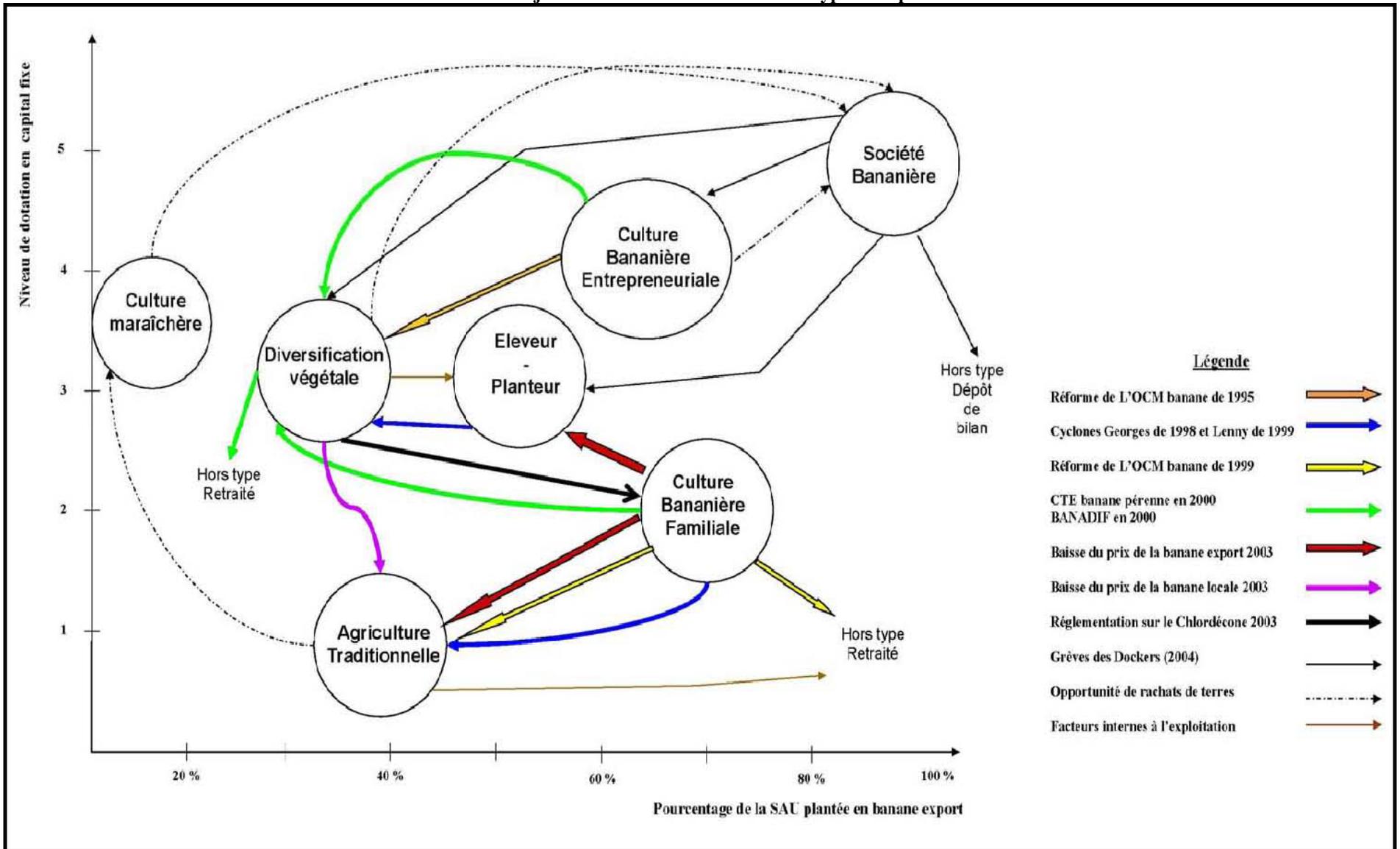
L'exploitant appartenant au type CBF compte arrêter l'activité agricole pour trouver du travail dans un autre secteur.

Un exploitant appartenant au type EP souhaite arrêter l'élevage pour cause de manque de rentabilité et souhaite se concentrer sur la culture bananière, il passerait donc du type EP au type CBF.

Parmi les exploitants appartenants au type AT, six vont partir à la retraite définitivement et passer hors type et un souhaite relancer l'élevage et passerait donc au type EP. Les autres ne souhaitent pas changer de stratégie dans les années à venir.

Tous les exploitants appartenant au type DV souhaitent maintenir leur stratégie, aussi ils ne changeront pas de type.

Schéma 7. Trajectoires d'évolution récentes des types d'exploitations



Ainsi l'analyse de l'évolution du fonctionnement et des trajectoires d'exploitations ont permis de mettre en évidence à la nature et les facteurs qui ont poussé les exploitants à modifier leur choix de production ainsi que les changements de type. La plupart de observations faites par Lucie Guillou ont été confirmées et généralisées à l'ensemble des exploitations bananières guadeloupéennes.

La baisse du prix banane perçu par le producteur suite aux réformes de l'OCM bananes (II.A.3.c) est un facteur déterminant dans l'abandon de la production bananière d'exportation. On observe en général une baisse des surfaces plantées en banane export depuis l'installation des exploitations (ce qui confirme la situation critique de la filière banane (II.B.3)).

Les évolutions ont été différentes selon les types d'exploitations :

Les **Sociétés Bananières** ont tendance à disparaître ou à se reconvertir vers l'élevage ou les cultures diversifiées, les sorties de ce type d'exploitation sont causées par la grève des dockers de 2004. Celles qui se maintiennent ont soit introduit progressivement la culture cannière et réduit les surfaces plantées en banane export soit gardé un système maraîcher leur permettant d'avoir une trésorerie permanente.

Les exploitations de type **Culture Bananière Entrepreneuriale** (à l'origine) ont d'abord évolué vers le type sociétaire par une augmentation de surface suite à une période d'accumulation de capital, puis elles sont passées au type Diversification Végétale (orientation vers l'élevage avicole et la production d'agrumes) suite aux baisses de prix causées par les deux premières réformes de l'OCMB. Cependant, depuis la période de fin 90-début 2000, l'ensemble des exploitations appartenant à ce type se sont maintenues.

Les exploitations de type **Culture Bananière Familiale** sont les plus touchées par la crise puisque aucune ne se maintient dans ce type (ni depuis l'installation ni entre la période de fin 90-début 2000 et la période mi-2000). Les exploitations qui appartenaient à ce type (à l'origine) ont soit commencé à diversifier leur production (maraîchage, vivres, ananas et élevage) puis ont développé cette stratégie, soit réduit les surfaces plantées en banane et orienté leur production vers le marché local. Cependant, si les objectifs de production évoluent vers la diversification, c'est la structure d'exploitation et la nature de la diversification qui déterminent le type d'appartenance. Ces exploitations passent au type Agriculture Traditionnelle ou Eleveur Planteur.

En revanche, les exploitations de type **Agriculture Traditionnel** se maintiennent. Cependant soit elles arrêtent définitivement l'exportation soit elles vendent la banane sur le marché local. Dans très peu de cas il y a accroissement de la SAU et passage vers le type Culture Bananière Familiale.

Les exploitations de type **Diversification Végétale** se maintiennent et gardent le même type de fonctionnement. Les stratégies consistent à développer le système diversifié au dépend de la culture bananière (baisse des surfaces consacrées).

Les exploitations de type **Eleveur-Planteur**, se maintiennent. Deux évolutions s'observent entre le milieu des années 90 et le début des années 2000 à cause des cyclones ou de la baisse des prix : soit on assiste à l'abandon de la culture bananière au profit des cultures en association comme le café ou au profit de la culture cannière, soit le système banane-élevage est maintenu, dans ce cas les surfaces consacrées à la culture bananière diminuent ou/et l'éleveur décapitalise une partie de son cheptel pour éponger ses dettes.

Enfin, toutes les exploitations qui avaient un fonctionnement de type **Culture Maraîchère** ont pu accumuler assez de capital pour racheter des terres (depuis le milieu des années 90) et se lancer dans la production bananière de masse (type Société Bananière). Cependant, comme on l'a remarqué, seules les exploitations qui ont gardé le système maraîcher maintiennent une activité bananière.

Si on observe des orientations différentes selon les types d'exploitations, les stratégies de diversification des productions constituent le point commun des exploitations qui maintiennent une activité agricole (et bananière). En ce sens, les politiques d'aides mises en place par les pouvoirs publics (aides à la replantation, CTE banane pérenne d'altitude) ont contribué au maintien de l'activité bananière.

Deux trajectoires types ont été mises en évidence durant la période récente (d'une part on a la succession CBE → DV → HT et d'autre part la succession CBF → AT → HT) traduisant l'abandon progressif de l'activité bananière.

CONCLUSION ET PROPOSITIONS

Retour sur les résultats

L'analyse de l'évolution du fonctionnement et des trajectoires d'exploitations ont permis de mettre en évidence la nature et les facteurs qui ont poussés les exploitants à modifier leurs choix de production ainsi que les changements de type.

Les observations de Lucie Guillou en ce qui concerne la typologie et l'évolution des exploitations ont été confirmées et généralisées à l'ensemble des exploitations bananières guadeloupéennes.

Le développement des stratégies de diversification montre bien les difficultés économiques et environnementales posées par la monoculture. Il semblerait que cette orientation soit un déterminant du maintien de l'activité bananière et agricole.

En ce sens, les politiques d'aides mises en place par les pouvoirs publics (aides à la replantation, CTE banane pérenne d'altitude) ont contribué au maintien de l'activité bananière.

Cependant les successives remises en cause de l'OCM banane ont mis en difficulté l'ensemble de la filière et notamment les producteurs de banane. Nous l'avons vu le nombre d'exploitants produisant de la banane export a diminué de 60% durant la dernière décennie ce qui reflète bien l'étendue de la crise. La baisse du prix banane perçu par le producteur qui découle de ces réformes a été un des facteurs déterminants dans l'abandon de la production bananière d'exportation.

Perspectives et propositions d'interventions

Au 1^{er} janvier 2006, une nouvelle réforme du volet externe de l'OCM a été adoptée suite aux pressions exercées par les pays latino-américains exportateurs de bananes dollars à l'OMC. Un régime tarifaire a pris la place du système contingentaire en vigueur dans l'UE depuis 1993. Le droit de douane est désormais de 176 euros/tonne pression supplémentaire pour les planteurs qui doivent déjà faire face à la baisse sur les prix de la banane (II.A.3.c).

La réforme du volet interne prévu pour 2007 inquiète beaucoup plus les producteurs guadeloupéens et communautaires.

La durabilité des systèmes bananiers sur le territoire guadeloupéen est fortement compromise et vue l'importance de cette filière en matière d'emploi et d'échanges commerciaux, il est primordial que les politiques viennent renforcer la filière.

Il faudra cependant que les actions soient adaptées aux types d'exploitations et à leurs dynamiques.

Voici quelques propositions qui vont dans ce sens :

- **Améliorer les pratiques culturales** : la mise en place de jachères et de rotations doit permettre d'atteindre des niveaux de rendement supérieurs (60 tonnes à l'hectare) pour les exploitations de type Culture Bananière entrepreneuriale et Société Bananière. Des efforts ont déjà été effectués depuis quelques années, on a vu que certaines exploitations introduisaient la culture de la canne comme culture pivot. Cependant, il a été démontré que les exploitations à pivot canne offraient en moyenne des résultats économiques inférieurs à celles dont les cultures diversification sont le pivot³⁶. Les exploitations qui ont choisi d'introduire des cultures maraîchères en rotation sont les plus performantes aussi faut-il plutôt privilégier l'introduction de ce type de culture.
- **Contribuer à la diversification des systèmes de production** : le Contrat d'Agriculture Durable va dans ce sens. Cependant, les exploitants n'en ont pas toujours connaissance aussi faudrait il améliorer la transmission de l'information. Ces actions doivent s'orienter vers les exploitations de type Culture Bananière Familiale très dépendantes vis-à-vis de la culture bananière.
- **Accompagner le passage vers l'agro-tourisme** : cette démarche est particulièrement intéressante dans le cas des exploitations de type Agriculture Traditionnelle car elle contribue à valoriser le patrimoine culturel créole. Cependant compte tenu de la faible capacité d'investissement de ce type d'exploitation, les actions doivent faciliter l'accès au crédit (afin de rendre possible la construction de gîtes ruraux) ainsi que les démarches administratives pour l'obtention des labels (Bienvenue à la ferme).
- **Participer à accroître la valeur ajoutée des produits agricoles** : les transformations de produits sur l'exploitation et leurs valorisations sur le marché sont susceptibles d'améliorer les revenus des exploitations qui sont déjà entrés dans une stratégie de diversification (Type Diversification végétale et Eleveur Planteur).
- **Favoriser la promotion de la banane** : la reconnaissance par le consommateur de la banane antillaise doit être améliorée. En effet, les qualités gustatives de la banane antillaise doivent être mieux valorisées sur le marché. Une campagne de promotion a été lancée depuis 2005 pour tenter d'y remédier.

³⁶ BERTRAND Stéphanie, 1997, Analyse du système agraire au nord Basse-Terre en Guadeloupe, Mémoire de DESS Développement Agricole, p.70.

BIBLIOGRAPHIE

Mémoires et rapports

CRISTOFINI B., 1985. *La petite région vue à travers le tissu de ses exploitations : un outil pour l'aménagement et le développement rural*. INRA, pp.9-23.

BERTRAND S., 1997. *Analyse du système agraire au nord Basse-Terre en Guadeloupe*, Mémoire de DESS Développement Agricole, Université Panthéon-Sorbonne (IEDES), p.70.

AMORAVAIN V., 2000. *Analyse du système agraire sur un bassin versant bananier en Guadeloupe*, Mémoire de DAA, Institut Supérieur d'Agriculture Rhône-Alpes, pp.60-77.

BERGER A., 2002. *Gestion de l'assolement dans les petites exploitations bananières de Guadeloupe : quelles alternatives à la monoculture bananière ?* Mémoire de DAA, Ecole Nationale Supérieure Agronomique de Montpellier, pp.14-18.

DUFEAL D., 2001. *Diagnostic territorial en zone bananière. Etude d'une petite région rural : La section de l'Habituée*. Mémoire, Ecole Nationale des Ingénieurs des Travaux Agricoles de Clermont-Ferrand, pp.30-37.

GOVINDIN J., 2001. *Diagnostic territorial en zone bananière*, Mémoire de DESS, Université des Antilles et de la Guyane, pp.49-78.

MANCERON S., 2004. *MICA – Zone bananière. Une représentation de la diversité des exploitations bananières. Des outils d'aide à la décision*, CIRAD, INRA, p.4.

GUILLOU L., 2005. *Analyse-diagnostic agraire en zone bananière. Dynamique du bassin versant de la rivière Pérou* (Capesterre-Belle-Eau, Guadeloupe). Mémoire de DESS Développement Agricole, Université Panthéon-Sorbonne (IEDES), INAPG, pp.26-57.

Articles

PERROT C., PIERRET P., LANDAIS E., 1995. L'analyse des trajectoires des exploitations agricoles. *Economie rurale*, n°228, pp.35-46.

DULCIRE M., CATTAN P., 2002. Monoculture d'exportation et développement agricole durable : cas de la banane en Guadeloupe. *Cahiers Agricultures*, n°11, pp.313-321.

FARM, 2005. Le commerce international de la banane –Entre évolution et révolution, *Fondation pour l'Agriculture et la Ruralité dans le Monde*, Novembre, pp.8-26.

Ouvrage

Mémento de l'agronome, 2002, CIRAD – GRET – MAE.

Sites internet

<http://www.outre-mer.gouv.fr>

<http://agreste.agriculture.gouv.fr>

http://www.insee.fr/Fr/insee_regions/guadeloupe/home/home_page.asp

<http://www.cr-guadeloupe.fr/>

<http://www.iedom.fr/dom/guadeloupe/statistiques.asp>

<http://faostat.fao.org/DesktopDefault.aspx?PageID=342&lang=fr>

TABLES

TABLE DES GRAPHIQUES

Graphique 1. Coût de revient comparé (Stade FOB)	16
Graphique 2. Décomposition des aides versées aux producteurs guadeloupéens en 2004 (en euros/tonne).....	17
Graphique 3. Evolution du prix perçu et des tonnages bruts exportés (en euros/tonne).....	17
Graphique 4. Décomposition du prix de la banane perçu par les producteurs de Guadeloupe (en euros/tonne).....	18
Graphique 5. Répartition des exploitations bananières selon leur volume annuel moyen de production (entre 1995-2004)	21
Graphique 6. Fréquence de répartition des exploitations selon les zones agro-écologiques (en pourcentage).....	21
Graphique 7. Cessation d'activité des exploitations bananières de Guadeloupe (en pourcentage) ..	22
Graphique 8. Dynamique de l'activité bananière (en pourcentage).....	22
Graphique 9. Répartition des productions selon les sociétés bananières (en hectares).....	26
Graphique 10. Evolution de la répartition des productions entre la période d'installation et la dernière période (en hectares)	28
Graphique 11. Répartition des productions selon les exploitations entrepreneuriales (en hectares)	30
Graphique 12. Répartition des productions selon les exploitations familiales (en hectares).....	35
Graphique 13. Période d'installation des exploitations traditionnelles	40
Graphique 14. Répartition des surfaces totales des exploitations traditionnelles	40
Graphique 15. Répartition des productions selon les exploitations diversifiées (en hectares)	44
Graphique 16. Evolution du nombre d'exploitations par type (en pourcentage).....	60
Graphique 17. Evolution des volumes de bananes exportés (en milliers de tonnes).....	82
Graphique 18. Evolution des volumes de bananes importés (en milliers de tonnes).....	82
Graphique 19. Evolution des volumes de bananes importés dans l'UE (en tonnes).....	82
Graphique 20. Répartition du nombre d'UTAS selon les surfaces plantées en banane du type SB..	87
Graphique 21. Répartition du nombre d'UTAS selon les surfaces plantées en banane du type CBE	87
Graphique 22. Répartition du nombre d'UTAS selon les surfaces plantées en banane du type AT .	87
Graphique 23. Répartition du nombre d'UTAS selon les surfaces plantées en banane du type CBF	87
Graphique 24. Répartition du nombre d'UTAS selon les surfaces plantées en banane du type EP..	87
Graphique 25. Evolution du nombre d'hectares plantés en banane export du type SB.....	88
Graphique 26. Evolution du nombre d'hectares plantés en banane export du type CBE.....	88
Graphique 27. Evolution du nombre d'hectares plantés en banane export du type CBF	88
Graphique 28. Evolution du nombre d'hectares plantés en banane export du type DV	88
Graphique 29. Evolution du nombre d'hectares plantés en banane export du type CM	88
Graphique 30. Part des types de culture dans la SAU totale du type AT (en pourcentage).....	88
Graphique 31. Part des types de culture dans la SAU totale du type CBF (en pourcentage)	89
Graphique 32. Part des types de culture dans la SAU totale du type SB (en pourcentage).....	89
Graphique 33. Part des types de culture dans la SAU totale du type EP (en pourcentage)	89
Graphique 34. Part des types de culture dans la SAU totale du type CBE (en pourcentage).....	89
Graphique 35. Part des types de culture dans la SAU totale du type DV (en pourcentage).....	89

TABLE DES SCHEMAS ET DES FIGURES

Schéma 1. Trajectoires des exploitations de type SB.....	29
Schéma 2. Trajectoires des exploitations de type CBE.....	34
Schéma 3. Trajectoires des exploitations de type CBF.....	39
Schéma 4. Trajectoires des exploitations de type DV.....	49
Schéma 5. Trajectoires des exploitations de type EP.....	54
Schéma 6. Trajectoires des exploitations de type CM.....	59
Schéma 7. Trajectoires récentes des types d'exploitations.....	66
Figure 1. Orientation technico-économique des communes en 2000.....	20

TABLE DES TABLEAUX

Tableau 1. Plan d'échantillonnage : nombre d'exploitations enquêtés par strate.....	10
Tableau 2. Valeur de la production agricole en 2003 (aides comprises).....	20
Tableau 3. Répartition des types d'exploitations selon la zone de production (en pourcentage).....	21
Tableau 4. Répartition des ateliers d'élevage par exploitation de type éleveur planteur (en nombre de tête).....	50
Tableau 5. Positionnement stratégique des pays européens importateurs de banane avant la mise en place de l'OCM banane en 1993.....	80
Tableau 6. Réglementation mi-1993 selon l'origine (en tonnes).....	80
Tableau 7. Réglementation 1995 selon l'origine (en tonnes).....	80
Tableau 8. Réglementation 1999 selon l'origine (en tonnes).....	81
Tableau 9. Réglementation période 2001-2005 selon l'origine (en tonnes).....	81
Tableau 10. Part de la zone partenaire dans les échanges de biens en 2004 (en pourcentage).....	83
Tableau 11. Répartition de la population active en 2006 (en pourcentage).....	83
Tableau 12. Evolution du nombre de demandeurs d'emploi.....	83
Tableau 13. Répartition des zones de production selon la durée d'activité (pourcentage).....	84
Tableau 14. Répartition des types d'exploitations selon la durée d'activité (pourcentage).....	84
Tableau 15. Répartition des durées d'activité selon le type d'exploitation (pourcentage).....	84
Tableau 16. Répartition des durées d'activité selon la zone de production (pourcentage).....	84
Tableau 17. Répartition des effectifs selon la durée d'activité, la zone de production et le type d'exploitation.....	85

ANNEXES

Annexe 1

Guide d'entretien

Annexe 2

Chronologie des réformes de l'OCM banane de 1993 à 2006

Annexe 3

Evolution des volumes importés et exportés de banane sur le marché international et européen

Annexe 4

Données générales sur l'économie actuelle guadeloupéenne

Annexe 5

Evolution récente de la filière bananière depuis 1995

Annexe 6

Typologie actuelle des exploitations bananières

Annexe 7

Répartition du nombre d'UTAS selon les surfaces plantées en bananes par type d'origine des exploitations

Annexe 8

Evolution du nombre d'hectares plantés en banane export selon le type d'exploitation sur l'ensemble de la période d'activité

Annexe 9

Evolution de la part des différentes productions dans la SAU totale par type d'exploitation entre 1990 et 2006

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	5
I. Présentation générale	7
A. Présentation du projet	8
B. Présentation du stage	8
1. Le contexte	8
2. Les étapes	9
3. La méthodologie	9
II. Les negociations internationales et leurs consequences sur l'economie guadeloupéenne	12
A. L'impact des réformes de l'OCM banane sur les prix perçus par les producteurs guadeloupéens	13
1. La mise en place de l'organisation commune du marché de la banane	13
2. Les impacts des réformes sur les échanges internationaux de banane.....	15
3. Les impacts des réformes sur le prix des bananes : le cas de la Guadeloupe	16
B. La crise de la filière bananière et ses répercussions sur l'économie guadeloupéenne...	19
1. Le poids de l'agriculture dans l'économie guadeloupéenne	19
2. La place de la filière banane dans l'agriculture guadeloupéenne	20
3. La crise de la filière banane guadeloupéenne	21
III. Les facteurs d'évolution des exploitations bananières guadeloupéennes 25	
A. L'évolution du fonctionnement des exploitations bananières selon le type d'origine ...	26
1. Les sociétés bananières	26
2. Les exploitations bananières entrepreneuriales.....	30
3. Les exploitations bananières familiales	35
4. Les exploitations traditionnelles	40
5. Les exploitations diversifiées.....	44
6. Les éleveurs planteurs.....	50
7. Les exploitations maraîchères.....	55
B. L'évolution des exploitations bananières depuis le début des années 90.....	60
1. L'évolution du nombre d'exploitations et répartition dans l'échantillon	60
2. L'évolution des facteurs structurels au sein des différents types.....	61
3. Le traçage des trajectoires d'évolution	62
4. Les trajectoires-type et éléments explicatifs	65
5. Les perspectives d'évolution.....	65
CONCLUSION ET PROPOSITIONS	68
BIBLIOGRAPHIE	70
TABLES	71
ANNEXES.....	75

ANNEXES

Annexe 1. Guide d'entretien

1) Exploitant

a. Renseignements confidentiels

Age :

Adresse de l'exploitation :

Adresse de résidence :

Tél. :

Statut juridique de l'exploitation :

- Exploitation individuelle
- GAEC (groupement agricole d'exploitation en commun)
- EARL (exploitation agricole à responsabilité limitée)
- SCEA (société civile d'exploitation agricole)
- Autre (préciser)

SICA :

Formation du chef d'exploitation :

Situation familiale :

Nombre d'enfants, sexe/âge :

Nombre personnes vivant sur l'exploitation agricole :

Productions principales de cette exploitation :

a. Grandes étapes de l'évolution de vos activités depuis l'installation :

Date	Caractéristiques de l'étape

2) Situation d'origine

<u>Date d'installation</u>	
<u>Précédente activité</u>	
<u>Liens de parenté avec exploitant précédent</u>	
<u>Conditions de transmission du patrimoine</u> <ul style="list-style-type: none"> • Matériel : foncier, bâtiments, matériels • Immatériel : pratiques culturelles 	
<u>Subvention à l'installation (DJA)</u>	
<u>Origines du capital</u> : Emprunt (sous quelles conditions) ? Accumulation ?	

3) Caractéristiques des étapes d'évolution

a. Caractéristiques structurelles d'origine de l'exploitation

<u>Faire-valoir</u>	
<u>Main d'œuvre</u> UTA Familiale Salariée	
<u>Améliorations foncières</u> Drainage, irrigation...	
<u>Matériel</u> Finalité Disponibilités Mode d'appropriation	
<u>Installations bâtiments</u> Finalité Mode d'appropriation Caractéristiques techniques	
<u>Marché</u> Variation de prix Période de vente Degré de transformation	
<u>Activités secondaires des membres de la famille:</u> Type d'activité Temps consacré Part dans le revenu total	

b. Caractéristiques du parcellaire d'origine de l'exploitation :

Surface totale (ha) :

Surface Agricole Utile totale (ha)

Surface bois (ha)

Surface non agricole (ha)

Surface friche (ha)

Parcellaire :

-Nombre de parcelles

-Groupées ou dispersées

-Eloignées ou proches de l'habitation

c. Productions et caractéristiques :

Rotation Culture/ Jachère/	Cultures successives	Durée de chaque culture	Surface du système	Date de mise en place	Raisons de mise en place

Productions	Objectifs de cette production	Débouchés (export) Qualité/nombre (catégories)	Surfaces consacrées (Ha)	Conditions de production			Faire- valoir
				Irrigation (I)	Mécanisation (M)	Atouts/Contraintes agronomiques(C)	
Culture principale							
Cultures secondaires							
Cultures secondaires							
Elevage 1							
Elevage 2							

d. Vision de l'exploitant sur cette étape :

Besoins et exigences de la famille :

Stratégie de l'exploitant sur cette étape :

4) Perspectives d'évolution à moyen terme

1. Si l'activité principale est encore l'agriculture à cette période³⁷

-Superficie de l'exploitation va-t-elle évoluer dans l'avenir ? Pour quelle(s) raison(s) ?

- **Agrandissement** (« Expansion spatiale ») de la SAU
 - Par achat de terres
 - Par location de terres supplémentaires
 - Autre

- **Réduction** de la SAU

- **Déprise agricole** : abandon

- **Réutilisation terres laissées en friche**

-Y'a-t-il des terres à acheter ou à louer, à quel prix ?

-Développement de nouvelles productions végétales ou animales ? lesquelles ? pourquoi ?

-Abandon de certaines productions végétales ou animales ? lesquelles ? pourquoi ?

-Développement de nouvelles activités ? lesquelles ? pourquoi ?

-De nouveaux investissements sont-ils prévus ? Comment comptez-vous réaliser cet investissement (crédit..) ?

-Existe-il un successeur pour l'exploitation ?

³⁷ Le temps de travail constitue l'indicateur de détermination, l'activité principale représentant les $\frac{3}{4}$ du temps de travail.

2. Si l'activité principale n'est plus l'agriculture

Allez-vous continuer votre activité principale ? pourquoi ?

Votre temps de travail va-t'il évoluer ? pourquoi ?

Pensez-vous reprendre une activité agricole ? pourquoi ?

3. Adaptation et réactivité et dynamisme

- Comment connaissez-vous l'évolution des prix ? Quelles sont vos sources ?

-Dans quelle mesure bénéficiez-vous des connaissances créées par les centres de recherche sur les pratiques culturales ?

-Quel est le vecteur de transmission de l'information ? (Conseillé technique, Forum, entretien avec d'autres exploitants)

-Etes-vous disposé à participer à une formation sur la conduite de la banane, ou plutôt sur d'autres productions ou sur d'autres activités ?

4. Vision et stratégie de la personne

Besoins et exigences de la famille à l'avenir :

Stratégie de l'exploitant sur cette prochaine étape :

Annexe 2. Chronologie des réformes de l'OCM banane de 1993 à 2006

Tableau 5. Positionnement stratégique des pays européens importateurs de banane avant la mise en place de l'OCM banane en 1993

Ceux qui importent principalement des bananes dollar		Ceux qui importent aussi des bananes ACP	
Allemagne	Belgique, Luxembourg, Pays Bas, Danemark, Irlande	France, Espagne, Portugal, Grèce	Royaume-Uni, Italie
Dérogation au tarif extérieur commun : Contingent en franchise de droits	Taxe communautaire classique de 20 %	- Production domestique : franchise de droit - Importations ACP et Dollar : 20 % , licences et contingents (sauf France)	Importations ACP : franchise de droits Importations dollar : 20 % , licences et contingents
Marchés libres		Marchés protégés	

Tableau 6. Réglementation mi-1993 selon l'origine (en tonnes)

Origine	Type de réglementation
Communautaire	Accès illimité Soutien aux revenus limité à un volume de 854 000 t
12 ACP traditionnels (non transférables) ³⁸	Aucun droit de douane Certificat d'importation Quotas totaux 857 700 t
Tiers (dont ACP non traditionnelles ayant accès à 100% du contingent tarifaire)	ACP = 0 écu/t Hors ACP = 100 écus/t et dépassement à 750-850 ³⁹ écus/t Certificat d'importation Contingent tarifaire A : 2,2 Mt (dont ACP)

Tableau 7. Réglementation 1995 selon l'origine (en tonnes)

Origine	Type de réglementation
Communautaire	Accès illimité Soutien aux revenus limité à un volume de 854 000 t
12 ACP traditionnels (non transférables)	Aucun droit de douane Certificat d'importation Quotas totaux 857 700 t
ACP - Cameroun, Côte d'Ivoire, Belize - République Dominicaine - Autres	Contingent tarifaire 90 000 t 30 000 t 55 000 t + Certificat d'importation 5 000 t
Tiers (dont ACP non traditionnelles ayant accès à 3,53% du contingent tarifaire) ⁴⁰	ACP = 0 écu/t Hors ACP = 75 écus/t et dépassement à 750-850 écus/t Certificat d'importation Contingent tarifaire A : 2,553 Mt (dont les 90 000 t accordés au APC)

³⁸ Cap-Vert, Madagascar, Grenade, Cameroun, Côte d'Ivoire, Belize...

³⁹ 750 écus/t pour les bananes dollars et 850 écus/t pour les bananes ACP non traditionnelles

⁴⁰ Costa Rica, Colombie, Venezuela, Nicaragua, Equateur, Etats-Unis, Guatemala, Honduras, Mexique...

Tableau 8. Réglementation 1999 selon l'origine (en tonnes)

Origine	Type de réglementation
Communautaire	Accès illimité Soutien aux revenus limité à un volume de 854 000 t
12 ACP traditionnels (quantités globalisées)	Aucun droit de douane Certificat d'importation Quotas totaux 857 700 t
ACP - Cameroun, Côte d'Ivoire, Belize - République Dominicaine - Autres	Contingent tarifaire 240 748 t + Certificat d'importation
Tiers (dont ACP ayant accès à 9,43% du contingent tarifaire) ⁴¹	ACP = 0 écu/t Hors ACP= 75 écus/t et dépassement à 750-850 écus/t Certificat d'importation Contingent tarifaire A : 2,553 Mt (dont les 240 748 t accordés au APC)

Tableau 9. Réglementation période 2001-2005 selon l'origine (en tonnes)

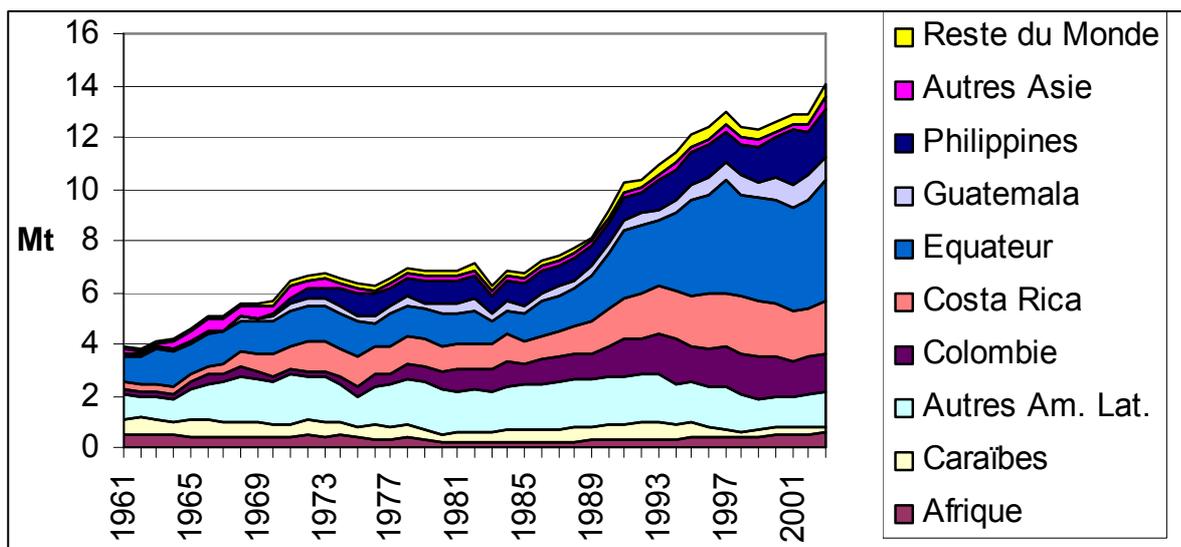
Origine	Type de réglementation
Communautaire	Accès illimité Soutien aux revenus limité à un volume de 854 000 t
Quantités globalisées entre tous les ACP	Aucun droit de douane Certificat d'importation Quotas totaux 850 700 t en 2001 Puis 750 000 tonnes en 2002
ACP - Cameroun, Côte d'Ivoire, Belize - République Dominicaine - Autres	Contingent tarifaire de 2553 000 t puis de 2 653 000 t + Certificat d'importation
Tiers (dont ACP ayant accès 100% du contingent tarifaire) ⁴²	ACP = 0 écu/t Hors ACP= 75 écus/t et dépassement à 380-680 écus/t Certificat d'importation Contingent tarifaire A : 2,553 Mt en 2001 Puis 2,653 Mt en 2002 Contingent 'élargissement' : 300 000 t en 2004 Puis 460 000 t en 2005

⁴¹ Les 91% des contingents restants sont reçus par l'Equateur, Etats-Unis, Guatemala, Honduras, Mexique.

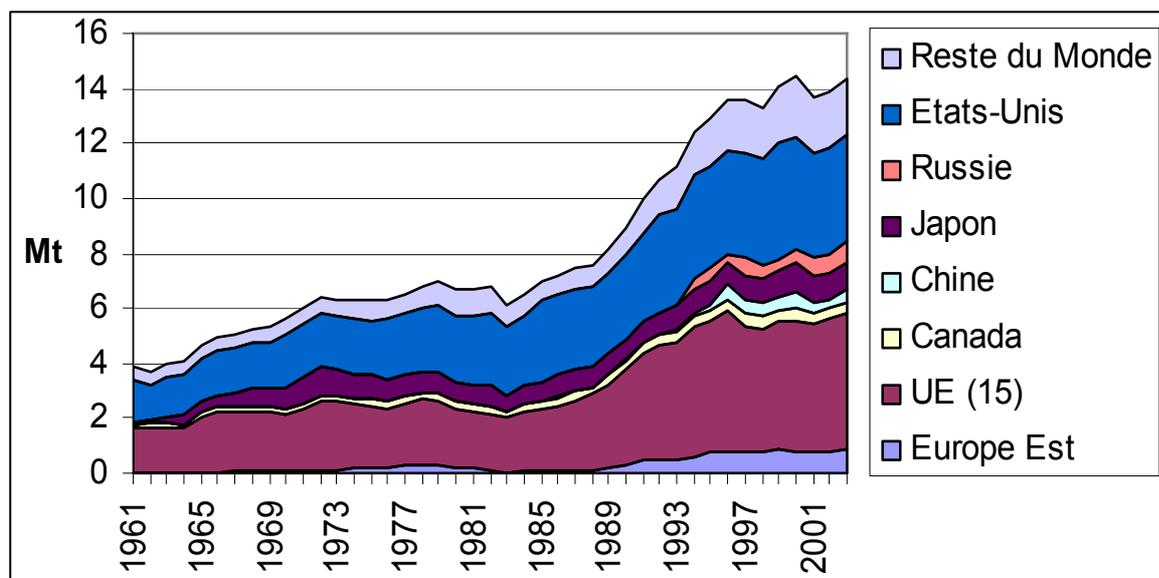
⁴² Les 91% des contingents restants sont reçus par l'Equateur, Etats-Unis, Guatemala, Honduras, Mexique.

Annexe 3. Evolution des volumes importés et exportés de banane sur le marché international et européen

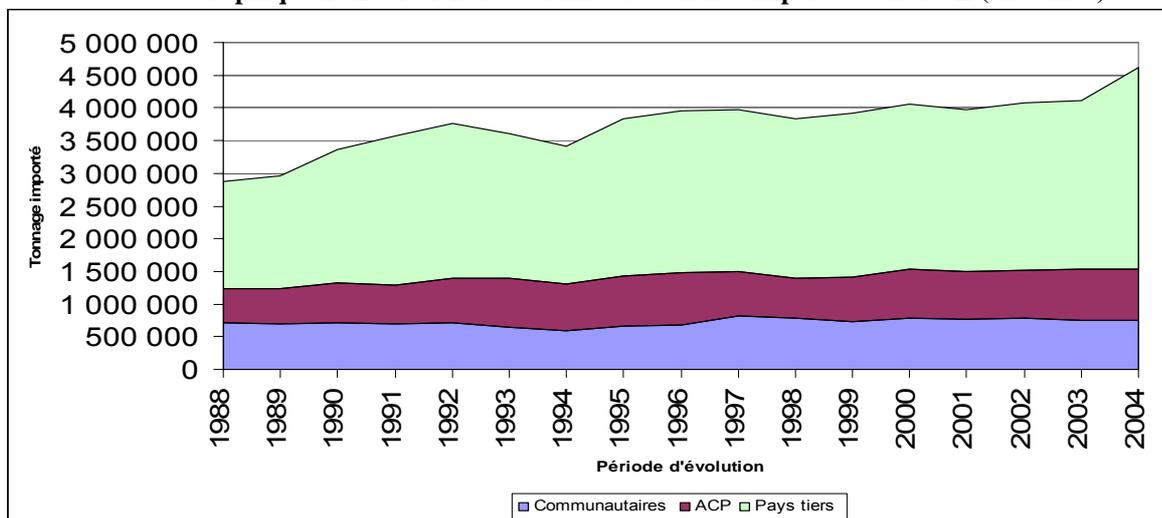
Graphique 17. Evolution des volumes de bananes exportés (en milliers de tonnes)



Graphique 18. Evolution des volumes de bananes importés (en milliers de tonnes)



Graphique 19. Evolution des volumes de bananes importés dans l'UE (en tonnes)



Annexe 4. Données générales sur l'économie actuelle guadeloupéenne

Tableau 10. Part de la zone partenaire dans les échanges de biens en 2004 (en pourcentage)

Zone partenaire	Exportations	Importations
Métropole	63,2	66,9
UE hors France	14,2	5,1
Martinique		
Guyane	2,8	21,2
Caraïbe	7,7	2,6
Etats-Unis	2	1,6
Autres	10,1	2,7
Total	100	100

Tableau 11. Répartition de la population active en 2006 (en pourcentage)

Secteur	Répartition des actifs (Guadeloupe)	Répartition des actifs (Métropole)
Services	70,8	58,9
Commerce	14,2	13,4
BTP	5,6	6,4
Industrie	6,8	17
Agriculture	2,5	4

Tableau 12. Evolution du nombre de demandeurs d'emploi

Période	Nombre de demandeur d'emploi	Variation (pourcentage)
1995	44 387	0,00
1999	54 255	18,19
2002	47 416	-14,42
2003	47 404	-0,03
2004	42 439	-11,70
2005	44 988	5,67

Annexe 5. Evolution récente de la filière bananière depuis 1995

Tableau 13. Répartition des zones de production selon la durée d'activité (pourcentage)

Classe	Abandon 95-99	Abandon 00-04	Maintient 2004	Production irrégulière	Nouveaux installés 1997
Zone 1	16%	16%	19%	14%	9%
Zone 2	54%	49%	55%	52%	48%
Zone 3	25%	24%	24%	28%	17%
Zone 4	5%	11%	2%	7%	26%
TOTAL	100%	100%	100%	100%	100%

Tableau 14. Répartition des types d'exploitations selon la durée d'activité (pourcentage)

Classe	Abandon 95-99	Abandon 00-04	Maintient 2004	Production irrégulière	Nouveaux installés 1997
Type 1	48%	23%	7%	34%	4%
Type 2	30%	36%	21%	29%	9%
Type 3	15%	25%	26%	24%	42%
Type 4	7%	16%	46%	12%	45%
TOTAL	100%	100%	100%	100%	100%

Tableau 15. Répartition des durées d'activité selon le type d'exploitation (pourcentage)

Classe	Abandon 95-99	Abandon 00-04	Maintient 2004	Production irrégulière	Nouveaux installés 1997	TOTAL
Type 1	63%	19%	7%	9%	1%	100%
Type 2	38%	28%	22%	8%	3%	100%
Type 3	22%	23%	31%	7%	17%	100%
Type 4	11%	14%	54%	4%	18%	100%

Tableau 16. Répartition des durées d'activité selon la zone de production (pourcentage)

Classe	Abandon 95-99	Abandon 00-04	Maintient 2004	Production irrégulière	Nouveaux installés 1997	TOTAL
Zone 1	35%	21%	33%	6%	5%	100%
Zone 2	35%	20%	29%	7%	9%	100%
Zone 3	36%	22%	28%	8%	7%	100%
Zone 4	23%	31%	7%	7%	33%	100%

Tableau 17. Répartition des effectifs selon la durée d'activité, la zone de production et le type d'exploitation

Durée d'activité	Abandon 95-99 avec production continue					Abandon 00-03 avec production continue					Maintient 04 avec production continue				
	< 16 t	16-40 t	40-105 t	>105 t	TOTAL	< 16 t	16-40 t	40-105 t	>105 t	TOTAL	< 16 t	16-40 t	40-105 t	>105 t	TOTAL
Zone 1	19	20	5	2	46	5	12	7	4	28	1	9	5	29	44
Zone 2	76	39	25	12	152	15	32	22	15	84	4	20	41	61	126
Zone 3	37	20	8	4	69	18	15	5	4	42	10	20	12	12	54
Zone 4	2	5	4	3	14	2	3	10	4	19	0	0	1	3	4
TOTAL	134	84	42	21	281	40	62	44	27	173	15	49	59	105	228
	281					173					228				

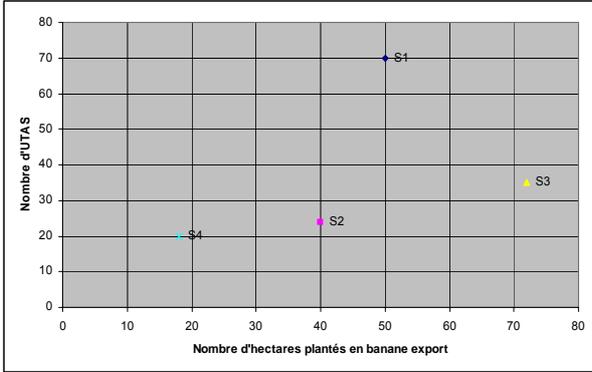
Durée d'activité	Production Irrégulière					Nouveaux installés depuis 97					Total
	< 16 t	16-40 t	40-105 t	>105 t	TOTAL	< 16 t	16-40 t	40-105 t	>105 t	TOTAL	
Zone 1	2	3	3	0	8	0	0	2	5	7	259
Zone 2	10	10	8	2	30	1	5	12	19	37	821
Zone 3	7	3	3	3	16	2	2	6	3	13	375
Zone 4	1	1	0	2	4	0	0	12	8	20	102
TOTAL	20	17	14	7	58	3	7	32	35	77	817
	58					77					817

Annexe 6. Typologie actuelle des exploitations bananières

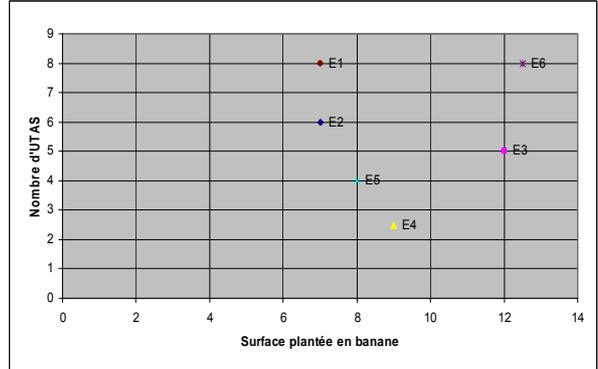
Type	Agriculture Traditionnelle	Culture Bananière Familiale	Monoculture Bananière Entrepreneuriale	Diversification Végétale	Eleveur Planteur	Société Bananière
SAU totale	< 4	3 à 10	8 à 13,5	5 à 12	2 à 21	> 15
Surface banane moyenne	< 3	> 3	10,5	5 à 8	17 à 2,5	47
Autres cultures	Jardin créole	non	non	Cultures maraîchères, fleurs	fleurs	Canne Maraîchage
SAU	0,5 à 2,5	0	0	1 à 2	0,5 à 1	> 5
Elevage	petit	petit élevage extensif	non	non	cunicole, porcine (>10), avicole (>20), caprin (>20), bovin (>10)	oui
UTA	1 UTAF	1,5 à 2 UTAF	4 à 5 UTAS	2 à 4 UTAFS	3 UTAFS	> 15 UTA
Matériel	Manuel, hangar en bois	Hangar en dur, penderie artisanale, 4X4, camionnette	Equipement important et moderne, hangar en dur, penderie mécanique	Hangar en dur, remorques et équipements de traitement, 4x4	Taux d'équipement élevé	Taux d'équipement très élevé et moderne
Revenus extérieurs	Pluriactif, retraité	Faibles	Immobilier	oui	oui	Immobilier
Objectif	Vente sur le marché local, autoconsommation, dons, complément de revenu	Limiter les frais financiers, intensifier une surface maîtrisable techniquement pour assurer un revenu décent	Intensification de la production pour accumulation de capital	Volonté d'autonomie vis-à-vis de la banane, recherche équilibre du système de production	Subvenir aux besoins de la famille en consolidant les ateliers d'élevage	Intensification de la production et maximisation du rendement à l'hectare

Annexe 7. Répartition du nombre d'UTAS selon les surfaces plantées en bananes par type d'origine des exploitations

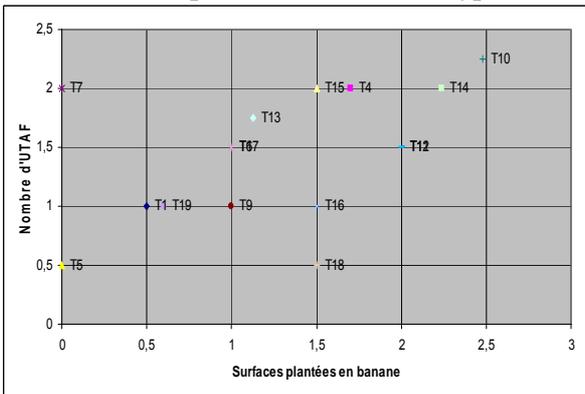
Graphique 20. Répartition du nombre d'UTAS selon les surfaces plantées en banane du type SB



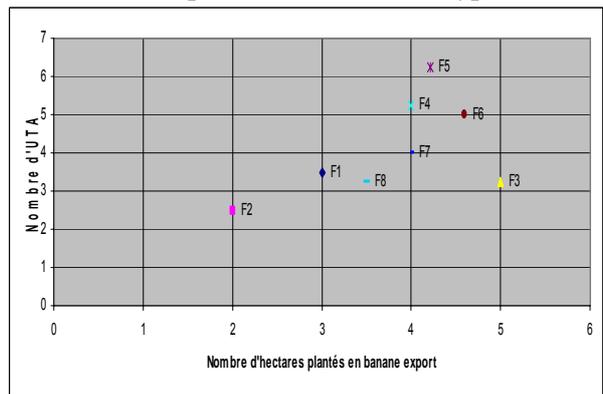
Graphique 21. Répartition du nombre d'UTAS selon les surfaces plantées en banane du type CBE



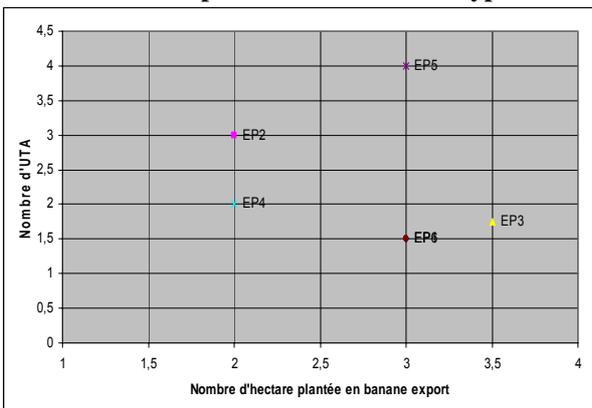
Graphique 22. Répartition du nombre d'UTAS selon les surfaces plantées en banane du type AT



Graphique 23. Répartition du nombre d'UTAS selon les surfaces plantées en banane du type CBF

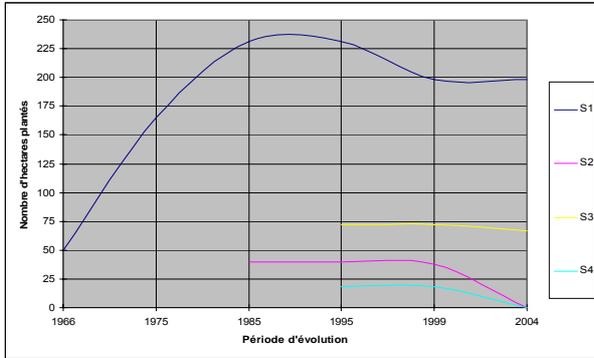


Graphique 24. Répartition du nombre d'UTAS selon les surfaces plantées en banane du type EP

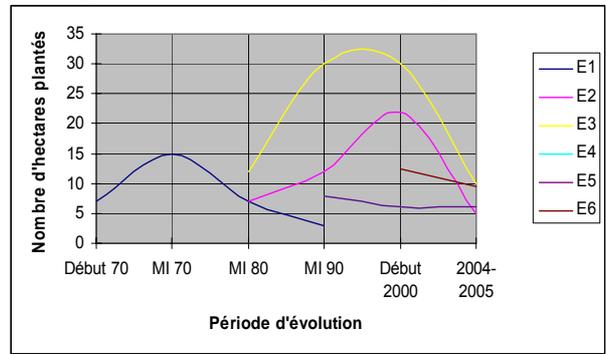


Annexe 8. Evolution du nombre d'hectares plantés en banane export selon le type d'exploitation sur l'ensemble de la période d'activité

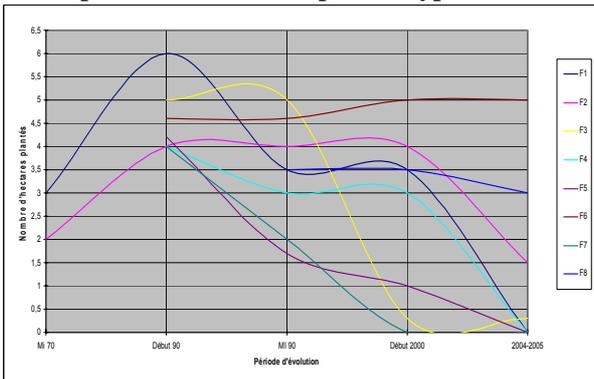
Graphique 25. Evolution du nombre d'hectares plantés en banane export du type SB



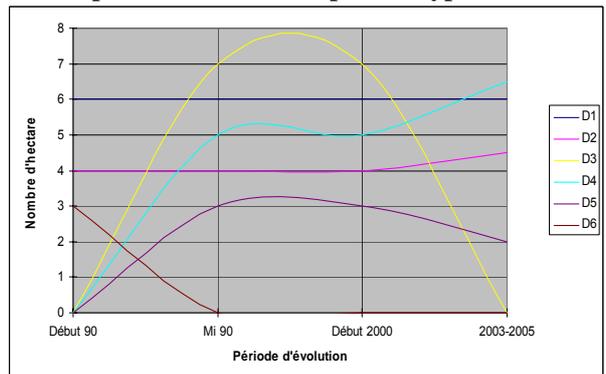
Graphique 26. Evolution du nombre d'hectares plantés en banane export du type CBE



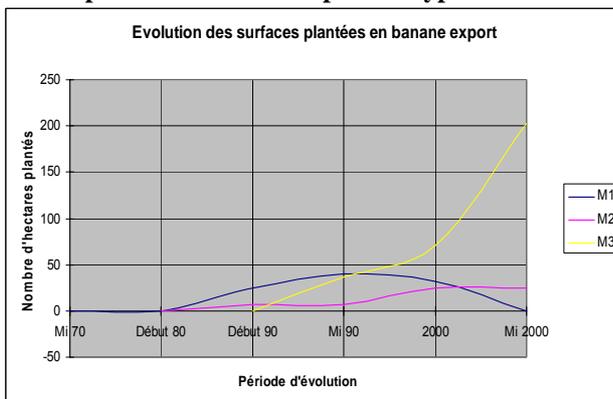
Graphique 27. Evolution du nombre d'hectares plantés en banane export du type CBF



Graphique 28. Evolution du nombre d'hectares plantés en banane export du type DV



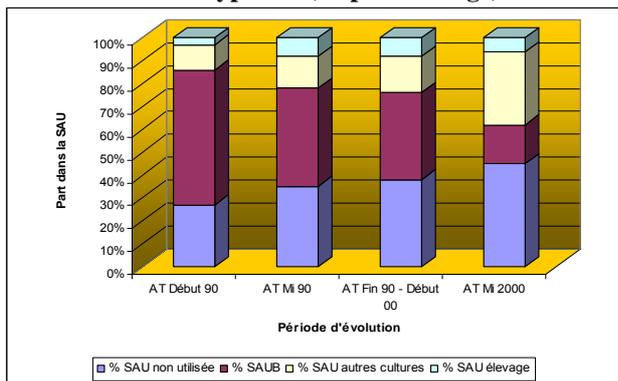
Graphique 29. Evolution du nombre d'hectares plantés en banane export du type CM



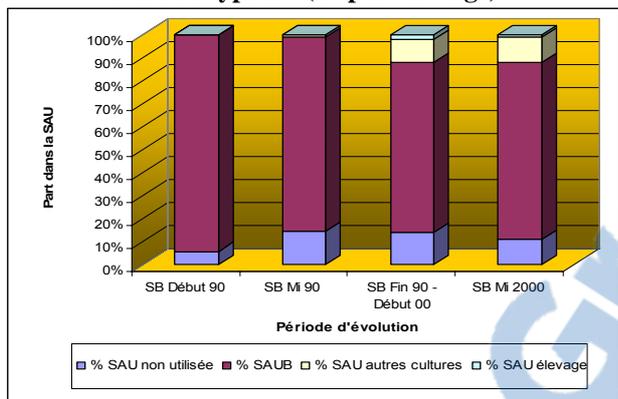
Annexe 9. Evolution de la part des productions dans la SAU totale par type d'exploitation entre 1990 et 2006

Graphique 30. Part des productions dans la SAU

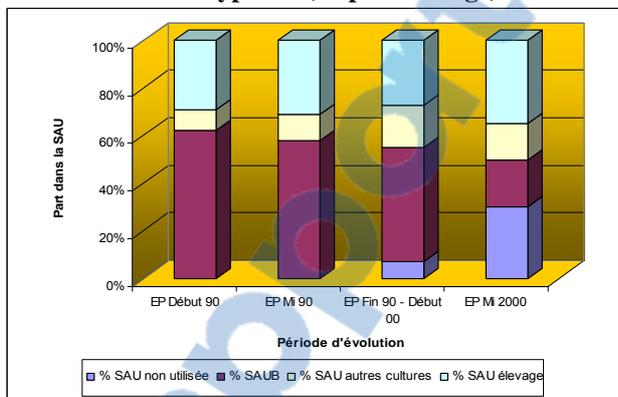
totale du type AT (en pourcentage)



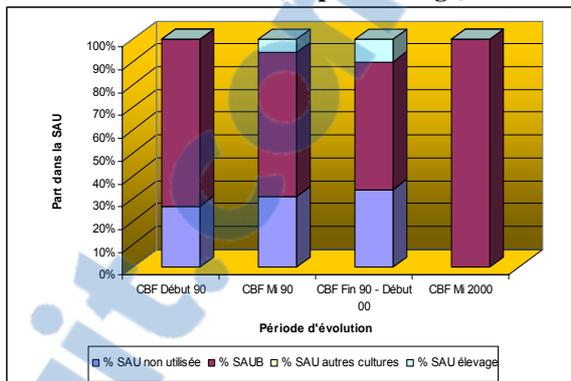
Graphique 32. Part des productions dans la SAU totale du type SB (en pourcentage)



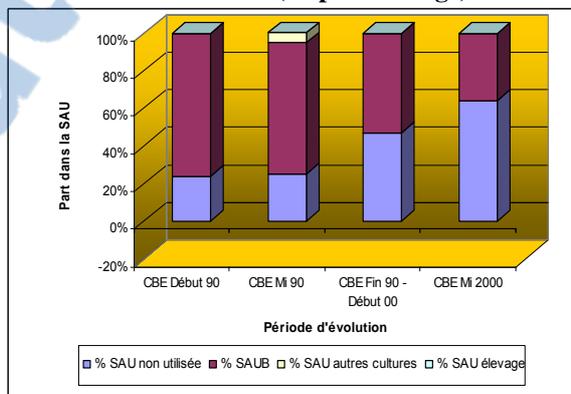
Graphique 33. Part des productions dans la SAU totale du type EP (en pourcentage)



Graphique 31. Part des productions dans la SAU totale du CBF (en pourcentage)



Graphique 34. Part des productions dans la SAU totale du CBE (en pourcentage)



Graphique 35. Part des productions dans la SAU totale du type DV (en pourcentage)

